

le COURRIER de l'UNESCO

NOVEMBRE 1992



LE PARI DÉMOCRATIQUE

BELGIQUE: 160 FB. - CANADA: 5,75 \$. - CÔTE D'IVOIRE: 1540 CFA. - CAMEROUN: 1760 CFA. - GABON: 1760 CFA. - MAROC: 32 DM. - LUXEMBOURG: 158 FLUX. - SUISSE: 6,90 FS. - PORTUGAL: 700 ESC.

M 1205 - 9211 - 22.00 F

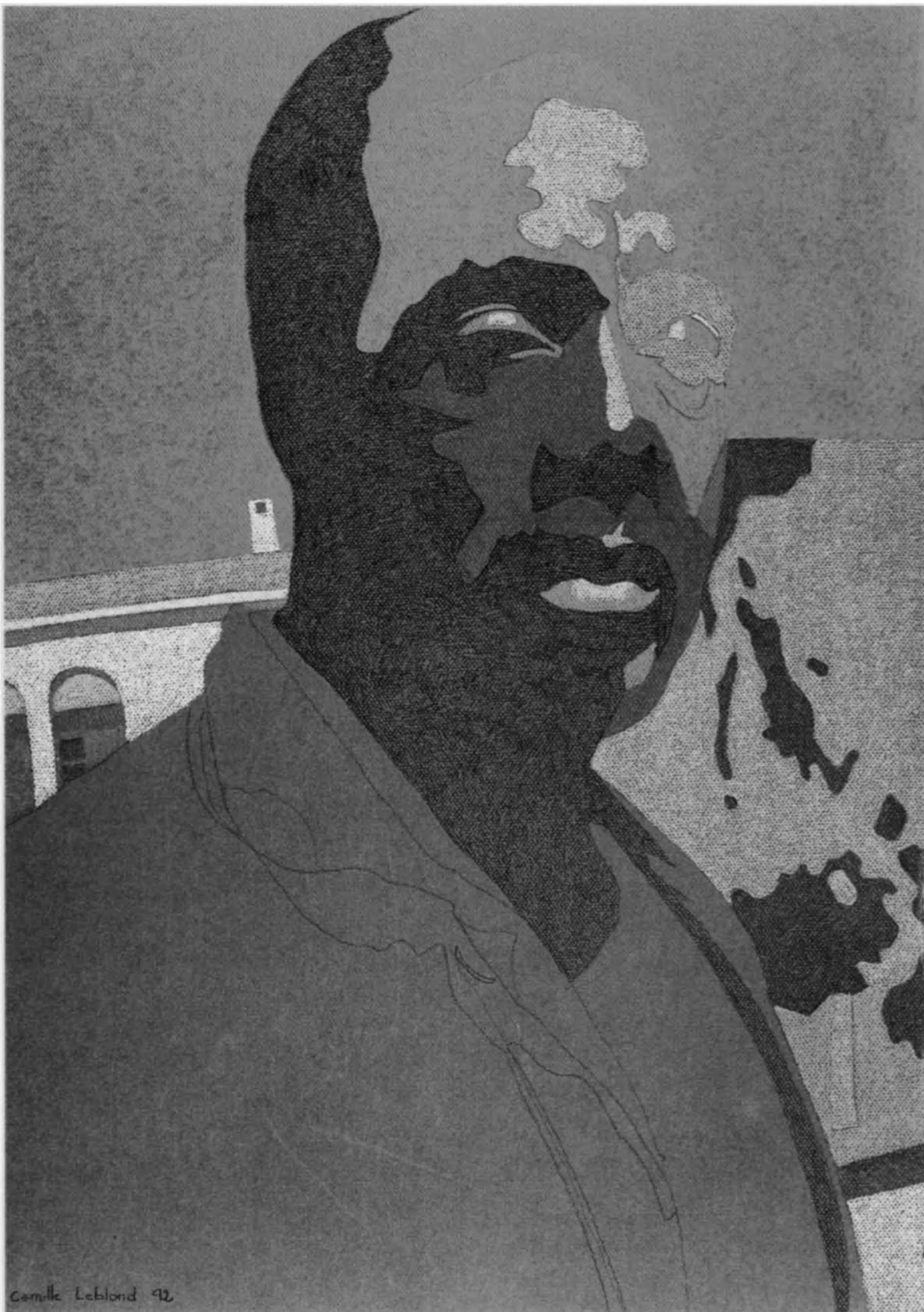


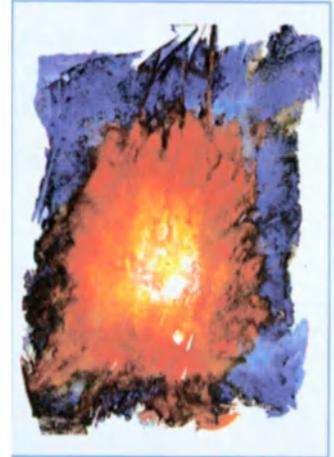
Pour cette rubrique **CONFLUENCES**, envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.

Racines, Joe et Gorée

1992, pastel sec, 59 x 79 cm,
de Camille Leblond

Peintre français, Camille Leblond a installé son atelier dans l'île sénégalaise de Gorée, l'une des anciennes plaques tournantes de la traite négrière, inscrite depuis 1978 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. La Maison des esclaves y attire des visiteurs du monde entier, en particulier des Noirs américains qui refont, en sens inverse, le voyage de leurs ancêtres déportés d'Afrique. Joe, un ami du peintre, est l'un d'entre eux.





7 Le pari démocratique

Éditorial de Bahgat Elnadi et Adel Rifaat

- 8 **Démocratie, qui es-tu?**
par Alain Touraine
- 13 **L'exigence**
par Amin Maalouf
- 14 **Afrique**
Promesses et incertitudes
par Elikia M'Bokolo
- 21 **Amérique latine**
Liberté et pénurie
par Fernando Henrique Cardoso
- 33 **Pologne**
Reconstruire la société
par Vladislav Adamski
- 35 **Sud**
Les risques de dérapage
par Romila Thapar
- 38 **Iran**
École laïque, école religieuse
par Ehsan Naraghi
- 41 **Occident**
La femme et la démocratie de demain
par Eleanora Masini Barbieri
- 44 **Portrait de l'artiste en insecte**
par André Brink

Notre couverture:
Sans titre, encre sur papier de Hossein Davoudi, diplomate et peintre iranien.

Couverture de dos:
à Prague (Tchécoslovaquie), lors de l'élection de Vaclav Havel à la présidence de la République (1990).

48 ACTION/UNESCO
EN BREF...
Le saviez-vous?

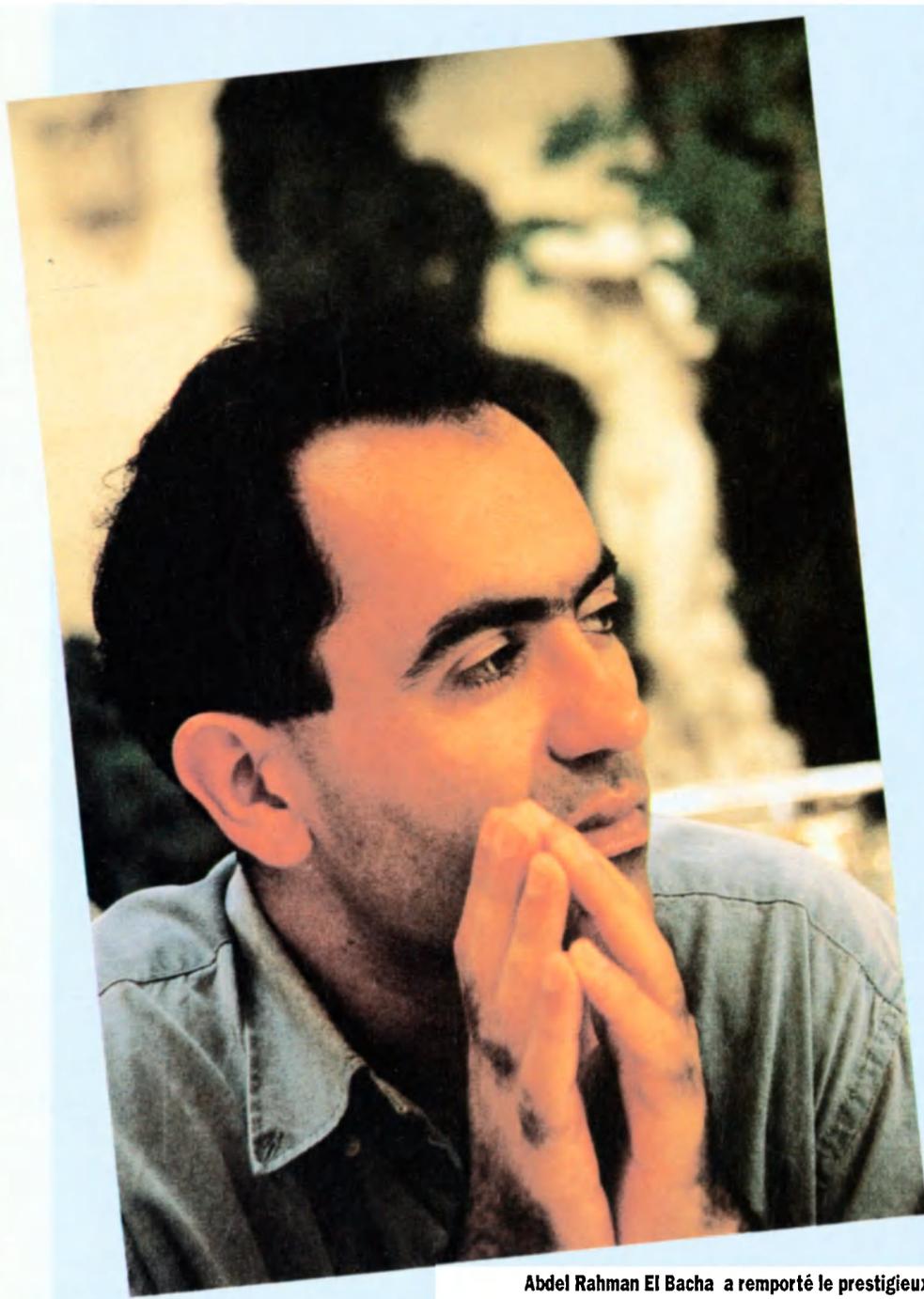
50 DISQUES RÉCENTS
par Isabelle Leymane

25
Espace vert

49
La chronique de Federico Mayor

ABDEL RAHMAN EL BACHA

répond aux questions de Neda el Khazen



Abdel Rahman El Bacha a remporté le prestigieux concours Reine Elisabeth de Belgique à l'unanimité en 1978.

Considéré comme un des meilleurs interprètes de sa génération, il mène depuis une brillante carrière internationale, jouant avec les formations et les chefs d'orchestre les plus éminents. Il a gravé, entre autres, les *Premières Œuvres* de Prokofiev (Grand prix du disque de l'Académie Charles Cros 1983), les trois concertos de Bach, des sonates de Mozart, les deux concertos de Ravel, et il poursuit son enregistrement de l'intégrale des sonates de Beethoven, (tous ces disques sont édités chez Forlane, à Boulogne, France).

■ *Tout artiste est aujourd'hui à la recherche d'une reconnaissance internationale. Est-ce le signe d'une certaine universalité, au moins dans le domaine de l'art?*

— L'artiste a besoin d'être reconnu parce qu'il a besoin de donner, et de donner à tous sans distinction. C'est surtout cela, je crois, qui motive chez lui le besoin d'une reconnaissance universelle. Cette approbation publique, unanime, il peut fort bien ne pas la connaître de son vivant, mais ce qui compte, c'est le sentiment d'avoir quelque chose à apporter. Si les autres tardent à s'en apercevoir, c'est un peu dommage. Pour eux surtout. L'artiste, quant à lui, trouve des motifs de consolation dans son art.

■ *Vous avez grandi au Liban, dans un pays pénétré d'influences culturelles diverses, et dans une famille très portée sur la musique. Comment avez-vous débuté votre parcours artistique?*

— Très naturellement, puisque tout petit, je baignais déjà dans un climat musical. Mon père était un compositeur connu. Ma mère, qui avait un sens inné de la musique, interprétait des chansons traditionnelles et populaires, sans jamais avoir su déchiffrer une partition. A trois ou quatre ans, je fredonnais les airs que composait mon père, des airs aux couleurs du folklore libanais, mais servis par la richesse harmonique de l'écriture et de l'instrumentation occidentales. Mon père avait un piano, sur lequel il essayait ses compositions. Vers six ans, j'arrivais à y jouer mes chansons préférées, quelques mélodies entendues ici ou là.

En 1967, à neuf ans, j'ai commencé à étudier sérieusement le piano. En découvrant la musique classique, je me suis pris de passion pour Mozart, Beethoven, Chopin, Schumann. A dix ans, je jouais en public — un concerto de

Bach. J'ai donné mon premier récital en 1974, à l'Assembly Hall, la chapelle de l'Université américaine de Beyrouth. Les ambassadeurs de l'URSS, du Royaume-Uni et de la France, qui étaient présents, m'ont offert des bourses d'études. J'ai choisi la France, par affinité culturelle et aussi parce que je pouvais y poursuivre ma scolarité. Je suis donc entré au Conservatoire supérieur de musique à Paris, juste avant que la guerre éclate au Liban.

■ *Dans ce pays cruellement éprouvé par de longues années de guerre, d'autres jeunes réussiront-ils, comme vous, à trouver leur voie dans la musique?*

— Je l'espère. C'est quand on est confronté à des difficultés existentielles, à des souffrances quotidiennes que la musique devient nécessaire, salvatrice. Ces jeunes auront sans doute moins de facilités, mais il reste au Liban des professeurs de piano, et on y trouve encore des instruments. Même s'il y a pénurie d'accordeurs qualifiés, même si l'on a de la peine à travailler son piano quand on a perdu un des siens, ou quand on est pris sous un bombardement. Je ne crois pas que la guerre ait neutralisé le besoin de créer, bien au contraire. Je donne régulièrement des concerts au Liban, et dans le public, il y a généralement beaucoup de jeunes, qui écoutent vraiment, ont soif de comprendre, de sentir la musique.

La musique répond à un besoin d'absolu, hors des malentendus que peuvent susciter les mots, dans la pensée philosophique ou religieuse par exemple. Elle en appelle à la sensibilité et à l'intuition, parle directement au cœur humain. C'est un langage universel, qui ramène l'humanité à sa véritable vocation d'amour et de tolérance.

■ *Sensibilité et intuition, ce sont des mots qu'on emploie souvent pour décrire votre jeu, auquel on reconnaît une grande virtuosité, mais exempte de fioritures, de traits brillants qui plaisent et mettent l'exécutant en valeur.*

— Je suis à la recherche de l'expression vraie. Je veux plaire, mais à ce qu'il y a de plus exigeant chez l'auditeur. Je ne cherche pas à lui donner des frissons superficiels. Vous avez parlé de virtuosité, et je reconnais que mes doigts ont beaucoup de facilité. Mais j'aurais pu tout aussi bien en faire autre chose. Ces capacités techniques, je veux qu'elles me permettent d'aller vers la forme d'expression la plus pure, la plus dépouillée. Ce n'est d'ailleurs pas du goût de tous, et ceux qui

voient dans l'art un divertissement n'apprécient pas forcément ma façon de jouer.

■ *Et pourtant, le plaisir de la musique n'est jamais absent de votre jeu...*

— Un art accompli est en quelque sorte la réalisation de l'harmonie entre l'esprit et le corps. J'ai toujours tenu à aller vers mon piano avec envie et à en jouer avec plaisir. Dès le moment où je sens qu'il y a une légère saturation, j'arrête pour que le rapport avec le piano et la musique reste harmonieux. Je suis heureux lorsque l'auditeur vit personnellement cette unité à travers les interprétations que je lui propose. Il y a dans la grande musique classique une dimension spirituelle et esthétique qui me procure un immense bonheur.

■ *Vos goûts musicaux doivent-ils quelque chose à votre culture d'origine?*

— Oui et non. Mon approche de la musique n'est jamais purement intellectuelle, et cela je le dois sans doute à mes origines. Pour m'atteindre, la musique doit avant tout être mélodique. J'ai grandi au Liban, entre l'Orient et l'Occident, et cela a certainement contribué à former mes goûts. Cela dit, je n'ai jamais fait de distinction entre la musique orientale et la musique occidentale, mais plutôt entre celle que je trouvais belle, et celle qui ne me plaisait pas.

■ *La beauté n'est-elle pas une notion relative? et changeante?*

— Certainement, parce qu'avec le temps, on mûrit et on reçoit différemment les vibrations de la vie. Ce qui vous paraît beau à quinze ans, vous le percevez autrement à trente. Je pense à un concerto de Chopin qui, tout jeune, me semblait incarner le sommet de la beauté. Aujourd'hui, je m'aperçois que le charme de cette œuvre est autre. Mon regard a changé, je la ressens autrement. De même à quinze ans, je n'aimais guère jouer les dernières sonates de Beethoven. J'étais incapable de saisir, ou même de deviner les souffrances qui les hantent. Aujourd'hui, je considère que s'il doit rester quelque chose, ce sont bien les dernières œuvres de Beethoven.

■ *Qu'est-ce qui vous séduit chez ce compositeur?*

— A la fois l'homme et l'artiste. Un artiste habité par une pensée humaniste, nourrie de son art. Sa musique est vraiment le reflet de sa personnalité, celle d'un grand esprit et d'un être foncièrement généreux. Chez lui, la

dimension intellectuelle est à la hauteur de l'émotion. Je suis aussi sensible à l'homme qu'à son œuvre, et c'est ce qui me donne envie de la jouer, de l'interpréter.

Rien n'est plus difficile à réaliser dans l'art que ce merveilleux équilibre, que l'on retrouve chez Beethoven, entre la technique et la sensibilité, le formel et l'émotionnel. Dans *Le Prophète*, le grand écrivain libanais Khalil Gibran comparait la passion à un navire qui va à la dérive faute de gouvernail, et la raison à un navire qui a un gouvernail, mais pas de voile pour avancer. Il faut allier l'instinct et le savoir, se garder de sacrifier à ces modes qui cultivent la spontanéité à tout prix, et auxquelles il manquera toujours une dimension. À cet égard, la nature nous donne un bel exemple d'harmonie. Regardez comme un arbre est beau, et pourtant que de complexité derrière cette perfection esthétique!

■ *Avec l'enregistrement de l'intégrale des sonates de Beethoven, vous vous êtes lancé dans un travail très ambitieux. Qu'est-ce qui vous a poussé à l'entreprendre?*

— J'ai déjà gravé sept volumes sur les neuf qui doivent sortir d'ici à 1994. En tout, il m'aura fallu six ans pour y parvenir, une année et demie de plus que prévu. Ce qui m'y a poussé? En fait, j'ai eu un jour envie de jouer ces sonates dans l'ordre chronologique. Ce faisant, je me suis aperçu que ces œuvres traduisaient une progression, une maturation du son et de l'écriture. Elles sont un reflet de la vie du compositeur, de son évolution psychologique. J'ai voulu alors travailler les premières œuvres dans le sens indiqué par cette évolution, les dégager peu à peu de l'influence de ses prédécesseurs, tels que Haydn, les dépouiller des composantes que Beethoven lui-même abandonnera ultérieurement, pour mieux faire ressortir leur finalité essentielle. C'est un travail passionnant. Et difficile. Lorsque j'en serai venu à bout, début 1994, je jouerai l'intégrale des 32 sonates en sept récitals qui s'étaleront sur deux mois et demi, à l'auditorium du Châtelet à Paris.

■ *Et ensuite? Avez-vous d'autres projets?*

— Il y a trois compositeurs qui en ce moment m'attirent énormément. Chopin d'abord, ma première grande passion au piano, et que je redécouvre aujourd'hui à travers une relecture de toute son œuvre, sa biographie, et surtout les écrits de ses élèves témoignant de sa façon de jouer et d'enseigner le piano. Ce Chopin-là est très différent de ce qu'on entend habituellement:



on décèle chez lui une volonté de simplicité, un refus de l'effet facile, une recherche de l'expression pure dans l'approfondissement de certains détails. Pendant longtemps, on a interprété Chopin d'une façon anarchique, en abusant du *rubato*, alors que son jeu était plutôt mesuré. Il y a aussi Schumann, dont la musique me bouleverse, même si chez lui, certains accords plus descriptifs qu'expressifs, trop saccadés, me rebutent un peu. Mais c'est une musique sincère sortie de l'âme d'un poète, un champ de liberté par rapport aux conventions de son époque. Enfin, il y a Ravel, le seul compositeur français dont je sois vraiment un partisan inconditionnel et dont j'aurais envie d'enregistrer toute l'œuvre pour piano, qui tient d'ailleurs en trois disques. Ce qui me séduit chez lui, c'est son style, sa sensibilité tournée vers les couleurs orientales à travers son goût pour la musique espagnole, sa pudeur aussi. Il a su tirer du piano des sonorités prodigieuses.

■ *Recherchez-vous systématiquement les sonorités orientales dans la musique classique?*

— Il est certain qu'une musique me comble si, en plus de satisfactions musicales et pianistiques, elle m'apporte des réminiscences de mon enfance. Mais ces expressions que je qualifierais de « locales », qu'elles soient orientales ou occidentales, ne sont pas ce que je recherche en priorité. Beethoven ne m'aurait pas intéressé si au lieu d'exprimer l'âme humaine, il ne faisait

que refléter la culture allemande, pour laquelle j'ai par ailleurs la plus grande admiration. Mais pour moi, ce qui fait la valeur d'une musique est qu'elle transcende les civilisations. Certes, nous sommes tous tributaires d'une civilisation, qui modèle notre personnalité, d'une façon dont nous n'avons d'ailleurs pas toujours conscience. Par contre, on peut avoir la volonté consciente de toucher tous les hommes, d'épurer son expression pour atteindre à l'universel. Si une musique tend vers cet absolu, tout en m'apportant les couleurs orientales, oui, mais si elle ne m'apporte que les couleurs orientales, alors non, ce n'est pas cela que je cherche.

■ *A cet égard, le piano, instrument polyphonique par excellence, est sans doute mieux apte à rendre des sonorités variées.*

— Le piano est l'instrument qui résume tous les autres, la voix humaine, les instruments à corde et à vent, les sons de la nature. On arrive à en obtenir, comme d'un orchestre, la basse, l'harmonie, les timbres. Mais c'est tout de même un instrument à marteaux, et le faire chanter tient de la gageure. Aucun instrument n'est parfait: ainsi sur un violon, il est facile de jouer *legato*, d'une manière liée, mais difficile parfois de saisir la pulsation rythmique.

■ *Vous êtes invité à vous produire partout en Europe, mais aussi au Japon, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis. N'est-il pas extraordinaire de voir l'accueil qui est fait, dans le monde entier, à la musique classique européenne? Et pensez-vous que la réciproque soit vraie?*

— C'est toute la grandeur de la musique classique, qui s'adresse à ce qu'il y a de plus profond en nous, quelle que soit la civilisation à laquelle nous appartenons. Pour moi, il n'y a jamais eu de frontières entre les différentes musiques: on retrouve la même spiritualité, le même pouvoir expressif, la même noblesse du propos dans la grande musique arabe ou les improvisations instrumentales indiennes, bien qu'elles soient d'un abord difficile si on n'a pas été formé à les apprécier et à les comprendre. Et la musique indienne ne nous est pas moins nécessaire aujourd'hui que les symphonies de Beethoven. Il faut simplement apprendre à aller vers ces langages différents, à dépasser ce qui les rattache à une culture ou à une époque, et les cantonne trop souvent dans le contexte local. Grâce au disque, ces musiques atteignent maintenant de nouveaux auditoires, mais il reste beaucoup à faire pour leur donner la place qu'elles méritent.

■ *Est-ce que vous enseignez?*

— J'ai enseigné deux ans dans un conservatoire. Maintenant je donne quelques cours privés de perfectionnement à des élèves de haut niveau. Certains de mes élèves me soumettent des pièces que j'ai moi-même interprétées, mais dont ils ont une conception différente. Cette confrontation est très intéressante, dans la mesure où elle m'oblige à préciser ma propre compréhension de l'œuvre, à justifier ma façon de la jouer. Je dois le faire, car s'ils viennent me voir, c'est pour se nourrir de ce que je peux leur donner. Mais l'important est que l'élève ait quelque chose de cohérent à proposer, auquel cas je l'encourage à persévérer dans sa logique. L'enseignement vous oblige à admettre la diversité, et en ce sens, il débouche sur un véritable apprentissage humain, ainsi qu'un retour sur soi et sur son art.

■ *Comment vivez-vous le concert, ce moment privilégié mais éphémère, et qui ne se reproduit jamais de la même façon?*

— Comme un moment d'intense communion avec mes semblables, que je perçois à travers la musique elle-même. Si mes programmes n'étaient conçus que pour séduire, charmer l'audience, le contact ne serait sans doute pas le même. En fait le contact est fort, parce que le propos de la musique est fort.

La façon d'aborder la scène change beaucoup avec l'âge. Quand on est petit, on n'a pas le trac. Vers dix ou onze ans, on commence à le ressentir, mais il est encore facile de se motiver: on veut réussir ses examens, décrocher ses diplômes, et cela vous rend combatif. Le risque qu'on prend, c'est après vingt ans qu'on le mesure vraiment: donner un concert devant un public, dans une salle où de grands musiciens se sont produits avant vous, c'est très intimidant; et quelle écrasante responsabilité! J'ai dû faire un véritable effort sur moi-même pour me rendre compte que ce trac, c'était en fait de l'orgueil, et qu'il me fallait lutter contre ce sentiment en me disant, avant d'entrer en scène, que ce que les gens venaient écouter, ce n'était pas moi, mais la musique, et que je voulais leur offrir cette musique telle que je l'aimais et qu'ils l'aimeraient peut-être aussi. Cela a complètement changé ma façon d'aborder la scène: ce n'était plus un théâtre où je venais faire des acrobaties, et j'ai les moyens d'en faire, mais un instant de beauté pure à partager. Vaincre son orgueil est un travail de tous les jours: je crois qu'on n'a jamais fini d'apprendre l'humilité. □

Le pari démocratique



MONTEVIDEO 1990, Prague 1991, Tunis 1992 — trois étapes successives du débat que l'UNESCO a ouvert sur la démocratie dans le monde d'aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard. La démocratie n'est plus, en effet, le privilège historique d'un continent. Elle est devenue, pour reprendre la célèbre formule de Sartre appliquée jadis au marxisme, l'«horizon indépassable» de notre temps. En Amérique latine et à l'est de l'Europe, certes, mais aussi, on ne le dit pas assez, hors de l'aire culturelle européenne, en Afrique et en Asie, les espoirs du renouveau empruntent de plus en plus la voie démocratique. Passé le cap du lyrisme nationaliste et des mirages socialistes, l'individu dans le Sud aspire maintenant à une citoyenneté qui le protège, à la fois, de la pression communautaire et de l'oppression étatique.

Dans une cité où il est astreint à tant de devoirs, il désire dorénavant jouir de droits, accéder à des responsabilités, déployer sa liberté de penser, de parler, de choisir et de révoquer ses dirigeants.

Mais en s'étendant à l'ensemble de la planète, l'idéal de liberté rencontre des obstacles jusqu'ici inconnus et s'enrichit d'interrogations nouvelles. Il épouse, selon les contextes, des attentes différenciées. Pour certains, il se résume essentiellement en une formule négative: la fin de la dictature; pour d'autres, il répond à une formidable soif d'émancipation individuelle, il est synonyme d'un espace démocratique dont les contours se cherchent encore, dans un paysage politique, économique et culturel en pleine mutation; pour d'autres encore, il commence à signifier la mise en place d'institutions juridiques et politiques concrètes.

Sous toutes les latitudes, la démocratie n'existe que là où les gouvernés peuvent choisir leurs gouvernants. Mais ce n'est là qu'une pré-condition. Encore faut-il que les règles du jeu démocratique soient respectées par toutes les parties en présence, qu'aucune d'entre elles ne puisse utiliser le suffrage universel pour parvenir au pouvoir et l'interdire par la suite à toutes les autres. La démocratie doit, à cette fin, s'ancrer dans un ensemble de valeurs, de normes, de priorités, qui fassent consensus, qui soient largement partagées et permettent des compromis acceptables entre des intérêts divergents.

Enfin, dans un contexte où certaines options économiques et technologiques déterminantes sont tranchées au niveau mondial — et non plus national ou régional —, le déroulement même de l'expérience démocratique dans tel ou tel pays est tributaire de développements internationaux plus ou moins favorables. Les équilibres économiques et les solidarités qu'appelle la démocratie au sein de chaque pays s'imposent de plus en plus à l'échelle planétaire. N'est-ce pas à dire que le sort de la liberté dépend désormais, pour une part certaine, de chacun d'entre nous?

DÉMOCRATIE, QUI ES-TU?

par Alain Touraine

LA démocratie est plus souvent définie aujourd'hui par ce dont elle libère — l'arbitraire, le culte de la personnalité ou le règne de la nomenklatura — que par ce qu'elle construit ou par les forces sociales sur lesquelles elle s'appuie. Que célèbre-t-on aujourd'hui? La chute des régimes autoritaires ou la victoire de la démocratie? Et nous nous souvenons que des mouvements populaires, qui avaient renversé des anciens régimes, ont donné naissance à des régimes totalitaires pratiquant le terrorisme d'Etat.

Aussi sommes-nous d'abord attirés par une conception modeste, purement libérale, de la démocratie, définie «négativement» comme le régime où nul ne peut s'emparer du pouvoir et s'y maintenir contre la volonté de la majorité. N'est-ce pas un triomphe suffisant que de libérer la Terre de tous les régimes qui ne reposent pas sur le libre choix des dirigeants par les dirigés? Cette conception prudente n'est-elle pas aussi la plus forte puisqu'elle s'oppose à la fois aux pouvoirs absolus, fondés sur la tradition ou le droit divin, et aux régimes volontaristes, qui en appellent aux intérêts et aux droits du peuple et lui imposent, au nom de sa libération et de son indépendance, une mobilisation militaire et idéologique qui conduit à la répression de toutes les formes d'opposition?

Cette conception négative de la liberté et de la démocratie, telle que Isaiah Berlin et Karl Popper en particulier l'ont développée, est convaincante, car la grande affaire aujourd'hui est de libérer les individus et les groupes du contrôle étouffant que leur impose une élite dirigeante parlant au nom du peuple et de la nation. Personne, actuellement, ne peut plus défendre une conception anti-libérale de la démocratie et il ne fait plus aucun doute que les régimes qui se qualifièrent de «démocraties populaires» ont été des dictatures imposées à des peuples par des dirigeants politiques s'appuyant sur une armée étrangère. La démocratie se définit bien par le libre choix des dirigeants, et non pas par la nature «populaire» de la politique menée.

Mais une fois rappelées ces vérités, que les événements des dernières années ont transformés en évidences, une question s'impose: la liberté de choix politique, condition nécessaire de la démocratie, en est-elle la condition suffisante? La démocratie se réduit-elle à des procédures? Autrement dit, peut-on la définir indépendamment de ses fins, donc des rapports qu'elle établit entre les individus ou les catégories sociales? Au moment où s'écroulent tant de régimes autoritaires, nous devons nous interroger aussi sur le contenu de la démocratie, même si le plus urgent est de garder en vue que la démocratie ne peut exister là où la liberté de choix politique fait défaut.

NI POPULAIRE, NI LIBÉRALE

Les révolutions libèrent d'un ancien régime, elles ne créent pas la démocratie. Or nous sommes sortis aujourd'hui de l'ère des révolutions, car le monde n'est plus dominé par la tradition ou l'esprit religieux, et le mouvement a presque partout remplacé l'ordre. Nous souffrons plus des maladies de la modernité que de celles de la tradition. La libération du passé nous intéresse de moins en moins, mais la protection contre le pouvoir totalitaire croissant des nouveaux modernisateurs nous inquiète de plus en plus. C'est le totalitarisme modernisateur, et non plus le despotisme conservateur, qui produit désormais les pires catastrophes et détruit le plus radicalement les droits de l'homme.

Nous avons longtemps cru que les révolutions sociales et nationales étaient des conditions préalables à la naissance des nouvelles démocraties, qui ne seraient pas seulement politiques, mais encore sociales et culturelles. Cette idée est devenue inacceptable. La fin de notre siècle est dominée par l'écroulement de l'illusion révolutionnaire, aussi bien dans les pays du capitalisme tardif que dans les anciens territoires coloniaux.

Mais si les révolutions vont dans une direction à ce point opposée à celle de la démocratie, peut-on pour autant associer étroitement démo-



cratie et libéralisme? Non. La démocratie est aussi éloignée du libéralisme que de la révolution. En réalité, ces deux types de régimes — révolutionnaire et libéral — ont un principe commun au-delà de tout ce qui les oppose: ils légitiment l'un et l'autre l'action politique par sa concordance avec une rationalité naturelle.

Les révolutionnaires veulent libérer l'énergie sociale et nationale des entraves que lui imposent le profit capitaliste et la domination coloniale, et, de leur côté, les libéraux demandent la libre recherche rationnelle de l'intérêt et de la satisfaction des besoins. Le parallélisme va plus loin encore. Les régimes révolutionnaires soumettent le peuple aux décisions «scientifiques» des intel-

lectuels d'avant-garde; les régimes libéraux le soumettent à la puissance des entrepreneurs et, plus largement, des classes «éclairées», qui seules sont capables de se conduire rationnellement, comme le pensait déjà Guizot au siècle dernier.

Une différence capitale sépare néanmoins ces deux types de régimes. La conception révolutionnaire conduit à installer un pouvoir central tout-puissant, contrôlant tous les aspects de la vie sociale, tandis que la conception libérale accélère la différenciation fonctionnelle des divers domaines de la vie sociale — politique, religion, économie, vie privée, art —, ce qui diminue les blocages et permet en particulier le développement des conflits

Démocratie (1991),
technique mixte en cordage
sur toile de Hamid, peintre
marocain Installé à la
Martinique.

sociaux et politiques, qui limitent vite le pouvoir des maîtres de l'économie.

Mais la faiblesse de la conception libérale est qu'en associant étroitement modernisation économique et libéralisme politique, elle réserve la démocratie aux nations les plus avancées, les plus riches et les plus instruites. Elitisme au niveau international qui rejoint l'élitisme social au plan national. Ce qui tend à donner un pouvoir immense à une élite dirigeante formée d'hommes adultes, bourgeois — Européens ou Américains — sur le reste du monde, c'est-à-dire aussi bien sur les femmes, les enfants et les travailleurs de ces pays que sur les pays colonisés ou dépendants.

Le pouvoir de plus en plus étendu des centres du système économique mondial n'entraîne pas seulement une diffusion de l'esprit d'entreprise, de la consommation marchande et de la liberté politique. Il produit aussi une dualisation croissante de la population mondiale entre un secteur central et un secteur périphérique, qui n'est pas celui des dominés mais celui des exclus ou des marginaux, secteur d'où partent les capitaux, les ressources, les hommes, les idées, qui trouvent un meilleur emploi dans le secteur central.

Ainsi le système libéral ne se démocratise-t-il pas spontanément, et presque naturellement, par une certaine redistribution des richesses et un niveau de plus en plus élevé de participation sociale généralisée. Il fonctionne plutôt comme une machine à vapeur, grâce à une forte différence de potentiel entre un pôle chaud et un pôle froid. Si l'idée de lutte des classes, si souvent mise de côté aujourd'hui, ne s'applique plus guère aux sociétés post-révolutionnaires, elle vaut toujours pour désigner des aspects si fondamentaux de la société libérale que celle-ci ne peut pas être identifiée à la démocratie.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À BOUT DE SOUFFLE

Cette analyse semble contredite par le fait que les pays les plus capitalistes sont ceux où s'est développée la social-démocratie. Dans ces pays une redistribution des revenus importante s'est opérée, grâce à l'intervention d'un Etat qui prélève près de la moitié du revenu national et parfois, notamment en Scandinavie, davantage encore.

La force principale de l'idée social-démocrate vient du lien qu'elle a établi entre conflit social et démocratie, faisant du mouvement ouvrier l'agent principal de construction d'une démocratie à la fois sociale et politique. Ce qui démontre qu'il n'y a pas de démocratie sans adhésion du plus grand nombre aux principes centraux d'une société et d'une culture; mais pas de démocratie non plus sans conflits sociaux fondamentaux.

C'est la combinaison de ces deux principes qui définit la situation démocratique, l'opposant aussi bien à la situation révolutionnaire



qu'à la situation libérale. Mais l'expression particulière que la social-démocratie a donnée de ces principes perd aujourd'hui de sa force. D'une part parce que les sociétés centrales sortent de la société industrielle pour entrer dans la société postindustrielle, ou dans une absence de modèle sociétal dominant; de l'autre, parce que l'on assiste en ce moment au triomphe du marché international et à l'affaiblissement des interventions de l'Etat, même en Europe.

Aussi la social-démocratie suédoise et la plupart des partis d'inspiration social-démocrate se demandent-ils avec inquiétude ce qui peut subsister des politiques construites au milieu du siècle. Dans certains pays, le syndicalisme a perdu une grande partie de sa force et même de ses adhérents: c'est le cas surtout de la France, des Etats-Unis et de l'Espagne, mais aussi celui de la Grande-Bretagne, sans mentionner les pays post-communistes où les syndicats avaient cessé depuis longtemps d'être une force sociale indépendante. Dans presque tous les pays, le syndicalisme, en sortant du monde



ouvrier et industriel, se transforme en néo-corporatisme, c'est-à-dire en défense d'intérêts professionnels particuliers à l'intérieur de l'appareil d'Etat, ce qui provoque, par contre-coup, le développement de grèves et d'organisations sauvages.

Nous en arrivons à l'interrogation la plus actuelle sur la démocratie: si elle suppose à la fois participation et conflit, mais si son expression social-démocrate est épuisée, quel est aujourd'hui le lieu de la démocratie? Quelle est la nature concrète de l'action démocratique, en quoi consiste le contenu «positif» de la démocratie? La réponse à cette question est commandée d'abord par le rejet de tout principe unique, de toute identification de la liberté humaine aussi bien à l'universalisme de la raison instrumentale, et donc de l'intérêt, qu'à la culture d'une communauté. La démocratie ne peut être ni seulement libérale, ni complètement populaire.

Par opposition à l'historicisme révolutionnaire et à l'utilitarisme libéral, la pensée démocra-

Fidélité culturelle et ouverture à la modernité: des Jeunes Jouent devant le tombeau d'un marabout (saint musulman), qui se profile sur une usine de traitement de gaz naturel (Algérie).

tique, aujourd'hui, part de l'opposition ouverte et indépassable entre les deux faces des sociétés modernes. D'un côté, des changements permanents, et qui imposent la maximisation des échanges, la circulation la plus intense possible de l'argent, du pouvoir et des informations. De l'autre, la résistance des sujets humains à la logique du marché et leur appel à une subjectivité se définissant à la fois comme volonté de liberté individuelle et comme appel à une tradition, à une mémoire collective. On peut appeler démocratique la société qui a la liberté de faire des *arbitrages* entre ces exigences opposées, — celles du marché économique et du sujet personnel et collectif, celles de l'argent et de l'identité.

La différence principale avec l'étape antérieure — celle de la société industrielle et de la social-démocratie —, est que les termes en présence sont bien plus éloignés que dans le passé. Il ne s'agit plus des employeurs et des salariés, associés dans des rapports sociaux de production, mais de la circulation des biens symboliques et de la subjectivité.

Ces derniers termes semblent abstraits; ils ne le sont pas plus que ceux d'employeurs et de salariés. Ils correspondent à des expériences quotidiennes pour le plus grand nombre de ceux qui vivent dans les sociétés centrales et qui sont conscients de vivre dans une société de consommation, mais en même temps dans une société de subjectivation. Il faut reconnaître que l'opposition de ces deux orientations collectives et personnelles n'a pas encore trouvé en général d'expression politique organisée, mais n'a-t-il pas fallu presque un siècle pour que les catégories politiques héritées des révolutions anglaise et française soient débordées par les classes sociales propres à la société industrielle. C'est ce retard politique qui oblige si souvent à se contenter d'une définition négative de la démocratie.

L'ARBITRAGE

La démocratie n'est donc ni seulement participative, ni uniquement libérale. Elle est avant tout arbitrale, ce qui suppose la reconnaissance d'un conflit central entre des orientations aussi opposées que l'investissement et la participation, ou encore entre la communication et la subjectivité. Cette conception, dont on voit bien comment elle s'adapte aux pays en voie de postindustrialisation les plus riches et ceux qui dominent le système mondial, s'applique-t-elle aussi au reste du monde, c'est-à-dire à la grande majorité de la planète?

Une réponse négative ôterait presque toute valeur au raisonnement qui vient d'être présenté. Mais il n'est pas difficile de voir qu'aujourd'hui, dans les pays dépendants, il s'agit avant tout d'arbitrer entre l'ouverture au marché mondial, indispensable parce qu'elle commande la compétitivité, et la défense d'une identité personnelle et collective qui ne soit pas réduite à un résidu ou à une construction idéologique arbitraire.

Prenons l'exemple des pays d'Amérique

latine, dont la plupart appartiennent à la catégorie des pays intermédiaires. Ils luttent difficilement, mais souvent avec succès, pour récupérer d'abord, accroître ensuite, la part qui était la leur dans le commerce mondial. Ils participent à la culture de masse par leurs objets de consommation, leurs programmes de télévision, leurs techniques de production et leurs programmes d'éducation. Mais en même temps, ils réagissent contre une incorporation de plus en plus dépendante et mutilante au système économique, politique et culturel mondial. Ils cherchent à être à la fois universalistes et particularistes, modernes et fidèles à leur histoire et à leur culture.

Si la vie politique ne parvient pas à organiser l'arbitrage entre la modernité et l'identité, elle ne peut pas répondre à l'exigence première de la démocratie: être représentative. D'où une dissociation dangereuse entre des mouvements de base, généralement soucieux de défendre une communauté dans son être particulier, et des partis politiques qui ne sont que des coalitions formées pour accéder au pouvoir en soutenant un candidat.

Quelle est la différence principale entre les pays centraux et les pays périphériques? Dans les premiers, le sujet est défini surtout comme liberté personnelle, mais aussi comme un consommateur; dans les seconds, la défense de l'identité collective est plus importante, dans la mesure où s'exercent les pressions de l'étranger pour imposer un type ou un autre de révolution «blanche» — de modernisation forcée et à l'image de l'étranger.

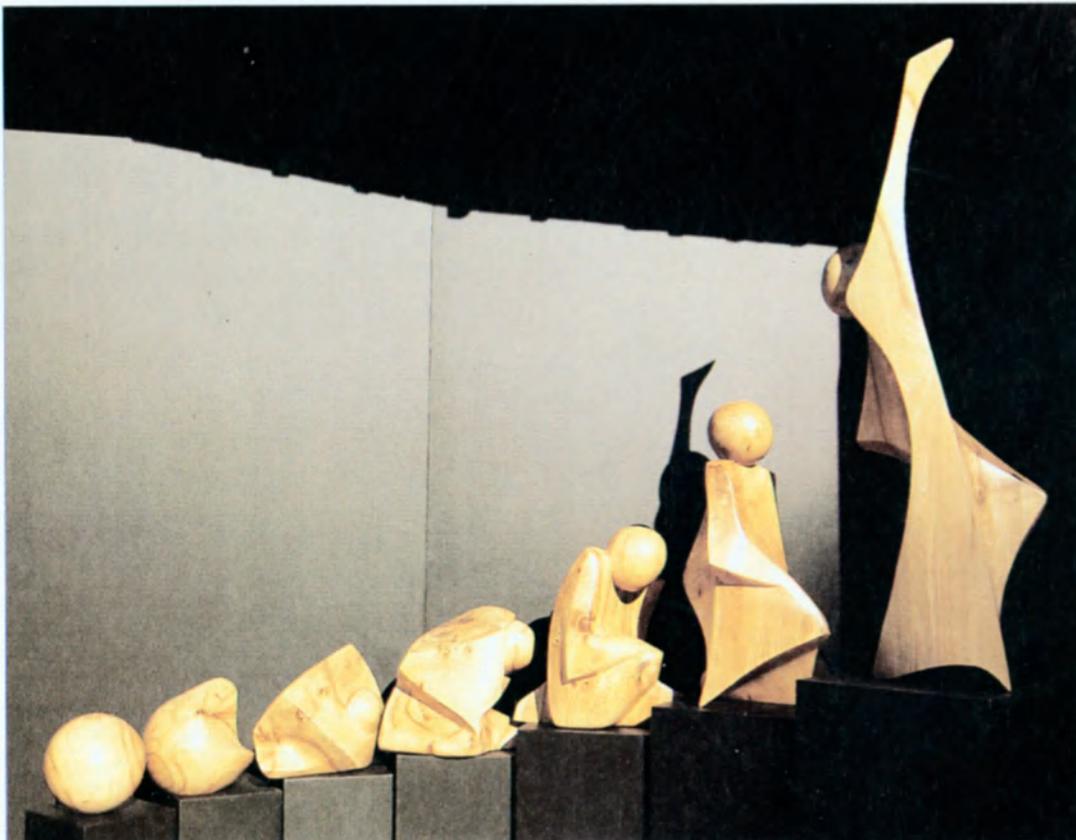
Cette conception de la démocratie comme arbitrage entre des composantes opposées de la vie sociale ne se réduit pas à l'idée du gouvernement de la majorité. Elle implique avant tout la

reconnaissance d'un élément par un autre, de chaque élément par les autres, et, donc, la conscience de ce qui unit ces éléments autant que de ce qui les oppose. C'est là ce qui oppose le plus clairement cette conception arbitrale à l'image populaire ou révolutionnaire de la démocratie, qui porte si souvent en elle un projet d'élimination des minorités ou des catégories opposées à ce qui est considéré comme le progrès.

Aujourd'hui, dans maintes parties du monde, le conflit semble ouvert entre une modernisation économique, qui bouleverse l'organisation sociale, et l'attachement à des croyances. Il ne peut pas exister de démocratie si modernisation et identité sont ainsi considérées comme contradictoires. La démocratie repose non pas seulement sur un équilibre ou un compromis entre les forces en présence, mais sur leur intégration partielle. Ceux pour qui le progrès suppose qu'on fasse table rase du passé et des traditions sont les adversaires de la démocratie, tout autant que ceux qui voient dans la modernisation une œuvre diabolique. Une société ne peut être démocratique que si elle reconnaît à la fois son unité et ses conflits internes.

De là vient l'importance centrale, dans une société démocratique, du droit et de l'idée de justice, définie comme le plus haut niveau possible de compatibilité entre les intérêts en présence. Le critère principal de la justice est le maximum de liberté possible pour le plus grand nombre d'acteurs possible. Le but d'une société démocratique est de combiner le plus de diversité possible avec la participation du plus grand nombre possible aux instruments et aux produits de l'activité collective. □

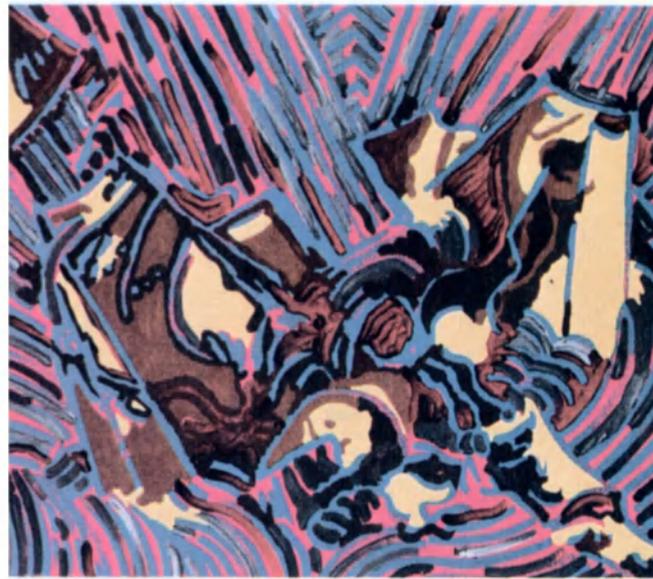
Recherche d'identité
(1989), sculpture en bois
d'orme de l'artiste français
Francis Cuny.



ALAIN TOURAINE,
sociologue français, est
directeur d'études et
directeur du Centre d'analyse
et d'intervention
sociologiques (CADIS) à
l'Ecole des hautes études en
sciences sociales (Paris). Il
est l'auteur de nombreux
ouvrages sur la théorie
sociologique et la sociologie
du développement. Son
dernier ouvrage s'intitule
Critique de la modernité
(Fayard, Paris 1992).

L'EXIGENCE

par Amin Maalouf



A droite, *Deux mondes* (1991), œuvre du peintre et photographe suisse Patrick Mina, symbolisant les rapports tourmentés du Nord et du Sud.

LORS d'un voyage que j'avais effectué à Prague au début de janvier 1990, quelques jours après la chute de Ceaucescu, j'avais vu devant l'ambassade de Roumanie une pancarte sur laquelle on pouvait lire: «Ceaucescu, il n'y a pas de place pour toi en Europe!»

La formule m'avait amusé, mais aussi scandalisé. Ainsi, la dictature, le despotisme auraient leur place dans d'autres continents? Ce n'était, bien entendu, que la formule naïve d'un manifestant. Mais cette idée, formulée ou pas, est présente dans les esprits, je dirais même qu'elle demeure une opinion majoritaire. Le despotisme, le non-respect des droits de l'homme choquent moins quand ils ont lieu en Asie, en Afrique, et plus généralement dans les pays du Sud. Il existe une ligne de partage horizontale au-delà de laquelle les valeurs ne sont plus les mêmes, comme s'il s'agissait d'une autre humanité. La fin de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest n'a fait qu'accentuer cette impression de partage.

L'Europe, dans l'enthousiasme des retrouvailles, dans la fierté que procure à juste titre le triomphe de certaines valeurs, court le risque d'oublier le reste du monde, jugé aujourd'hui par certains politiquement insignifiant et économiquement irrécupérable. Il y a de fortes chances pour que l'Europe demeure, pendant les quinze prochaines années, tellement préoccupée de la reconstruction de sa partie centrale et orientale qu'elle néglige le reste du monde et instaure avec celui-ci un rapport d'antagonisme.

Il est compréhensible que la réhabilitation de la «maison commune» européenne soit prioritaire; mais le modèle européen, parce qu'il est à l'heure actuelle le seul modèle universel crédible, ne peut se cantonner dans les limites d'un continent. L'euro-péanisme est une grande idée, mais l'humanisme est une idée bien plus grande. Quant à l'euro-péocentrisme, c'est tout simplement une idée myope, qui risque de ruiner, à terme, les espoirs d'aujourd'hui.

UNE ÈRE NOUVELLE

Faut-il donc que l'Europe impose son modèle au monde? Sans doute pas, mais elle se doit de respecter, dans ses rapports avec le reste du monde, certaines exigences. La première, c'est que les pays du Sud, qui dépendent tous des nations développées pour leur survie économique comme pour leurs fournitures d'armes, soient

contraints de se départir de tout despotisme, de toute atteinte aux libertés, de toute militarisation excessive; les conditions sont aujourd'hui réunies pour rendre impossible la survie de tout régime despotique, et pour établir des normes de conduite nouvelles dans le monde entier. Hier encore, la rivalité entre les deux grands blocs militaro-idéologiques rendait utopique une telle exigence; aujourd'hui, la chose est tout à fait faisable. On peut mettre le despotisme, la torture, l'oppression, le racisme, le bellicisme hors-la-loi. Plus rien ne justifie de soutenir un dictateur sous prétexte qu'il sert de rempart au communisme, par exemple.

Bien entendu, certains politiciens, certains hommes d'affaires seraient tentés de fermer les yeux sur le comportement des dirigeants qui favorisent leurs intérêts. Mais le rôle de l'opinion, c'est-à-dire des médias, des intellectuels, des groupes de citoyens, est de maintenir sans répit cette exigence.

Dans diverses parties du monde, seule la démocratie peut mettre fin aux aventures militaires et préparer la voie à une solution des conflits. Par ailleurs, sans l'établissement d'un Etat de droit, on ne peut envisager sérieusement le développement économique; l'idée que le despotisme est un prélude au développement s'est rarement vérifiée; bien plus souvent, le despotisme, en étouffant l'énergie des sociétés humaines, retarde le développement et le tronque.

Une ère nouvelle commence, on le dit sans arrêt. Comme après la Première Guerre mondiale. Comme après la Seconde. Dans ces deux cas, la réorganisation du monde par les vainqueurs s'est révélée désastreuse, puisqu'elle a prélué à des conflits renouvelés. L'après-guerre que nous vivons saura-t-il être différent? Saurons-nous éviter que l'échec d'un internationalisme dévoyé ne donne le blanc-seing à tous les excès du nationalisme? Saurons-nous éviter que la déconfiture d'un égalitarisme dévoyé ne serve à justifier les excès d'un libéralisme sauvage?

Notre génération réussira-t-elle à écrire un épilogue digne de ce siècle terrifiant et sublime? Et un préambule pour les siècles à venir? □

AMIN MAALOUF, journaliste et écrivain libanais vivant en France, ancien rédacteur en chef de *Jeune Afrique*, consacre aujourd'hui l'essentiel de son temps à la préparation de ses livres. Il a publié notamment *Léon l'Africain* (1986), *Samarcande* (1988) et *Les jardins de lumières* (1991), tous trois aux éditions Lattès (Paris), et, cette année, *Le premier siècle après Béatrice* (Grasset, Paris).

PROMESSES ET INCERTITUDES

par Elikia M'Bokolo

DURANT la période pré-coloniale, l'Afrique a connu l'absorption progressive, et de plus en plus brutale, d'unités politiques sans Etat à l'intérieur de grandes formations étatiques. Les sociétés africaines ont pu alors constater que tout pouvoir tend à s'attribuer le plus de compétences possible et que tout Etat, livré à lui-même, opérant sans contrôle, tend à abuser de son pouvoir.

L'une des formes de contestation les plus anciennement établies a été la sécession d'individus ou de groupes importants. Ces dissidents faisaient alors allégeance à des souverains réputés pour leur tolérance ou, plus souvent encore, fondaient des unités nouvelles, répondant mieux aux aspirations des gens à la liberté et à l'autonomie.

Les formes de contrôle du pouvoir ont varié selon les aires culturelles. Mais on retrouve un trait commun à la plupart des structures anciennes: la «royauté sacrée». L'idéologie de cette institution établissait un lien entre, d'un côté, l'ordre et la prospérité du monde et de la société, et, de l'autre, l'état physique et moral du roi. Toute crise durable — économique, politique ou écologique — était imputable au roi, qui devait en rendre compte. De même, une maladie flagrante du roi, par exemple une folie, se traduisant notamment par des infractions répétées aux normes, devait être sanctionnée; le détenteur du pouvoir suprême était puni de mort, châtement suprême. Ces pratiques, semble-t-il, ont bien fonctionné dans maintes régions, tempérant beaucoup d'abus.

Le 19^e siècle a vu s'instaurer une organisation territoriale étatique plus élaborée. Jusqu'aux tentatives tardives d'unification autoritaire, menées à la veille de la colonisation, le principe de la fédération l'a emporté sur celui de la centralisation dans la plupart de ces Etats. Les unités locales — villages, anciennes royautes, tribus —, une fois proclamée l'allégeance au roi et reconnue l'obligation de participer aux contraintes communes (impôts, armée), conservaient leurs lois, leurs coutumes particulières, et jusqu'à leur langue et pratiques religieuses.

Dans quelle mesure ce modèle politique survit-il encore dans les mémoires? Fait remarquable, la revendication actuelle de la démocratie se traduit, entre autres, par la volonté d'établir, ou de rétablir, dans beaucoup d'Etats, des structures de type fédéral. En même temps qu'une rupture avec la centralisation issue de la colonisation (dans les pays francophones et lusophones), ou instaurée après celle-ci (surtout dans les pays anglophones), il y a peut-être là une volonté de restaurer des formes d'organisation anciennes.

Avec l'avènement de la colonisation, la résistance collective a commencé à s'exprimer sur des terrains nouveaux face à une situation de domination étrangère et d'exploitation forcée. Une vision à la fois élitiste et héroïsante a trop longtemps valorisé, à cet égard, l'action des partis politiques modernes, des cadres intellectuels et administratifs fabriqués par la colonisation et des futurs «pères de la nation». En réalité, la résistance la plus continue et la plus durable est venue, d'un bout à l'autre de la colonisation, de ces «sociétés sans Etat» qui s'étaient opposées à la pression des grandes structures étatiques africaines du 19^e siècle. De la même manière, elles se sont opposées aux appareils, aux forces d'occupation et aux formes nouvelles d'assujettissement imposées par les Européens.

Les conquérants coloniaux les plus lucides perçurent cette permanence du refus de toute forme d'oppression, propre à ce type de société. Le gouverneur Gabriel Angoulvant, théoricien et artisan de la «pacification» en Côte d'Ivoire, remarque: «Une des plus grosses difficultés qu'ait rencontrées l'établissement de notre influence réside dans l'état d'esprit des indigènes ou, pour tout dire d'un mot, dans la situation morale du pays. (...) Chez les indigènes du centre de la colonie et de la basse Côte d'Ivoire, l'état anarchique antérieur, avec ses avantages réels pour des populations sauvages, est encore trop persistant; il a laissé partout où il a cessé des traces profondes; sa disparition



Liberté 2 (1989),
assemblage d'étoffes tissées
de l'artiste sénégalais
Alioune Badlane.

progressive cause trop de regrets pour qu'il n'en subsiste pas des effets.»

Dès la fin du 19^e siècle, la lutte politique des élites et des classes populaires urbaines fit sentir ses effets dans certains pays (le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Ghana ou le Nigeria). D'abord contenue par la colonisation dans les limites d'un réformisme bon teint, cette lutte n'est devenue vraiment efficace qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les paysans ont commencé à soutenir en masse les partis

politiques modernes. Alors seulement les colonisateurs se sont résignés à réformer le système colonial, avant d'être obligés d'en accepter la liquidation pure et simple.

De multiples formes de résistance ont contribué aussi à fissurer l'édifice colonial. Eglises syncrétiques et mouvements messianiques; grèves ouvrières et mutineries des forces publiques; insurrections paysannes et rébellions armées, presque toujours encadrées par des chefs religieux prétendant ressusciter, sous une

forme renouvelée, les anciennes croyances; importation d'idéologies et de méthodes d'action européennes (communisme, notamment en Afrique du Sud, en Afrique occidentale française, puis dans les colonies portugaises); non-violence (en particulier au Ghana).

La diversité de ces langages et de ces méthodes, inventées ou importées, atteste l'ampleur du refus en même temps que la capacité d'invention des sociétés africaines. Y transparaît aussi le contenu, explicite ou implicite, des revendications démocratiques qui ont marqué cette phase historique et que l'on voit souvent resurgir aujourd'hui. Rejet du racisme sous ses formes ouvertes et insidieuses; négation de toute discrimination fondée sur des critères ethniques, religieux, et sur le prétendu respect des spécificités culturelles, qui n'était qu'une forme subtile ou honteuse de racisme; revendication, sur le plan juridique, de la souveraineté; volonté de participer effectivement à la gestion des affaires publiques en lieu et place des lointaines métropoles et de hautaines bureaucraties; aspiration à jouir, sur le plan matériel, d'un minimum des richesses aujourd'hui disponibles et, sur le plan culturel, des apports les plus féconds des créations et des savoirs modernes.

A l'instar d'un Patrice Lumumba et, bien plus tard, d'un Amilcar Cabral, les dirigeants les plus sincères et les plus lucides des mouvements indépendantistes surent exprimer la totalité de ces aspirations. Mais le plus souvent, les politiciens parvenus, ou placés, à la tête de ces mouvements, se contentèrent d'exalter la dimension juridique et politique des luttes politiques. Kwame Nkrumah, l'un des plus rigoureux et des plus dévoués à la cause nationaliste, ne proclamait-il pas à ses militants: «Prenez le royaume de la politique, le reste vous sera donné de surcroît?»

Or, non seulement le reste ne fut pas donné aux citoyens, mais même le royaume de la politique leur a échappé. La nouvelle situation créée par les indépendances se caractérisa par la généralisation des partis uniques; la restauration, dans de nombreux pays, sous des mots et avec des justifications différents, des principales dispositions de l'ère coloniale; et, partout, par la paupérisation massive des populations, tandis que la plupart des dirigeants s'enrichissaient de manière scandaleuse.

La notion de «deuxième indépendance», utilisée pour désigner les revendications et les luttes de la phase qui se poursuit sous nos yeux, traduit fort bien la continuité entre les luttes présentes et celles d'hier. Cette continuité n'implique pas cependant une répétition rigide des slogans, des programmes de lutte, ou des aspirations. Au contraire, tout se passe comme si les revendications anciennes, non satisfaites, étaient absorbées dans les nouvelles aspirations. D'où la gravité de la situation actuelle et le caractère irréversible des processus en cours dans un ensemble d'Etats qui ont en commun



Fresque d'une chefferie bamiléké au Cameroun.

d'être, en quelque sorte, en retard de plusieurs révolutions, ou gros de plusieurs réformes majeures dont ils n'auraient pas accouché.

UNE LONGUE CONTESTATION DE L'INTÉRIEUR

Les acteurs que nous voyons aujourd'hui s'emparer de la scène politique africaine et y imposer une démocratisation trop longtemps retardée ne sont qu'à un moment crucial d'une «longue marche» (J. Copans), dont toutes les caractéristiques étaient réunies dès les lendemains désenchantés des indépendances. Paysans, jeunes, intellectuels, femmes, classes populaires urbaines, politiciens professionnels: tous ces groupes ont, avec une intensité et une détermination variables selon les pays et les moments, entrepris de renverser, dès les années soixante, le cours des choses.

Les spécialistes d'histoire et de sociologie politique africaine ont eu tendance à négliger ces langages et ces pratiques de la dissidence et de la contre-proposition. Lorsque, il y a dix ans à peine, ils ont commencé à s'intéresser à la politique «par le bas» et aux «modes d'action populaire», ils prenaient en marche le train de la contestation, qui avançait déjà à vive allure.



Dès le début des années soixante, les révoltes paysannes contre l'Etat, identifié à la centralisation bureaucratique, à la modernisation technocratique et autoritaire, au néo-colonialisme, à la prédation fiscale et à la corruption, ont ébranlé le Congo (l'actuel Zaïre). L'élimination exemplaire de certains régimes, qui accumulaient de manière caricaturale tous les travers de la «post-colonisation», fut obtenue à la suite de troubles urbains, organisés par les ouvriers (démission de l'abbé Fulbert Youlou au Congo en 1963) ou encore par la jeunesse des écoles et des lycées (renversement de l'empire centrafricain de Jean Bedel Bokassa en 1979).

Même les régimes réputés «stables» et, pour cette raison, courtisés par les investisseurs occidentaux, eurent à affronter en permanence des formes multiples de contestation et de rejet: la colère des étudiants et des enseignants; les remontrances des églises chrétiennes ou syncrétiques et celles des confréries musulmanes; et, bien sûr, les attaques répétées des intellectuels et des artistes, dont on ne mesure pas assez la portée.

Qu'on songe, par exemple, à l'impact des chansons du musicien nigérian Fela, description imagée et décapante des formes d'accumulation et des modes de vie de la bourgeoisie d'Etat au

Nigeria. Ou à celles du Congolais Zao, moins explicitement engagées, mais exaltant des valeurs ou des notions condamnées au silence: l'antimilitarisme et le pacifisme, l'égalité des hommes devant la mort, impliquant une égalité identique dans la vie, la difficulté d'être et de vivre en milieu urbain. Ces artistes ont largement contribué à diffuser dans la jeunesse un esprit de critique radicale, dont les manifestations abondent aujourd'hui.

Il y a eu une formidable accélération au cours des années 1980. La cause ou, plus exactement, les causes précises de cette accélération n'ont pas fini d'être analysées. Beaucoup évoquent le «vent» ou l'«ouragan» venu de l'Est ou certains effets, qui se seraient révélés particulièrement actifs, tels que l'«effet Gorbatchev» ou encore l'«effet Ceausescu».

Mais pourquoi ne pas regarder d'abord sur la scène africaine elle-même? Il y eut par exemple, en positif, l'«effet Senghor» (preuve qu'un régime de parti unique pouvait, sans se ruiner, s'engager dans la voie d'une démocratisation confondue avec le multipartisme) et l'«effet Mandela». Et sans doute aussi, en négatif, l'«effet Bokassa» (exemple d'un régime activement soutenu par une grande puissance et renversé, malgré tout, par un mouvement amorcé par des collégiens) et l'«effet Idi Amin Dada» (modèle de dictature sanguinaire, abattue par une longue guerre civile).

Ebranlées, les oligarchies autocratiques sont sur la défensive, mais n'ont pas encore dit leur dernier mot. Aussi la diversité extraordinaire des formes actuelles de lutte peuvent-elles se lire sous deux registres différents: celui des capacités d'invention des partisans de la démocratie, mais également celui de la volonté et des capacités de changement des régimes en place.

La fréquence des guerres civiles, et des situations de guerre civile, montre que, aux yeux de beaucoup de dirigeants, la situation actuelle n'apparaît que comme une réédition des effervescences antérieures. Ou, au pis, une parenthèse, qu'un mélange judicieux d'intransigeance et de promesses dilatoires permettra de surmonter sans trop de dommage pour l'équipe au pouvoir.

LES VOIES DE LA TRANSITION

Le durcissement de plusieurs équipes au pouvoir est peut-être le chant du cygne de régimes moribonds; ils n'en constituent pas moins l'une des grandes incertitudes du processus de transition démocratique en Afrique. Dans d'autres cas, c'est le constitutionnalisme que les équipes au pouvoir utilisent pour prolonger, au prix d'un aménagement de façade, leur pérennité.

Un premier modèle, expérimenté dès la fin des années 1970, avec l'aval des pays occidentaux, peu désireux de se séparer d'équipes réputées sûres, a consisté à «libéraliser» les partis uniques, sans remettre en cause le principe du parti-Etat et la nature patrimoniale des régimes.

Mais ce fut l'occasion dans certains pays, pour une partie de la classe politique, de se détacher définitivement du pouvoir. En outre, l'étalage de toute sorte de scandales comportait de gros risques de dérapage. Au début des années 1980, la plupart des régimes avaient renoncé à cette expérience.

Autre modèle: un multipartisme décrété d'en haut et contrôlé par l'équipe dirigeante. Les hommes d'Etat africains semblent par là découvrir qu'une démocratisation contrôlée, ramenée pour l'essentiel au jeu du multipartisme, peut préserver à long terme les intérêts de l'oligarchie dirigeante plus sûrement qu'un autoritarisme absolu. Mais les surprises ne manquent pas, comme on l'a vu récemment au Cap-Vert, où le président Aristides Pereira et le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert, au pouvoir depuis l'indépendance (1975), ont reconnu le multipartisme (1990) et perdu les élections générales (janvier 1991).

Reste le phénomène de la «conférence nationale», qui apparaît comme l'invention originale d'un cadre et d'une méthode de transition en douceur vers la démocratie. Inventée comme une tentative localisée pour sortir le régime béninois de l'impasse politique, de la paralysie économique et du blocage des activités du pays par suite de grèves à répétition, la conférence nationale s'est répandue comme une traînée de poudre dans toute l'Afrique. On en a compté deux en 1990 (au Bénin et au Gabon). Cinq ont eu lieu en 1991 (aux Congo, Mali, Togo, Niger et Zaïre). Dans d'autres pays, Centrafrique et Cameroun en particulier, elle est la première revendication des forces d'opposition.

Première du genre, la conférence nationale du Bénin, menée dans l'urgence, a été dominée par une sorte de juridisme et d'économie technocratiques: il fallait neutraliser au plus vite une équipe corrompue et usée, afin d'avoir accès aux crédits des bailleurs de fonds (F.M.I., Banque mondiale et France). Ce modèle s'est reproduit ensuite au Gabon et, sans doute, au Mali.

Au Congo, au contraire, la conférence, bravant toutes les recommandations des organismes financiers internationaux, a pris son temps, en laissant les débats se dérouler pendant trois longs mois. «Palabre africaine!», s'est-on aussitôt écrié. Il semble, au contraire, que la leçon de Brazzaville est exemplaire sur beaucoup de points. L'historien français Jean Chesneaux a rappelé récemment, à juste titre, qu'une démocratie vraiment participative est dévoreuse de temps.

Ce temps volé à l'efficacité et aux urgences économiques a été consacré à un plongeon sans précédent en Afrique dans l'histoire nationale. Il faut bien, dans l'état de faillite économique, politique et morale où se trouve l'Afrique aujourd'hui, dresser les comptes. Tout un pays a, pour la première fois, examiné sans complaisance une période cruciale de son histoire: la phase la plus récente, donc la plus controversée;

En 1960, dès avant l'indépendance du Basutoland (devenu le Lesotho six ans plus tard), ruraux et citadins se rencontrent pour expérimenter la démocratie.



ELIKIA M'BOKOLO,

historien zairois, est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris). Il a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire et les civilisations africaines, parmi lesquels *L'Afrique au 20^e siècle*, *Le continent convoité* (Seuil, Paris 1985) et *Afrique noire, Histoire et civilisations, 19^e - 20^e siècles* (Hatier, Paris 1992).



celle où les zones d'ombre sont les plus nombreuses; celle, enfin, sur laquelle l'ancien parti-Etat avait décrété un véritable monopole de savoir et d'interprétation.

Or, il me semble que, si la démocratie est la gestion non conflictuelle des conflits qui traversent la société, elle parvient à ce résultat en s'appuyant sur un minimum de consensus. Aucun consensus n'a autant de force que celui qui renvoie à la clarté et à une interprétation commune des moments essentiels de l'histoire nationale. Il faut attendre, avant de tirer toutes les conséquences du symbolisme nouveau déployé à l'occasion de la conférence — symbolisme où se mêlent la pratique chrétienne du pardon et le rite païen, spécifiquement africain, du «lavement des mains», après avoir tout avoué, sur la tombe des ancêtres. C'est ce «lavement des mains» qui a traditionnellement sanctionné le fait que la communauté s'est resoudeée et a signé, en somme, un nouveau contrat social pour continuer à vivre ensemble dans le respect de valeurs communes clairement explicitées.

Mais les obstacles qui barrent la route sont encore nombreux. Peut-être résident-ils dans l'état des économies et des sociétés africaines.

C'est moins la crise économique, par définition passagère même si elle s'étale dans le temps, qui doit inquiéter, que la structure d'économies longuement façonnées par la logique d'une division inégale des tâches et des produits. Les générations actives de l'Afrique d'aujourd'hui ont vu passer, sans en profiter, les trains de la croissance pendant les années 1960 et 1970. Elles constatent que les prétendues réformes conçues par le F.M.I. et la Banque mondiale n'ont résolu aucun des problèmes de développement du continent, puisque leur logique est de résorber les déséquilibres externes des économies africaines. En revanche, leurs effets sociaux ont été dramatiques pour le plus grand nombre.

UN LABORATOIRE POUR TOUS

Le risque est donc grand, dans le court terme, de voir se creuser à nouveau, à peine surmonté le divorce entre les oligarchies autoritaires et les peuples africains, le fossé entre une classe politique gagnée aux théories de la modernisation technocratique et des masses populaires ayant le sentiment qu'on leur a volé, une nouvelle fois, leur «révolution».

Un autre obstacle majeur tient à la structure territoriale des Etats africains, taillés, on le sait, il y a quelque cent ans, parfois quelques décennies à peine, au gré des caprices et des fantaisies des diplomates occidentaux et des intérêts des grandes puissances. Partout la question «ethnique et régionale» est à l'ordre du jour.

Dans les années 1960, les drames du Katanga et du Kasai au Zaïre, et ceux du Biafra au Nigeria, qui portaient tous la marque d'interventions étrangères, ont conduit les élites intellectuelles et politiques africaines à condamner sans nuance le «régionalisme» et le «tribalisme».

Les choses ont bien changé aujourd'hui. La centralisation forcenée, au nom des politiques nationalitaires, a été l'une des bases des dictatures actuellement en crise. Au contraire, la dissidence « ethnique » et « régionaliste » a servi, notamment en Éthiopie, en Angola, au Congo, au Zaïre ou encore au Togo, de levain à la revendication démocratique. Si le risque des partis ethniques est grand, non moins grand est celui d'un jacobinisme qui, en Afrique comme ailleurs, ferait l'affaire d'une bureaucratie technocratique, aux dépens d'une démocratie de participation: celle-ci implique qu'on admette un minimum de pouvoirs et de compétences sur les lieux mêmes où vivent les citoyens.

Les luttes, les acquis, les difficultés et les interrogations évoqués ci-dessus montrent que l'Afrique est aujourd'hui, plutôt qu'un champ de batailles confuses, un véritable laboratoire. Laboratoire singulier, replié sur lui-même et sur ses particularités irréductibles, que les autres n'auraient qu'à observer et, au mieux, à stimuler? Ou, au contraire, terrain sur lequel surgissent, dans le feu même de l'action, des questions inédites ailleurs, mais de portée universelle, et sur lequel s'esquissent et s'élaborent des exigences et des formules démocratiques qui importent à tous les citoyens du monde?

Beaucoup en Afrique et en dehors de l'Afrique, semblent privilégier la thèse de la singularité et de l'exceptionnalité africaines. Avec des nuances qu'il est utile de relever.

Tout se passe comme si, les régimes issus des indépendances ayant épuisé, pour le plus grand malheur des peuples africains, les recettes empruntées à l'extérieur du continent, on voulait se replier sur soi, prospector à nouveau les réserves propres des cultures politiques africaines, mettre à l'épreuve les capacités d'invention et la créativité des élites et des peuples

locaux. C'est entre pays africains qu'on veut échanger les expériences et instituer les relais. De Cotonou à Kinshasa, de Douala à Antananarivo, de Brazzaville à Niamey, de Monrovia à Addis Abeba et de Bangui à Johannesburg, les parentés semblent frappantes: mêmes acteurs sociaux, mêmes formes de mobilisation, mêmes procédures d'affrontements et de négociations.

Or, j'aimerais rectifier cette impression de repli sur soi et remettre en perspective cette apparence d'originalité irréductible. L'Afrique expérimente aujourd'hui une série de problèmes qu'ont également à résoudre les vieux Etats démocratiques et les nombreux pays qui, dans le « Sud » et à l'« Est », viennent à la démocratie. Quels sont ces problèmes? J'en retiendrai principalement trois. D'abord, l'articulation entre la démocratie représentative, « formelle » (avec les risques de confiscation du pouvoir par les experts, les technocraties et les politiciens, toutes catégories cependant nécessaires) et les indispensables contrôle et participation des citoyens. Ensuite, l'équilibre à inventer entre les lieux centraux d'exercice du pouvoir (parlement, gouvernement) et les lieux de vie (entreprises, quartiers, villages, régions) — le règlement de la question « ethnique » étant, de ce point de vue, un test décisif. Enfin, l'harmonie à définir, dans l'exercice et la garantie de la démocratie, entre les territoires « nationaux » et les espaces plus vastes de type communautaire.

Mais l'Afrique a besoin aussi que se définissent de nouvelles solidarités qui confortent un véritable ordre démocratique dans le monde. Cela se fera à deux conditions. D'une part, que soient répudiées les pratiques coloniales qui ont, toutes expériences confondues, toujours fait le jeu des dictatures africaines. De l'autre, liquider les formes agressives ou insidieuses de paternalisme idéologique et politique. □

Séance de l'Assemblée nationale à Lagos (Nigeria), en 1983, après la réélection du président Shagari.



A droite, *Le forgeron de la Liberté* (1991), lithographie en couleurs, avec rehauts et collages, de Sergio Ferro, peintre brésilien.

LIBERTÉ ET
PÉNURIE

par Fernando Henrique Cardoso

QUE la démocratie soit un régime politique qui a beaucoup de mal à s'établir dans les pays sous-développés, c'est là une conviction ancrée depuis fort longtemps au Brésil. Pendant de longues périodes de son histoire, le pays a connu pourtant des régimes formellement démocratiques (au 19^e siècle,

l'Empire a cohabité avec un gouvernement de forme parlementaire; au siècle suivant, à l'exception des années 1937-1945 et 1964-1985, il y a toujours eu des élections et un multipartisme politique). Il n'en reste pas moins qu'on a toujours mis l'accent sur les difficultés de la démocratie plutôt que sur son enracinement et sa stabilité. Le célèbre historien brésilien Sérgio Buarque de Holanda aimait à répéter, parlant de la démocratie: «c'est une plante fragile, qui a énormément de mal à pousser sous les tropiques...».

Même lorsqu'a fonctionné, dans les pays dits du tiers monde, un régime dont les dirigeants avaient été choisis sur la base d'élections entre représentants de partis différents, il y a toujours eu quelqu'un pour critiquer, non sans raison, son caractère «élitiste» ou «oligarchique». La fragilité des institutions démocratiques se heurtait alors à la «politique réelle»: clientélisme, manque de liberté effective des groupes dominés, ou caractère artificiel des partis.

Ces critiques contiennent une part de vérité. Mais, compte tenu de ce qui s'est passé dans le monde au cours de la dernière décennie, je me demande si ce ne sont pas les dictatures, les régimes autoritaires, plutôt que les démocraties, qui se sont révélées fragiles. Les dictatures, comme le montre l'histoire récente, finissent par être plus provisoires que la démocratie, tandis que celle-ci devient une valeur de plus en plus universelle.

Dans le *Dictionnaire de politique**, Norberto Bobbio passe en revue les différentes acceptions du concept de démocratie, de la Grèce à nos jours. Il souligne, pour conclure, la dichotomie entre la démocratie comme idéal égalitaire et la démocratie comme méthode. Ou, si l'on préfère, la démocratie comme valeur et la démocratie comme mécanisme. Toutefois, ses observations sont antérieures au grand débat actuel sur le passage à la démocratie dans les pays de l'Est. S'il les faisait actuellement, il soulignerait sans doute le caractère utopique de la fusion des deux acceptions de la démocratie.

Mais il insisterait surtout, je crois, sur le rôle décisif, en théorie comme en pratique, de la liberté. Bien plus qu'une définition claire des nouvelles règles démocratiques, c'est elle qui a nourri les mouvements de démocratisation en Europe de l'Est, préparé la chute des dictatures anachroniques de l'Europe (Grèce, Espagne, et Portugal), alimenté la lutte contre l'autoritarisme



en Amérique latine, et qui continue de motiver la lutte pour la démocratisation, notamment dans les pays d'Asie, et dans quelques pays récemment industrialisés, comme la Corée du Sud.

Cela étant dit, il faut affiner l'analyse des divers processus contemporains de transition démocratique. Je me bornerai aux seuls que je connaisse directement — ceux de l'Amérique latine —, mais en les comparant à ceux de l'Europe de l'Est. Hormis la motivation libertaire, commune aux uns et aux autres, je ne discerne entre eux que des différences.

En Pologne, j'ai assisté en 1981, de la rue, à la phase finale des accords de Gdansk entre Lech Walesa et les dirigeants du chantier naval Lénine. Me trouvant à Varsovie pour une réunion de l'Association internationale de sociologie, je suis allé à Gdansk en voiture pour voir la grève de plus près. Ce qui m'a surpris et même choqué, je me le rappelle, ce furent les symboles affichés dans les rues: des effigies du pape, des drapeaux polonais d'avant la démocratie populaire, des bougies allumées. Était-ce un retour au passé?

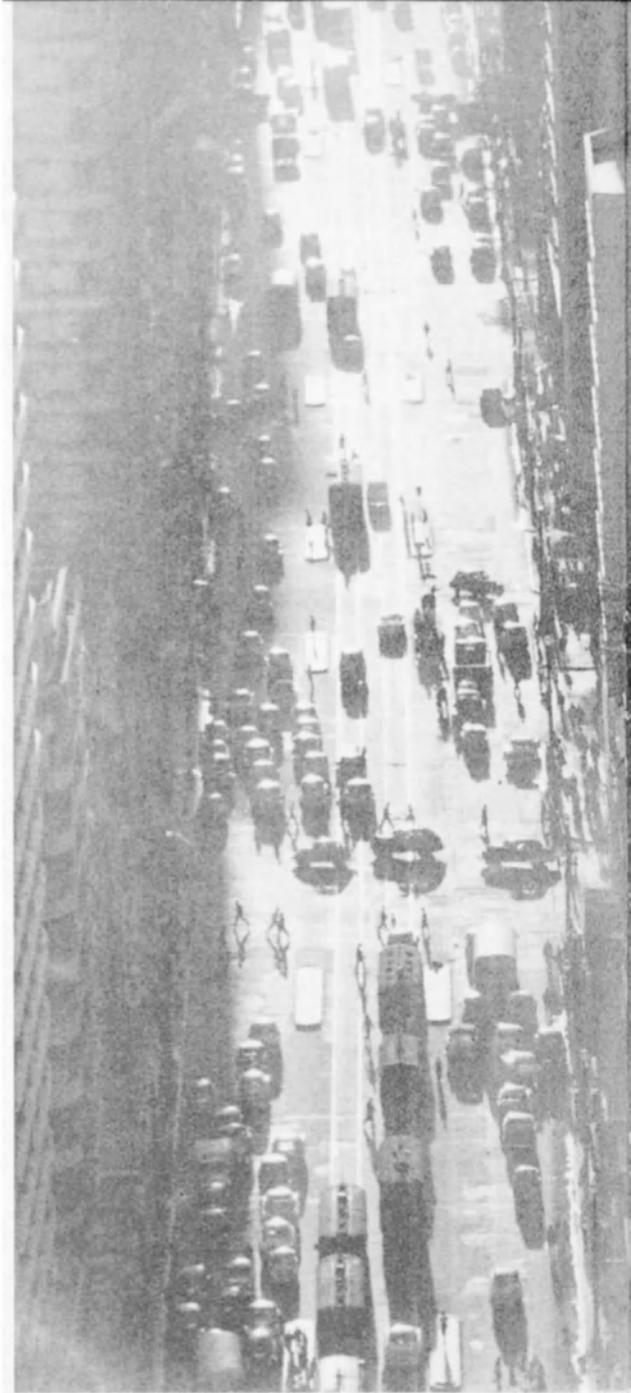
Je me suis alors souvenu de Mai 68, qui survint en France lorsque j'étais professeur de sociologie à Nanterre. Sur toutes les barricades de Paris, dans les manifestations des étudiants, des ouvriers ou du reste de la population, c'est l'*Internationale* qu'on chantait constamment. Et l'on pouvait voir un peuple, plus que bien nourri, mené par des jeunes brandissant les drapeaux noirs de l'anarchisme, entonner: «Debout, ô damnés de la terre!»

Les précurseurs des deux mouvements étaient, à l'instar de leurs contextes socio-économiques, différents. Mais le même mélange de symboles, à la fois contemporains et anachroniques, tentait d'exprimer un message qui ne disposait encore ni d'un lexique, ni d'une grammaire définie. Dans les deux cas, c'était un mouvement vigoureux contre des structures bloquées et une immense aspiration à tourner une page de l'histoire.

DIVERGENCES ET CONVERGENCES

On ne peut pas, cependant, restreindre l'histoire contemporaine à la seule recherche d'une plus grande liberté. On y trouve aussi des éléments de ce que j'appelle, par opposition à la démocratie formelle, la démocratie substantive, laquelle implique l'accès des masses à l'éducation, à la santé et au bien-être. Mais à l'Est comme en Amérique latine, malgré des situations différentes, l'effort pour construire un système politique démocratique affronte le même défi angoissant: le jeu démocratique peut-il exister dans une société bloquée par une économie de pénurie?

Avant de répondre à cette question centrale, il faut préciser les différences entre les formes de transition démocratique qu'on trouve dans les deux régions. En Amérique latine, ce passage n'a



pas mis en danger l'économie de marché, et n'a pas non plus prétendu la modifier. Bien au contraire, les changements, quand il y en a eu, ont renforcé le marché. Dans les pays de l'Est, l'enjeu est autre. Il ne s'agit pas seulement d'obtenir plus de liberté et plus de règles démocratiques, il faut aussi reconstruire la société et l'économie.

Lorsqu'on tente de réformer, dans les pays latino-américains, l'économie ou la société, c'est dans le cadre d'une société civile qui existe déjà, d'un système de concurrence entre les entreprises, voire du clientélisme, qui pénètre en profondeur le monde de la politique. Les sociétés latino-américaines ressemblent en effet à celles de l'Europe occidentale et des États-Unis bien plus que les sociétés de l'Europe de l'Est. Là, et en particulier dans l'ex-URSS, qui a connu soixante-dix ans de régime communiste, la société civile reste à inventer.

Pour passer au stade démocratique, le travail politique consiste d'abord, indéniablement, à

FERNANDO HENRIQUE CARDOSO,

sociologue brésilien, est sénateur de l'Etat de São Paulo. Il a enseigné dans différentes universités nord-américaines et à Paris X et a été le président de l'Association internationale de sociologie. Parmi ses derniers ouvrages, il faut signaler *Les idées à leur place: le concept de développement en Amérique latine* (A.-M. Métailié, Paris 1984).



orienter l'élan libertaire vers la construction d'institutions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat, selon la vieille tradition madisonienne de l'équilibre des pouvoirs. Il est sans doute plus facile d'y parvenir en Amérique latine — où l'Etat, même s'il est autoritaire, n'a pas détruit le marché, préservant ainsi les organisations du dehors — qu'à l'Est de l'Europe, où l'impulsion démocratique est venue de secteurs limités de l'intelligentsia, ou de certains groupes du parti dominant, contaminés par les idées nouvelles. Mais ce qui l'a déclenché surtout, c'est la double aspiration des masses à la liberté et à la consommation. Après la chute de ces régimes, tout restait donc à faire pour reconstruire la société.

En Amérique latine, comme on n'a pas procédé à de grandes réformes économiques, ni brisé l'épine dorsale des dictatures — les forces armées —, la transition s'est ramenée à une vaste négociation entre les anciens et les nouveaux maîtres, sans qu'il y ait de rupture véritable. Sur le plan institutionnel, l'Argentine, le Brésil, le

Chili et l'Uruguay, et même le Paraguay, ont dû revenir à des pratiques démocratiques et limiter l'influence des anciens maîtres du pouvoir, mais sans exclure ceux-ci complètement.

Les forces démocratisantes latino-américaines ont rencontré des résistances au sein de l'Etat, mais ont trouvé des appuis dans la société civile préexistante, qui cohabitait avec la dictature (syndicats, universités, entreprises, médias, et même partis politiques). A l'Est, en revanche, lorsque l'Etat-Parti s'est brisé, il ne pouvait s'agir que de réinventer, non de remettre en mouvement, la société civile.

J'aimerais ici mentionner une thèse qui s'impose aujourd'hui, bien qu'elle ait été honnie par beaucoup de démocrates, et qui s'inspire de la théorie des élites selon Joseph Aloys Schumpeter, l'économiste autrichien. Pour lui, la démocratie existe lorsqu'il y a des groupes qui luttent pour le pouvoir et se disputent le vote populaire. Il ne s'agit pas seulement d'instaurer ce vote, mais d'organiser la compétition par des

São Paulo, la plus grande ville du Brésil.



A Berlin, en 1989, des Allemands de l'Est et de l'Ouest s'unissent pour faire tomber les barbelés du Mur.

élites qui définissent des objectifs et les exposent au choix du peuple. Les règles de la majorité sont observées et les minorités respectées. La continuité et l'alternance de la «classe politique», comme l'appelle Gaetano Mosca, le sociologue et juriste italien, sont non seulement garanties, mais imposées par la compétition électorale.

LES LEVIERS DE DEMAIN

Or, à cet égard, en Amérique latine comme dans les pays de l'Est, les dictatures ont été dévastatrices: elles ont en grande partie détruit les élites. Reconstruire celles-ci est la condition même de la renaissance des institutions démocratiques. Acquérir la capacité de diriger, savoir exprimer les sentiments et les intérêts de catégories sociales, sans tomber dans un corporatisme aveugle, c'est là un processus long, ingrat, mais c'est le levier indispensable de toute démocratisation.

J'en arrive au défi crucial: la marée montante des demandes du peuple. Par définition, la démocratisation en marche ouvre les vannes de la société. Que se passe-t-il alors? Dans les pays de l'Est, où le totalitarisme a été le plus fort et où les inégalités sont moindres, ces demandes, tournées vers plus de liberté et de participation, pèsent surtout sur l'Etat et les sphères dirigeantes. En Amérique latine, où les inégalités sont criantes, les demandes ont pour cibles de

meilleurs emplois, de meilleurs salaires et de meilleurs services publics.

Mais dans les deux cas, la pénurie n'est pas tolérable au-delà de certaines limites. Celles-ci surgissent du côté du peuple, mais aussi des forces de production et de leur capacité d'offre. L'on retrouve ici, quoiqu'en d'autres termes, le débat autour de la démocratie substantive et de la démocratie formelle. La possibilité de construire un système politique démocratique où le peuple jouisse de toutes les libertés, diminue en l'absence de prospérité. Dans les pays de l'Est, les aspirations libertaires ont permis jusqu'à présent de défendre les valeurs de la démocratie, même le ventre vide. Mais en Amérique latine, où sévissent l'inflation, le chômage, la crise, la faillite du Trésor et la dette extérieure, maintenir une société ouverte et démocratique tient du tour de force.

C'est la plus belle leçon que la fin du 20^e siècle puisse transmettre au prochain millénaire. Nous avons découvert, outre la fragilité des dictatures, que les peuples veulent aujourd'hui la liberté, même avec très peu de pain. Ils sont prêts à affronter la pénurie parce qu'ils ont compris que l'absence de liberté ne leur offre qu'un ersatz de prospérité et les prive du bénéfice de la citoyenneté. Mais au-delà d'un certain seuil, la corrélation nécessaire entre démocratie formelle et démocratie substantive devient incontournable. □

* *Dicionário de politica* (1986) de N. Bobbio, N. Matteucci et G. Pasquillo. Editora Universidade de Brasília, Brasília.

ESPACE VERT

LE COURRIER DE L'UNESCO - NOVEMBRE 1992



ÉDITORIAL

Vers un monde plus propre par France Bequette

POUR ne pas mourir étouffés sous nos déchets, une solution s'impose: en produire le moins possible. Cela demande des efforts technologiques et des investissements, mais il n'est plus possible d'attendre. Prenons l'exemple des automobiles. Cinq cents millions circulent actuellement sur la planète, dont 80% sont des voitures particulières. La majorité des constructeurs se préoccupe maintenant des épaves laides et polluantes que l'on retrouve partout, du Mali au Sri Lanka. La ferraille se refond parfaitement, les parties en plastique se recyclent. Une firme américaine présente, par exemple, un modèle recyclable à 85%. Les grandes marques allemandes en font un argument de vente.

Mais, outre l'industrie automobile, d'autres exemples de bonnes pratiques sont recensés par l'association internationale Greenpeace dans un dépliant qui vient d'être publié. A Bielefeld, en Allemagne, le polychlorure de vinyl (PVC), qui entrait dans la construction des bâtiments publics, a été remplacé à 90% par du bois, de la céramique, du linoléum et de l'argile, d'un excellent rapport qualité-prix. La ville de Portland, en Oregon (Etats-Unis), a décidé d'interdire l'usage du polystyrène expansé. Aussi, les 2 200 restaurants qui servaient leurs hamburgers dans de tels emballages ont dû trouver une solution et utiliser soit de la vaisselle lavable, soit des coques en papier recyclé. La majorité des clients a approuvé. Dans la mesure où le chlore est tueur d'ozone, mieux vaut éviter de l'utiliser. Aussi, une compagnie suédoise de pâte à papier se sert-elle d'oxygène pour blanchir la pâte. Même si elle est légèrement moins blanche, les éditeurs acceptent volontiers de l'utiliser. La Suède a ainsi réduit de 25% son recours au chlore.

Le programme **Produire plus propre** a été lancé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en 1989. Son but: «sensibiliser le monde de l'industrie aux produits, technologies et techniques de production propre, et aider l'industrie et les gouvernements à développer des programmes de production plus propre». Le programme comprend cinq éléments: un Réseau d'informations internationales pour une production plus propre (ICPIC), complété et mis à jour en permanence grâce à l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (USEPA); des groupes de travail sur les tanneries, les solvants, la pâte à papier, le pétrole ou les biotechnologies; un bulletin **Produire plus propre**; des formations proposées aux pouvoirs publics comme aux industriels et enfin, une assistance technique aux pays en développement. Un programme décisif qui gagne à être connu. ■



25 Éditorial

26 Autour du monde

Dossier

par France Bequette

28 ► Vivre avec nos déchets

► Notre santé est-elle vraiment menacée?

30 ► Un dangereux vagabondage

► Sensibiliser les pays en développement

32 À travers les siècles
Ne te réjouis pas si tôt

AVEC DES NOYAUX, PAS DE PÉPIN!

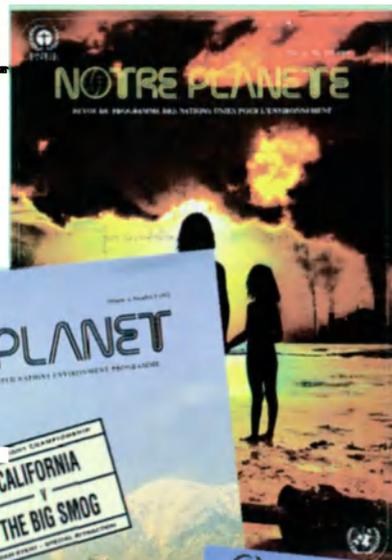
Une coopérative agricole du Michigan, aux Etats-Unis, a eu une idée originale : se servir de noyaux de cerise comme combustible pour faire fonctionner son usine de traitement des fruits. Objectif : faire, grâce à 1,5 million de kilos de déchets, 321 000 dollars d'économie par an. Les noyaux sont cassés, séchés puis compressés pour former des briquettes. Comme elles contiennent un riche mélange de méthane, d'hydrogène et de monoxyde de carbone, celles-ci servent à chauffer un ballon d'eau, dont la vapeur actionne une turbine qui produit de l'électricité. Non seulement ce procédé ne présente aucun inconvénient, mais il réduit le volume des déchets dont il aurait fallu se débarrasser et permet une économie d'énergie. ■

QUAND L'INDUSTRIE FAIT BAISSER L'ESPÉRANCE DE VIE

Au cours des trente dernières années, en raison du fort développement de l'industrie, douze Etats du Brésil ont vu leur environnement se dégrader gravement. La mauvaise qualité de l'air, la contamination de l'eau potable, l'accumulation de déchets toxiques menacent la population. Les principaux facteurs de pollution sont liés aux industries lourdes, telles que l'acier, le pétrole, la pétrochimie, les engrais et le charbon. Selon Samia El Baroudy, responsable de programme pour le Brésil à la Banque mondiale: «la pollution industrielle représente un problème très grave pour les Brésiliens, plus encore que la déforestation. (...) Elle fait baisser l'espérance de vie et la productivité de la population active, et augmente les maladies et la mortalité infantile». Pour y remédier, la Banque a accordé des crédits pour dix projets en cours et douze en préparation, afin que la croissance économique devienne compatible avec l'environnement. ■

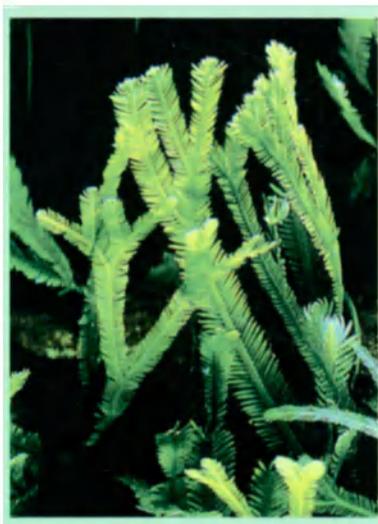
A DÉCOUVRIR: NOTRE PLANÈTE

Petit par le nombre de pages (20) et trop rare (bimestriel), le magazine *Notre planète* est grand par la qualité. Publié par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), il existe en français, anglais, espagnol, portugais, arabe, et il est gratuit. Les articles très documentés, agréablement illustrés, sont faciles à lire. Pour le recevoir, écrire au PNUE, P.O.Box 30552, Nairobi, Kenya. ■



L'ÈRE DES GRANDES INVASIONS

La biodiversité de la planète est menacée, dit-on, par la croissance démographique, l'expansion de l'espace occupé par les humains, l'appauvrissement par l'homme des écosystèmes et la faiblesse des lois et institutions chargées de la protéger. Elle est également menacée par le développement anarchique de végétaux qui, rencontrant un écosystème favorable, ne connaissent plus ni prédateur, ni compétiteur. C'est le cas de l'algue tropicale *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée, mais aussi d'une plante que les Camerounais nomment Ndogmo, Kondengui ou herbe du Laos, et qui étouffe la végétation sans que ni les hommes ni les bêtes ne puissent lui reconnaître d'utilité. En Australie, le millepertuis, plante introduite par un Français nostalgique, envahit le continent. Parce qu'il est toxique pour les troupeaux, il est devenu une menace pour l'élevage. Preuves que tout geste inconsidéré peut avoir des conséquences incalculables. ■



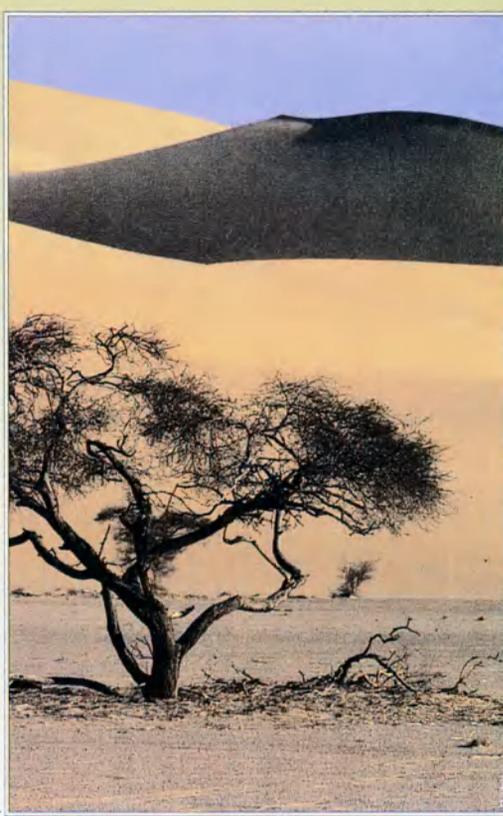
NOUVEAU: UN RÉPERTOIRE DES ONG

Publié à l'occasion de la conférence de Rio, le Répertoire des organisations non gouvernementales en matière de développement et d'environnement dans les pays membres de l'OCDE a été réalisé en collaboration par ENDA tiers monde et le centre de développement de l'OCDE. Il est bilingue anglais-français. Son prix est de 300 francs. Toutefois, les ONG du tiers monde et les instituts de recherche peuvent le recevoir gratuitement, à condition de justifier leur demande et de le partager avec le plus grand nombre (bibliothèque, centre de documentation, par exemple). Ecrire au Centre de développement de l'OCDE, Programme de coopération extérieure, bureau 807, 94, rue Chardon-Lagache, 75016 Paris, France. ■

Climate Change

Natural levels of carbon dioxide (CO₂) and other gases in the atmosphere make life possible on Earth. Without them, the Earth would be a frozen desert. They act like glass in a greenhouse, letting the sun's rays through but trapping some of the heat that would otherwise be radiated back into space. Human activities have upset the natural balance. As more heat-absorbing gases accumulate in the atmosphere, more solar radiation is trapped and the atmosphere heats up.

About four-fifths of the CO₂, which accounts for over half of the warming effect, is released by the burning of fossil fuels, the rest resulting from the destruction of vegetation, mainly existing forest fires. Trees when alive take up CO₂, but release it when cut down, burned or left to decay. Chlorofluorocarbons (CFCs), used in fridges and air conditioners, spray cans, fire extinguishers and in aerosols for cleaning; components of computers, account for another quarter of this warming effect; the two other main gases are methane and nitrous oxide, both given off by fossil fuels and burning of vegetation. Methane is also emitted by bacterial action e.g. in the gut of ruminants and in the mud of rice paddies, and nitrous oxide from the decomposition of nitrogenous fertilisers.





Carbon cycle



Nitrogen cycle



The Nile Delta



The Nile delta is one of the most fertile and densely populated in the world. It is the result of the river's silt being deposited in the delta region. The Nile delta is one of the most fertile and densely populated in the world. It is the result of the river's silt being deposited in the delta region.

What can be done

The Intergovernmental Panel on Climate Change recommends:

- Increased energy efficiency
- A commitment to change energy sources and technologies
- Improved forestry and agricultural practices
- Paying on the use of CFCs

Individuals and countries should take domestic measures to limit emissions of greenhouse gases and cooperate with developing countries whose need for growth must be reconciled with the world's need to prevent climate change.

What you can do

- Practice frugality and other virtues.
- Plant trees.
- Reduce consumption of fossil fuels.
- Save energy.
- Use solar power whenever you can.
- Stop using aerosols containing CFCs.
- Save all newspapers for recycling.

SIGNONS LE PACTE POUR LA TERRE

L'UNESCO a déjà obtenu plus de 9 millions de signatures en faveur de la protection de la planète, après qu'une campagne a été lancée depuis Rio par le secrétariat de la Conférence. Federico Mayor a écrit à tous les Etats membres pour les inviter à organiser des séminaires dans les établissements d'enseignement, afin que les jeunes se mobilisent. Sur un plan pratique, les activités sont multiples: traduction des textes en langues locales, conférences, représentations théâtrales, concours d'essais ou de dessin, visites aux forêts, plantation d'arbres, campagnes pour la propreté des écoles, des villes et de leurs alentours. Les Commissions nationales de l'UNESCO constituent les points focaux de ce projet à suivre. ■

CES CARTES SONT DES ATOUTS

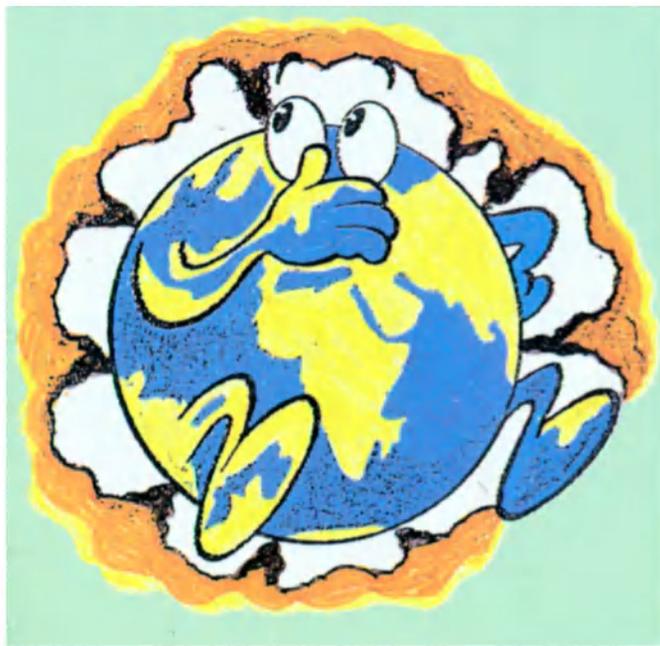
Une remarquable série de 8 affiches est publiée par le Programme international d'éducation en matière d'environnement de l'UNESCO et le PNUE. Elles présentent et résument, à l'aide de superbes photos, de cartes et de schémas, le changement de climat, l'eau douce, les océans et les zones côtières, la déforestation et la désertification, la diversité biologique, l'impact de l'industrie sur l'environnement, la qualité de la vie et l'éducation en matière d'environnement. La présentation est si claire qu'elle permet, d'un coup d'œil, la compréhension de phénomènes complexes. En anglais seulement pour l'instant, elles sont distribuées gratuitement (aux institutions éducatives) par la section d'éducation en matière d'environnement de l'UNESCO, 7, place de Fontenoy 75700 Paris. ■

PLUS JAMAIS SEUL EN VOITURE

L'histoire d'amour entre les Etats-Unis et l'automobile a atteint son summum à Los Angeles. La mégapole californienne s'est développée en fonction de la voiture. C'est l'endroit du monde où l'on vend le plus d'essence. Ses 13 millions d'habitants, au volant de 9 millions de véhicules, parcourent 386 millions de kilomètres par jour en consommant 68 millions de litres d'essence et de fuel, contribuant ainsi à 60 % au fameux smog empoisonné. Parce qu'un appel au civisme des conducteurs a donné des résultats, mais encore insuffisants, le South Coast Air Quality Management District multiplie les incitations à partager les véhicules. Des prix en espèces sont même distribués. Autour des hypermarchés, des salles de concert ou des stades, par exemple, le stationnement est gratuit ou à prix réduit pour les voitures qui ont fait le plein de passagers, alors que le conducteur solitaire est lourdement taxé. Par ailleurs, la promotion des véhicules électriques devrait pouvoir réduire sensiblement la consommation de carburant. ■

BALTIQUE CHIMIQUE

Selon l'organisation Greenpeace, non seulement les déchets de 71 millions d'habitants sont rejetés annuellement dans cette mer fermée, mais l'industrie du papier y déverse aussi 200 000 tonnes de chlorure de carbone. L'agriculture y ajoute un million de tonnes d'azote (engrais) et les lessives, 50 000 tonnes de phosphore. ■



VIVRE AVEC NOS DÉCHETS

par France Bequette

Le musée des Déchets du Centre de l'environnement de Meadowlands (Etats-Unis).



Nous vivons un étrange paradoxe. Autrefois, nos ancêtres étaient entourés d'objets en bois, qui pourrissaient, ou en fer, qui rouillaient. Maintenant que nous produisons des matières aussi impu- trisibles que l'acier inoxydable ou le plastique, au lieu de nous réjouir de leur solidité et de les conserver précieusement, nous nous empressons de les jeter, encouragés par les fabricants qui nous y poussent. L'auteur américain Vance Packard cite, dans son livre *L'art du gaspillage*, l'esthéticien industriel Brook Stevens: «Tout le monde sait bien que

loppement économiques (OCDE), ils se classent en plusieurs catégories: municipaux (provenant principalement des ménages); industriels; déchets provenant de la production d'énergie; des hôpitaux, de l'agriculture, de l'activité minière et de la démolition, en plus des résidus de dragage et des boues de stations d'épuration (de façon générale, les déchets nucléaires occupent une place à part).

Nous ne remplissons pas tous autant nos poubelles. L'Italien jette 300 kg de déchets par an, le Japonais, 400 kg, le Finlandais, 600 kg et l'Américain, 860 kg. En revanche, le Camerounais de Yaoundé ne jette, pour sa part, que 180 kg. Mais ces chiffres ne cessent d'augmenter.

De quoi nous débarrassons-nous surtout? Une enquête menée par le Centre français pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) fournit un ordre de grandeur: 34% de matières animales et végétales, 30% de papier et carton, 13% de verre, 10% de plastique, 7% de métaux, 4% de bois et 2% de textiles. Lorsque, dans les pays industrialisés membres de l'OCDE, le ramassage est assuré par les municipalités à 90 ou même à 100%, nous ne nous préoccupons pas de ce que deviennent nos déchets. Ou ils se retrouvent en décharge, ou ils sont conduits dans une usine d'incinération. Mais les capacités de stockage ou de traitement se trouvent progressivement asphyxiées par la masse à gérer: 423 millions de tonnes pour les seuls pays développés, membres de l'OCDE, en 1989! Atteints par le fameux syndrome NIMBY («Not in my backyard», «Ailleurs que chez moi»), personne ne supporte plus le voisinage de décharges ou d'usines d'incinération, et construire de nouvelles usines se révèle quasiment impossible. Force est d'avouer que les riverains des

décharges sont importunés par les odeurs qui s'en dégagent et la noria de camions qui ne cessent d'y déverser leur chargement. Sans parler d'éventuelles conséquences sur la santé, qui commencent seulement à faire l'objet d'études épidémiologiques. Alors il faut trouver des solutions.

La première est le tri à la source. Plusieurs poubelles dans la cuisine, des conteneurs disposés dans les rues, un ramassage sélectif bien organisé permettent un recyclage efficace et des économies d'énergie, comme de matières premières: papier, verre et métal s'y prêtent parfaitement. Le plastique, lui, absolument non biodégradable, est très difficile à recycler. Quant aux matières végétales et animales, tous ceux qui ont un jardin savent qu'ils peuvent en tirer un compost de qualité, qui, une fois décomposé, fertilisera le sol. Mais une telle attitude demande une prise de conscience individuelle et des efforts quotidiens, qui ne peuvent devenir habitude qu'à la suite d'une véritable éducation. Pourquoi, par exemple, ne pas faire son marché avec un sac ou un panier, et refuser les sacs en plastique, source non négligeable de pollution? Autre solution: obliger les magasins à reprendre les emballages, encourager la consignation des bouteilles de verre et même de plastique, la réutilisation des bidons et la vente de produits en vrac.

Il est urgent d'agir, avant de nous retrouver étouffés sous nos déchets. L'exemple récent de la ville allemande d'Ulm, en Bavière, est riche d'enseignements. A raison de 160 tonnes par jour, elle exportait ses ordures ménagères vers deux décharges situées en France. En raison de multiples abus de transporteurs peu scrupuleux, prêts à y mélanger des déchets hospitaliers ou industriels et même à les déposer clandestinement dans de jolis

nous écourtons volontairement la durée de ce qui sort des usines et que cette politique est la base même de notre économie.» Plus un pays est développé, plus il produit de déchets. Ce sont d'excellents indicateurs de notre niveau de vie. Comme leur tonnage ne cesse d'augmenter et qu'ils sont une importante source de pollution, ils sont devenus l'un des soucis majeurs des gouvernements des États de la planète.

Qu'est-ce qu'un déchet? Un produit déchu, déclassé, un sous-produit d'une matière ou d'un objet nobles, un résidu. Selon l'Organisation de coopération et de déve-



coins de nature, la France a décidé d'interrompre l'importation de ces déchets. Ulm avait la possibilité de construire un incinérateur. Elle ne l'a pas fait en raison du veto des écologistes, également opposés à la création d'une décharge. A présent il n'y a plus d'autre solution que de construire un incinérateur. Mais cela prendra trois ans pendant lesquels les ordures s'entasseront partout, dans et autour de la ville.

Or, la plus ordinaire de nos poubelles contient de nombreux produits chimiques toxiques venant des solvants, adhésifs, piles, nettoyants pour fours, désinfectants, médicaments, pesticides, par exemple. Une fois les ordures incinérées, les métaux, comme le plomb, le chrome, le mercure ou l'arsenic qui s'y trouvent, ne sont pas altérés et peuvent très bien s'infiltrer dans la nature, si les cendres ne sont pas parfaitement stockées. ■

FRANCE BEQUETTE,
journaliste franco-américaine
spécialisée dans l'environnement,
participe depuis 1985 au
programme WANAD-UNESCO de
formation des journalistes africains
d'agences de presse.

Chuco-Mama
(1990), acrylique
sur toile de
l'artiste
vénézuélienne
Rina
Blumensztajn.
Des paysans
ramassent les
fruits de la mère
nature, protégée
des prédateurs
par le serpent,
divinité
traditionnelle.

NOTRE SANTÉ EST-ELLE VRAIMENT MENACÉE?

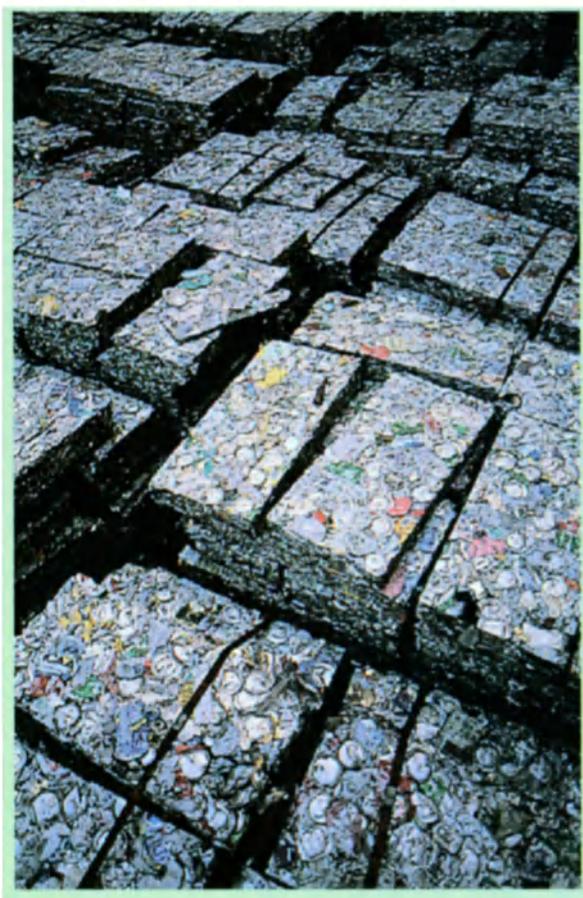
DEPUIS le début du siècle, à en croire le PNUE, sur plus de 10 millions de composés chimiques qui ont été synthésés dans le monde, 100 000 sont commercialisés. De plus, chaque année, 1000 à 2 000 nouveaux composés apparaissent. Certains, comme les pesticides ou les engrais, sont utilisés directement; mais la plupart entrent dans la composition de millions de produits d'usage courant. Chaque secteur de l'activité humaine y a recours et en tire bénéfice. Toutefois, depuis trente ans, l'alerte a été donnée: tous les produits chimiques sont plus ou moins toxiques. La gravité de leurs effets sur la santé dépend de leur virulence et de la durée du contact. Il suffit d'une brève exposition à une infime quantité de dioxine, par exemple, pour tomber malade. En revanche, il faudra être longremps exposé à de hautes doses d'oxyde de fer pour en éprouver les consé-

quences. Depuis peu, l'attention des scientifiques se porte davantage sur les effets à long terme: anomalies à la naissance, altérations génétiques et neurologiques, cancers. Un exemple tragique illustre ce problème. Entre 1956 et 1967, à Minamata, sur l'île japonaise de Kynshu, une usine verse ses déchets contenant du mercure dans la mer. Absorbé par le plancton, puis par les petits poissons qui sont mangés par les gros, le mercure se concentre tout au long de la chaîne alimentaire. 20 000 personnes souffrent de troubles nerveux, 857 en meurent. C'est d'autant plus inquiétant que les effets sur la santé ne sont bien connus que pour 2% des composés chimiques commercialisés... De plus, les produits qui contaminent le sol, l'air et l'eau ne connaissent pas de frontières. Ils peuvent se transporter sur de grandes distances. Ainsi, la planète entière est concernée. ■

UN DANGEREUX VAGABONDAGE

Le monde produit environ 2 100 millions de tonnes de déchets industriels par an, dont 338 millions de tonnes de déchets toxiques. Un pays aussi industrialisé que les Etats-Unis y contribue pour 275 millions de tonnes, la Thaïlande pour 22 000 tonnes seulement. Avant que la communauté internationale n'ait pris conscience du danger, la solution la moins coûteuse était de les jeter n'importe où, en mer ou sur terre. Lorsque l'alarme a été donnée, une autre solution est apparue: chercher à les placer — souvent sous une fausse identité — dans des pays d'accueil. Le PNUE estime que, toutes les cinq minutes, 23 tonnes de déchets passent la frontière

Compressions de boîtes de conserve et de canettes métalliques à Tokyo (Japon).



d'un Etat membre de l'OCDE. Dans les années 80, le commerce international des déchets toxiques connaît son apogée. Les médias suivent les tribulations de navires comme le *Khian Sea* ou le *Zanoobia* qui sillonnent, des mois ou même des années durant, les mers du globe, à la recherche d'un pays du tiers monde convaincu d'accepter ces déchets.

L'association internationale Greenpeace, dont les membres s'indignent de pratiques immorales, sinon illégales, mènent alors de véritables enquêtes policières, publiées en 1990 sous forme d'un volume de plus de 400 pages. Lorsqu'on est très pauvre, comme c'est le cas de la Guinée Bissau, il faut être héroïque pour refuser de toucher quatre fois le montant de son produit national brut et deux fois le montant de sa dette extérieure en échange de 15 millions de tonnes de déchets industriels, faciles à entreposer dans une plaine, non loin de la frontière sénégalaise. Des études géologiques ayant révélé que la nappe phréatique, dans cette zone, est située à fleur de terre, le ministre de la Santé a demandé que la transaction soit suspendue.

Autre exemple: en 1988, des cendres d'ordures ménagères de provenance de Philadelphie, sur la côte Est des Etats-Unis, sont «vendues» à la Guinée, en pleine reconstruction, pour fabriquer des briques. 15 000 tonnes sont alors déchargées à même le sol sur l'île de Kassa au large de Conakry. L'Agence américaine de protection de l'environnement (USEPA) publie plusieurs analyses des cendres, qui se veulent rassurantes, mais finissent tout de même par demander que «le public et les ouvriers non protégés se voient interdire l'accès aux cendres entreposées». Risques pour la santé des populations? Matériau impropre à la fabrica-



tion de briques? Campagne de la télévision guinéenne? Pour toutes ces raisons sans doute, l'importateur a été obligé de reprendre les cendres et de les redéposer à Philadelphie.

Les déchets sont déplacés avant tout pour des raisons d'ordre économique. Cette «marchandise», manipulée par de mystérieux courtiers, rapporte presque autant que le trafic d'armes ou de drogue, sans les risques. Mais certains industriels y trouvent également leur compte. Pourquoi ne pas transporter les déchets dans l'Etat voisin où la mise en décharge est trois fois moins taxée (40 dollars la tonne en Afrique, 25 fois plus en Europe, 36 fois plus aux Etats-Unis)? Où le recyclage coûte cinq fois moins cher (100 francs la tonne en France, 500 francs en Allemagne)? Il est parfois commode d'échapper à une réglementation particulièrement contraignante, en vigueur dans certains pays «verts». La tentation est grande alors de les expédier à l'Est ou au Sud, car la plupart des pays en développement ne possèdent pas encore de réglementation. Dès 1981 pourtant, une réunion d'experts à Montevideo (Uruguay)



Bateau japonais transporteur de déchets.

examine le transport, la manipulation et le stockage des déchets toxiques. En 1984 et 1985, le PNUE publie des Recommandations pour un traitement des déchets toxiques compatible avec la protection de l'environnement. Ces travaux aboutissent, en 1989, à la Convention de Bâle, adoptée par 116 pays et la Communauté européenne. Il s'agit de réglementer les mouvements transfrontaliers des déchets toxiques. Encore faudrait-il qu'elle soit ratifiée (c'est-à-dire incorporée dans les lois nationales) par les principaux Etats producteurs de déchets, ce qui n'est pas le cas.

La Convention est relayée en 1989, sur le plan régional, par une autre, dite de Lomé IV et passée entre l'Afrique, les Caraïbes, les Etats du Pacifique et la Communauté européenne, puis par celle de Bamako. Entrée en vigueur en 1992, la Convention de Bâle est critiquée pour sa «frilosité», notamment par Greenpeace. En effet, l'import-export des déchets reste possible. Il est autorisé entre Etats signataires après qu'une notification et un accord écrit ont été échangés. Par ailleurs, des accords peuvent être passés entre signataires et

non-signataires de la convention, pourvu que ces accords soient «sains pour l'environnement». Même s'il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction, il n'existe, comme le souligne Greenpeace: «aucune clause qui interdise quelque transfert de déchet que ce soit (sauf vers l'Antarctique), même vers les pays en voie de développement ou ayant des lois environnementales moins strictes que le pays exportateur». L'avenir

dira si la Convention de Bâle parviendra à décourager définitivement le sinistre tourisme des déchets toxiques. ■

Informations :
Secrétariat intérimaire de la
Convention de Bâle,
266 route de Lausanne,
1292 Chambésy (Suisse)
Tél 41 22 758 25 10
Fax 758 11 89

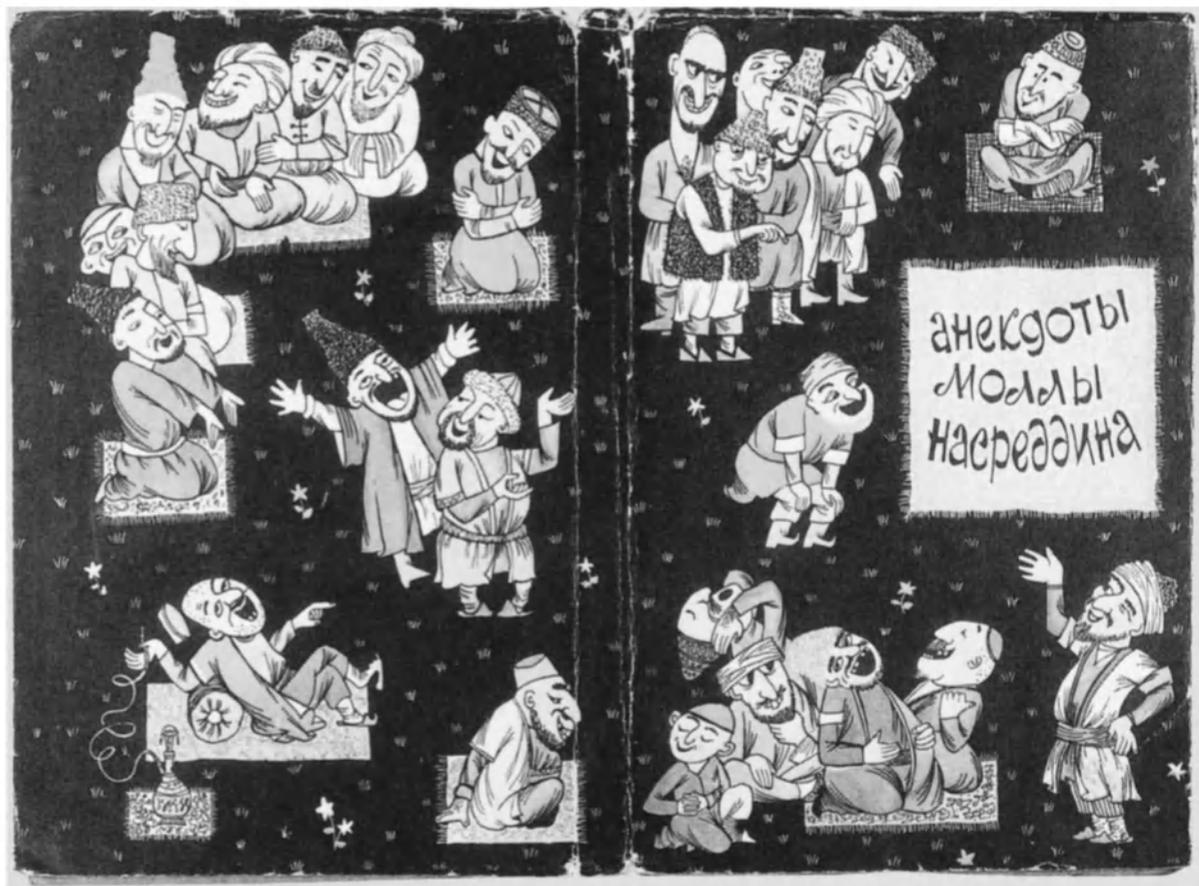
SENSIBILISER LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

C'EST le but poursuivi par le Centre d'activité de programme du PNUE qui a élaboré un remarquable manuel de formation intitulé *Hazardous Waste Policies and Strategies* (non encore traduit). Un pays fictif, Udanax, fait l'objet d'une enquête approfondie. La nature de ses déchets toxiques est examinée en détail, ainsi que les possibilités de traitement et d'élimination. Un chapitre est consacré à la compréhension et à l'application de la Convention de Bâle. Ce document, simple, clair, un modèle du

genre, est utilisé au cours de séries de séminaires destinés aux cadres et hauts fonctionnaires que le PNUE organise, à la demande des autorités locales et avec la coopération de nombreuses autres organisations. ■

Pour tous renseignements:
PNUE, Département industrie et
environnement
Tour Mirabeau
39 quai André Citroën
75739 PARIS cedex 15
(Fax : 33 1 40 58 88 74)

Couvertures d'un recueil d'histoires de Nasreddin Hodja traduites de l'azéri en russe (1962).



NE TE RÉJOUIS PAS SI TÔT

PAR leur humour, les histoires drôles de Nasreddin Hodja, qui aurait vécu au 13^e siècle en Anatolie, sont célèbres de par le monde. Personnage facétieux, entraîné dans des situations burlesques ou absurdes, Nasreddin est devenu un héros légendaire, un «fou» dont l'irréverence est une forme de sagesse.

■ Cette page est puisée dans une anthologie intitulée *Compagnons du soleil*, coéditée par l'UNESCO, les éditions de la Découverte (Paris) et la Fondation pour le progrès de l'Homme. Cet ouvrage est placé sous la direction de l'historien africain Joseph Ki-Zerbo, avec la collaboration de Marie-Josèphe Beaud.

Un jour, Nasreddin Hodja ayant acheté du foie, était en train de le porter chez lui.

Chemin faisant, il rencontra une connaissance qui lui dit:

— Que je t'écrive la manière d'apprêter le foie, et tu verras quel plat délicieux tu savoureras!

Et joignant le geste à la parole, il sortit de sa poche une feuille de papier où il griffonna la recette idéale.

Le Hodja, tout heureux de l'aubaine, et déjà, se pouléchant les lèvres dans la perspective d'un bon ragoût, continua son chemin, d'un pas allègre.

Tout à coup, un grand milan fonça sur lui, et de ses griffes puissantes enleva brusquement le foie qu'il tenait à la main!

Ahuri par cet acte de piraterie, Nasreddin Hodja leva le bras droit au ciel, et, montrant le fameux papier à l'oiseau rapace qui s'enfuyait, s'écria, non sans amertume:

— Ne te réjouis pas si tôt! Tu ne pourras pas t'en régaler. La recette, je l'ai. Elle est ici!

RECONSTRUIRE LA SOCIÉTÉ

par *Vladislav Adamski*

POUR la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement spectaculaire des régimes socialistes d'Europe de l'Est donne aux peuples de cette région la possibilité de choisir librement leurs conditions de vie et de se doter d'institutions sociales, économiques et politiques nouvelles. Mais on aurait tort de croire que cela débouchera nécessairement sur une société vraiment démocratique et pluraliste.

Les nouveaux dirigeants des deux premiers pays à avoir retrouvé leur souveraineté, la Pologne et la Hongrie, se sont empressés de proclamer leur attachement à l'économie libérale et à la démocratie politique, bientôt imités par leurs voisins. Mais ce n'était là que la première étape d'un long processus; le reste du chemin s'annonce difficile, car les nouveaux gouvernants vont devoir réaliser leur idéal

démocratique dans un contexte extrêmement défavorable. Héritiers d'une situation économique désastreuse, qui les oblige à prendre des mesures d'austérité impopulaires, ils se heurtent à des vagues récurrentes de mécontentement qui risquent de leur coûter le pouvoir dans un régime d'élections libres.

Cela dit, la tâche la plus délicate consiste à restructurer les institutions socio-économiques de base. Ce qui signifie, par exemple, qu'il va falloir trouver de nouveaux propriétaires pour les entreprises d'Etat et créer de toutes pièces les institutions d'une société civile à peu près inexistante. Et tout cela doit être fait très vite, dans un corps social où il n'existe quasiment ni bourgeoisie d'affaires, au sens moderne, ni classe moyenne, et où les gestionnaires, hommes politiques et organisateurs indépendants de l'Etat, font cruellement défaut.

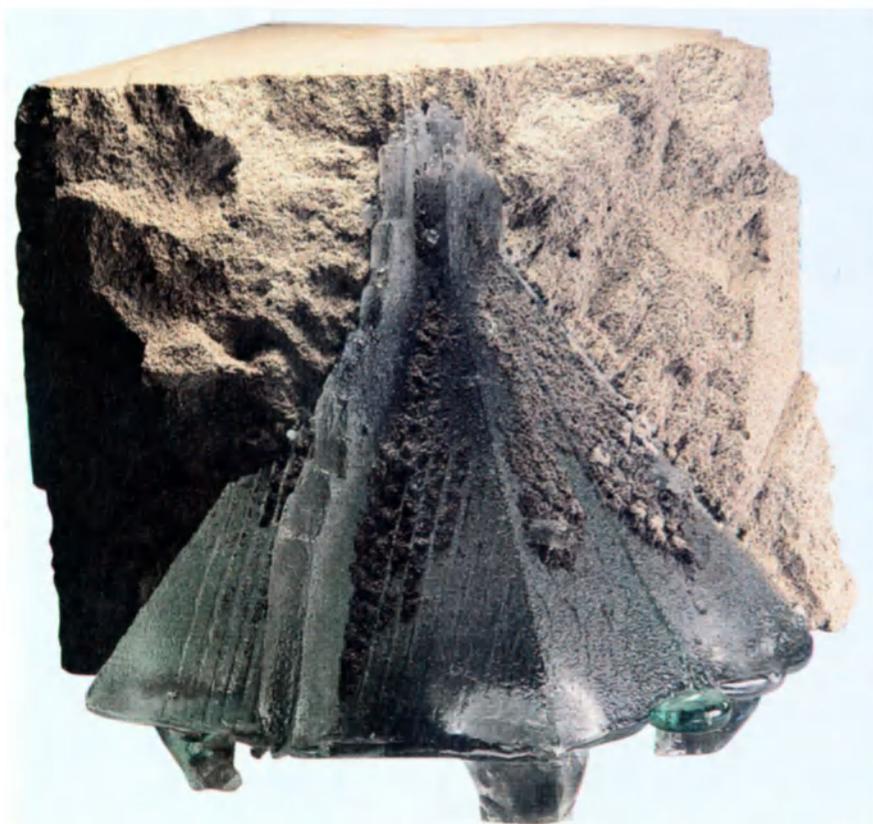
Le clivage entre partisans et adversaires des réformes revêt donc une importance cruciale. En Pologne, le mouvement Solidarité s'est nourri des frustrations et de la colère des ouvriers employés par l'Etat quand ils comparaient leur situation à celle des privilégiés associés au pouvoir. Ce ressentiment était encore aggravé par le décalage entre la situation du pays et le discours idéologique dominant, qui prétendait que les fruits de l'effort commun devaient être répartis «selon le travail et le mérite de chacun».

L'alliance des travailleurs polonais et de l'intelligentsia prolétarisée au sein du mouvement Solidarité était suffisamment forte pour empêcher le Parti d'exercer son monopole du pouvoir. Mais cette alliance avait aussi ses limites: elle agissait surtout comme une force de blocage, boycottant par exemple les décisions du gouvernement ou le forçant à faire des concessions.

Quelles leçons peut-on en tirer? Comment transformer la résistance civique qui est venue à bout du socialisme étatique en une force positive dans le contexte d'institutions démocratiques?

La meilleure façon d'aborder le problème est de considérer les stratégies de privatisation. Que faut-il privatiser, et à quel rythme? Mais surtout, quel doit être dans ce processus le rôle de ceux qui ont contribué à renverser le totalitarisme?

La pyramide de l'âge nouveau (1989), verre coulé et mousse de silicate, œuvre du sculpteur tchécoslovaque Pavel Homolka.



VLADISLAV ADAMSKI,
sociologue polonais, membre
de l'Académie des sciences,
est le directeur de la revue
de philosophie et sociologie,
Sisyphus.

Je crois qu'on ne peut répondre à ces questions qu'en les resituant dans leur cadre culturel. En Pologne, l'évolution de la société civile et de la démocratie politique passe par une réflexion sur la nature du conflit de société qui a opposé Solidarité et l'appareil de l'Etat-Parti communiste. Car ce conflit, exprimé à l'époque par l'opposition tranchée entre «eux» et «nous», reste latent après le changement de régime.

DE LA BASE AU SOMMET

La principale raison à cela est sans doute que les gouvernements post-communistes n'ont pas su associer les travailleurs mécontents au processus des réformes. L'opinion publique en général, et surtout les travailleurs qualifiés, sont de plus en plus favorables à l'économie de marché et à une politique axée sur le rendement. Mais la plupart des fonctionnaires restent attachés aux valeurs de la «justice sociale» et de l'égalitarisme.

Ces tendances montrent à quel point ont été érodées les normes et les valeurs de l'ancien système. Le plus étonnant, c'est qu'il a été renversé précisément par les gens dont il favorisait l'ascension sociale. Ce qui revient à dire que, dès sa mise en place à l'issue de la guerre, il contenait les germes de sa propre décomposition.

Les ouvriers et les intellectuels ont commencé à réagir de façon incontrôlable lorsque l'ancien système économique a donné les premiers signes de dysfonctionnement. Quand il s'est effondré, l'économie s'est spontanément adaptée aux exigences du marché. On aurait pu

penser que les négociations de février-avril 1989 et plus encore la victoire électorale de Solidarité en juin de la même année allaient renforcer ce processus. Or, il est vite apparu que les gouvernements de transition se heurtaient à une apathie, voire à une hostilité, qui était d'ailleurs plus le fait des fonctionnaires que de l'ancienne nomenklatura.

Cette situation nouvelle pose un autre type de problèmes. Quel rôle accorder aux initiatives spontanées de la base et à l'action du pouvoir dans l'établissement de la démocratie? La révolution naîtra-t-elle d'en bas ou d'en haut? Mon expérience de la situation polonaise m'incite à suggérer que la meilleure solution consiste à concilier les deux.

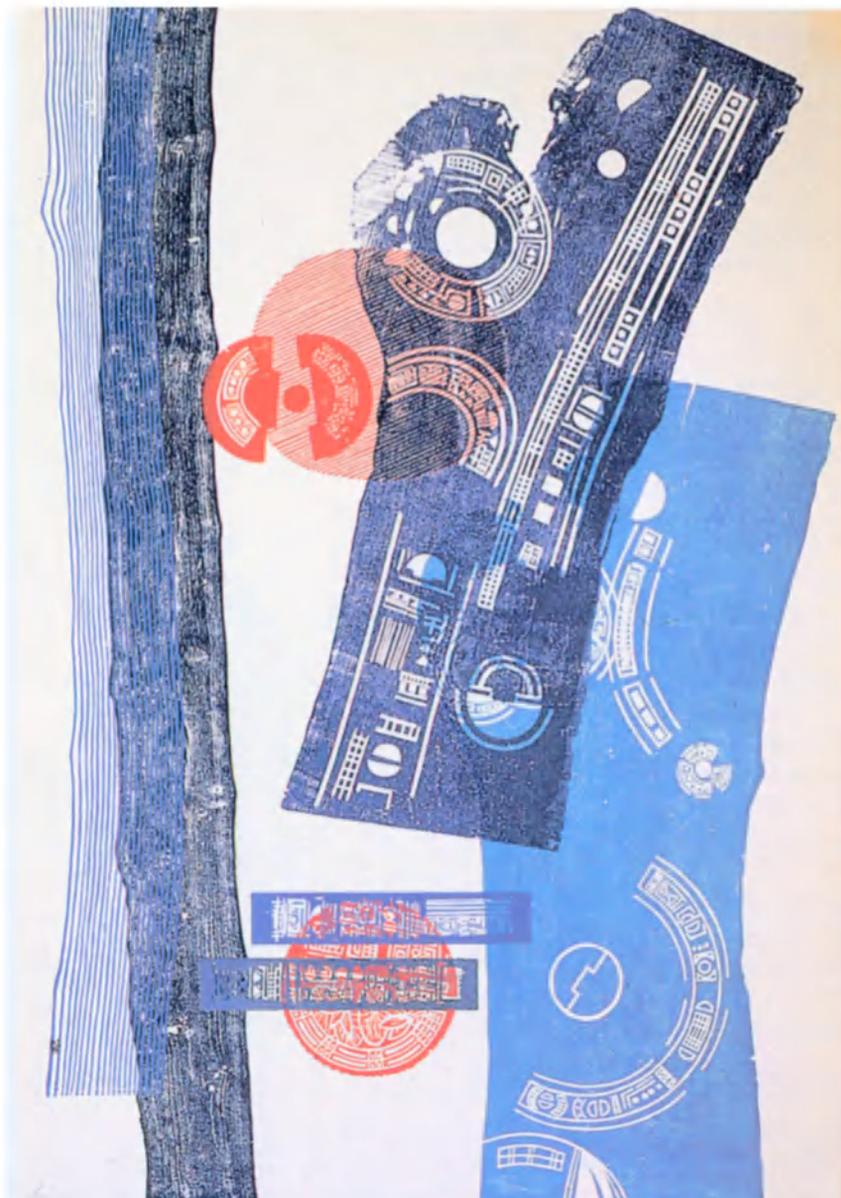
Il y a eu en Pologne une vraie révolution qui s'est faite à partir de la base. Mais que s'est-il passé depuis la victoire de Solidarité? Le mouvement a-t-il épuisé sa dynamique? Faut-il désormais ignorer les réactions des ouvriers contestataires? Je ne le pense pas, même si l'alliance ouvriers-intellectuels s'est considérablement relâchée depuis l'accession de nombreux dirigeants de Solidarité aux responsabilités gouvernementales. Les ouvriers, qui ont accompli la révolution, ne peuvent être tenus à l'écart du processus démocratique. Le problème consiste à convertir une expérience contestataire en une participation positive à la reconstruction sociale. Car si l'on n'y parvient pas, des forces sociales considérables refuseront ouvertement ou, dans le meilleur des cas, boycotteront, le processus de reconstruction de la société polonaise. □

La négociation des accords
de Gdansk entre le
gouvernement polonais et, à
droite, le dirigeant des
grévistes des chantiers
Lénine, Lech Walesa (31
août 1980).



LES RISQUES DE DÉRAPAGE

par Romila Thapar



A droite, *Marques d'espoir*, gravure sur bois en couleurs de l'artiste coréenne Ja Rhee Seund.

L'IDÉAL démocratique n'a jamais été pleinement réalisé. Dans le passé beaucoup de sociétés démocratiques ont été perverties en oligarchies où le discours démocratique ne servait qu'à entretenir le mythe selon lequel le groupe dirigeant représentait la majorité. Les cités-Etats de la Grèce antique, entend-on souvent dire, sont les premières démocraties; c'est oublier que dans ces sociétés les esclaves, en bien plus grand nombre que les citoyens libres, n'avaient aucune représentation politique et ne jouissaient d'aucun droit. Comment, à la lumière de l'expérience historique, adapter la démocratie à la situation que connaît la fin du 20^e siècle?

Dans les temps modernes, on a souvent associé la démocratie à l'Etat-nation, mais je crois qu'il ne faut pas négliger pour autant l'expérience de ces ensembles sociaux et politiques de moindre envergure qui, dans le passé, ont fonctionné selon des principes quasi démocratiques.

Ceux qui ont cherché à doter l'Etat-nation d'une identité, en la liant, par exemple, à la

bourgeoisie, ou à des groupes régionaux, linguistiques, ethniques ou même religieux, ont affirmé l'avoir fait au nom de la démocratie. Parfois, a-t-on soutenu, ces communautés étaient fictives; sous leur identité apparente se seraient dissimulées d'autres ambitions. En faisant de l'identité de groupe et du nationalisme des synonymes, on a créé une alliance entre cause nationale et cause démocratique. Le jeu démocratique, dans ces Etats-nations, fut limité par un nationalisme dont il était devenu inséparable. Au moment où l'on s'interroge de plus en plus sur l'Etat-nation, faut-il aussi remettre en cause la démocratie ou, du moins, certaines formes de démocratie?

On peut se demander d'abord si la démocratie ne présuppose pas la laïcité. Dans un grand nombre de régions, on utilise aujourd'hui la religion à des fins politiques comme jamais encore auparavant. Je ne dénie pas un instant, en disant cela, le droit à chacun de pratiquer la religion de son choix, mais je m'oppose à la déformation qu'ont infligée à ce droit de nombreux dirigeants politiques et fondamentalistes.



Si mettre en doute le rôle de la religion dans l'Etat conduit inmanquablement à la laïcité, cela pourrait inciter à une autre approche de la démocratie, en particulier dans les sociétés où plusieurs religions coexistent.

La démocratie exige qu'il y ait à la fois une représentativité et des décisions politiques reposant sur l'opinion de la majorité. Mais qu'est-ce qui compose une majorité? S'il s'agit seulement d'une affaire de chiffres, du nombre de votes exprimés aux élections, c'est la porte ouverte à la fraude électorale ou à l'obtention du suffrage populaire par des idéologies qui semblent défendre des causes précises, mais qui ne cherchent, en réalité, qu'à attirer et contrôler d'amples secteurs de la population. Je pense ici à cette forme de populisme réactionnaire, fondé sur la race ou la religion, qui a provoqué, à maintes reprises, des tensions et des violences en plusieurs points de la planète, au Nord comme au Sud. Dans l'intérêt de la démocratie, il serait bon de trouver un moyen d'empêcher

ces mouvements d'imposer leur définition du pouvoir majoritaire, surtout quand il y a exploitation politique des communautés religieuses dans le cadre d'un programme supranational occulte.

L'Etat-nation moderne se heurte aussi au problème de la place qu'il doit accorder aux minorités culturelles, qui ont une conscience de plus en plus aiguë de ce qu'il est impossible de les exclure de la majorité démocratique. Dans les pays industrialisés, en particulier, ce problème s'aggrave: des groupes radicalement différents sont obligés de cohabiter en raison des liens créés par le passé colonial et des exigences de l'économie actuelle; et une majorité supérieure en nombre se trouve parfois ramenée au rang de minorité politique. En revanche, dans les anciennes colonies, où les mêmes conflits éclatent, les groupes antagonistes, eux, ont un patrimoine et une histoire en commun.

La meilleure façon de comprendre la corrélation entre culture et démocratie, c'est d'exa-



Un jeune citoyen prend la parole (Haïti).

miner la façon dont ces individus ou ces groupes choisissent leur identité et perçoivent les différences entre eux-mêmes et les autres. La socialisation initiale y est pour quelque chose, mais les tensions et les conflits, qui aiguisent le sens identitaire, y ont aussi leur rôle. Pourquoi, soit dit en passant, l'Etat-nation s'en tient-il à une seule identité? Les individus, eux, ont bien des identités multiples. A l'identité unique, stérile, pourrait succéder une identité multidimensionnelle englobant des aspects sociaux et culturels plus complexes. Il serait également plus difficile d'exercer une mainmise politique sur une démocratie multidimensionnelle.

VERS L'INDIVIDU AUTONOME

La démocratie représentative aboutit souvent à un pouvoir coupé du simple citoyen par une distance infranchissable. Le cinéma, la télévision et la publicité montrent les représentants du peuple, ou supposés tels, en personne, mais

ceux-ci s'adressent à un auditoire qu'ils ne peuvent même pas voir. Pour parvenir à une représentativité authentique, il faut prévoir un mécanisme de consultation des électeurs, qui doivent aussi garder le droit de révoquer, s'ils le souhaitent, leurs représentants. Ces droits en apparence négatifs peuvent se révéler un contrepoids indispensable à la tendance des représentants à manipuler le pouvoir.

L'effondrement de certaines économies socialistes a conduit les peuples de ces pays à caresser le fol espoir que le marché libre pourra les protéger contre la résurgence des régimes totalitaires. Mais le marché, comme le montre l'expérience d'autres pays, n'est pas en mesure d'y parvenir. Malheureusement, il peut fort bien aussi se prêter à d'autres formes d'exigences de nature dictatoriale, depuis le consumérisme jusqu'aux industries d'armement, en passant par les multinationales, pour ne citer que celles-ci. Ces exigences, qui militent contre l'égalité des chances et la justice sociale, ne peuvent être combattues que par un système économique équitable et un système judiciaire qui soit accessible à tous les citoyens et qui s'oppose à l'effritement des droits de l'homme et au déni de la dignité humaine.

Mais tout système peut être perverti, détourné ou rendu inopérant dès lors qu'il devient impossible de contester ceux qui en ont le contrôle. Les institutions, qui devraient être garantes de son bon fonctionnement, finissent souvent par se rendre complices des abus qu'elles sont censées prévenir. Désaccord et protestation forment l'articulation obligatoire des systèmes démocratiques. Encore que, dans les sociétés démocratiques, quand on enseigne aux enfants quels sont leurs droits et leurs devoirs, on attire rarement leur attention sur le droit de ne pas être d'accord. On place très haut le conformisme et on désapprouve, ou l'on ignore, la dissension. C'est le sujet docile, soumis, et non pas l'individu autonome, que l'on considère alors comme le citoyen idéal.

En défendant la cause de l'individu autonome, je ne plaide pas en faveur d'une société anarchique. Les individus autonomes n'ont pas l'intention de détruire la société, mais aspirent à la transformer de manière créatrice. Ils n'appartiennent pas forcément aux sphères dirigeantes, mais ils les critiquent et, si nécessaire, protestent contre certaines mesures prises par celles-ci. Aussi longtemps qu'on admettra que, pour gouverner la société, l'autorité morale va de pair avec l'autorité politique et sociale, ces personnes-là auront un rôle à tenir dans le jeu démocratique. □

ROMILA THAPAR, écrivain et historienne indienne, est professeur à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi. Elle a publié de nombreux ouvrages, notamment *Ancient Indian Social History* (1978, L'histoire sociale de l'Inde ancienne) et *From Lineage to State* (1984, Du lignage à l'Etat).

ÉCOLE LAÏQUE, ÉCOLE RELIGIEUSE

par Ehsan Naraghi

EHSAN NARAGHI,

fondateur de l'institut de recherches sociales à Téhéran, conseiller à l'UNESCO, est un sociologue et historien iranien. Il a publié notamment *L'Orient et la crise de l'Occident* (Entente, 1977) et *Des palais du chah aux prisons de la révolution* (Balland, Paris 1991). Cet article vient de son dernier livre, *Enseignement et changements sociaux en Iran du 7^e au 20^e siècle, Islam et laïcité, leçons d'une expérience séculaire* (Maison des sciences de l'Homme, Paris 1992).

AVANT la révolution de 1906, les écoles laïques publiques étaient en Iran le symbole et le creuset des idées démocratiques. L'objectif des révolutionnaires de l'époque était d'accroître le nombre de ces écoles. Ils savaient que c'était là une condition sine qua non pour enraciner les principes démocratiques en Iran. Mais le développement de ces écoles en zone rurale fut néanmoins freiné par le système de la grande propriété foncière. La population rurale, qui constituait la majorité de la population de l'Iran, resta ainsi, économiquement, politiquement et administrativement, sous la coupe des propriétaires terriens. Même après la révolution, ceux-ci réussirent, de par leurs positions au Parlement et dans les campagnes, à s'opposer à l'extension de l'école laïque dans «leurs terres» et leurs territoires d'influence.

En 1911, il y avait à Téhéran 125 écoles laïques publiques, abritant quelque 10 500 élèves; l'ensemble des provinces en comptait à peu près le même nombre. En tout, cela représentait 2% seulement des enfants en âge d'être scolarisés. L'école laïque voulue par le nouveau régime ne s'est donc pas développée. Aussi Reza Chah Pahlavi (1878-1944), devenu chah

(mot persan signifiant roi) en 1925, put-il introduire sans grande difficulté son régime autoritaire. S'il permit ensuite, au cours de son règne, que l'école laïque connaisse un certain essor, ce fut en vidant celle-ci de tout ferment démocratique, pour en faire une institution destinée surtout à former des fonctionnaires soumis à l'Etat.

Le même comportement a prévalu à l'époque de Mohammad Reza Chah (1919-1980), son fils. L'objectif principal de l'école était de fournir des diplômés aux jeunes scolarisés; on ne cherchait aucunement à y former des citoyens. Résultat, l'école laïque, qui comptait, malgré tout, plus de huit millions d'élèves à la veille de la Révolution islamique de 1979, n'a pu offrir un rempart à l'influence croissante de l'esprit religieux.

Plus cette école progressait, plus elle ouvrait une béance socio-culturelle. Le développement économique, dont le chah avait fait son cheval de bataille, ne tenait compte ni des valeurs culturelles, ni de la réalité des rapports sociaux. Une laïcité «dépolitisante» et «déculturante» ne pouvait que préparer l'avènement d'une révolution islamique. Celle-ci allait s'auto-déclarer





A Isfahan, un maître et ses élèves dans une école coranique et, à gauche, l'arrivée des élèves dans un lycée (1958).

apte à remplir le vide culturel et politique ainsi creusé par un retour à des valeurs qui, elles, étaient ancrées dans ces réalités.

Sous Reza Chah, le nombre de écoles traditionnelles d'enseignement religieux, les madrasas, avait diminué, mais on y dénombrait encore une dizaine de milliers d'élèves. C'était la seule institution qui formait les religieux. Toutes les cérémonies et toutes les pratiques religieuses étaient du ressort des *marjataqlid* ou «guides», personnel dûment formé dans les établissements d'enseignement traditionnels. Ils conserveront une influence certaine, quoique réduite, pendant tout le règne des Pahlavi (de 1925 à 1979).

Dans le système d'éducation, le courant laïc

et le courant religieux ont ainsi longtemps cohabité. Ce n'est qu'à partir de 1963, avec l'expulsion de l'ayatollah Khomeyni (v. 1900-1989) et son exil en Irak, que l'affrontement entre le régime et les religieux devint ouvert: les forces de police étaient intervenues brutalement dans l'école où enseignait Khomeyni pour l'arrêter.

LA RUPTURE

Le régime de Mohammad Reza Chah s'enorgueillissait de ses réalisations économiques et sociales et tenait pour négligeables les survivances d'une époque à ses yeux révolue. Pendant ce temps, les religieux, appuyés par les bazaris (les commerçants traditionnels) forgeaient une mentalité dite «anti-moderniste», surtout opposée au régime. Les bazaris s'inséraient mal dans la nouvelle économie de l'Iran où une certaine forme d'industrialisation privée était favorisée par des facilités protectionnistes de l'Etat. Les exportations de produits de base traditionnels iraniens, notamment, leur échappaient.

S'appuyant sur les défauts réels de ce développement monopolistique, qui favorisait une couche minoritaire de la société, le clergé et les bazaris se mirent à critiquer systématiquement les réalisations du régime. Les bazaris subventionnaient les œuvres des mollahs (docteurs de la loi coranique), qui leur apportaient en retour une reconnaissance sociale et un soutien moral. Ce phénomène trouva un terrain particulièrement réceptif dans les villes, où l'on construisait de nombreuses mosquées.

L'Etat, en revanche, n'avait aucune stratégie d'encadrement socio-culturel de ces nouveaux citadins qui, en raison de l'exode rural et de la poussée démographique, affluaient vers les villes. D'autant que ceux-ci, venus en majorité des campagnes, ne pouvaient s'identifier à une modernité de plus en plus calquée sur des modèles et des symboles extérieurs, auxquels ils restaient étrangers. Ils se sont trouvés par contrecoup renvoyés aux structures traditionnelles et à des modèles familiaux. Il était dès lors facile aux mollahs de développer leur influence. Ils exploitèrent notamment, à cette fin, le laxisme des médias, pour rallier les populations marginalisées par le progrès technique et le système inégalitaire du régime.

Dans son affrontement direct au régime, le clergé chiite chercha des voies nouvelles et encouragea l'acquisition de savoirs nouveaux. Comme le montre une étude effectuée en 1965 sur les structures et méthodes d'enseignement dans les écoles religieuses à Qom, Mashad et Téhéran, les élèves de ces établissements, tout en étant désireux d'apprendre des langues étrangères (l'anglais surtout), refusaient les médias (télévision et radio) parce qu'ils étaient la voix du pouvoir. Pour la plupart, ils étaient issus de classes pauvres qui trouvaient dans l'école un moyen de s'élever socialement.

En l'absence de partis politiques, d'une vie syndicale ou associative, qui était interdite par le pouvoir, le cadre religieux devint le seul cadre d'activités communautaires possible et toléré. Les populations paysannes déracinées y retrouvaient le langage, les symboles et la structure d'un monde qui leur était familier. En outre le clergé chiite, rompu à l'usage dramatique de la rhétorique, sut exploiter le goût du peuple iranien illettré pour tout ce qui est verbal. A cet effet ils utilisèrent habilement les cassettes enregistrées.

Les mollas, sans attaquer directement le chah ou le régime, s'arrangèrent pour détruire l'image du style de vie occidental, en lui refusant toute légitimité. La dénonciation de ces habitudes et comportements qualifiés de «sataniques» (mixité, nudité ostentatoire des femmes, centres culturels et sportifs, plages, programmes de télévision, diffusion de l'alcool) alla droit au cœur des citadins traditionalistes et des populations nouvellement urbanisées qui n'arrivaient pas à se situer par rapport à la vie «moderne», «occidentale», qui devenait une source de trouble et d'angoisse et perturbait les valeurs morales que les populations traditionnelles inculquaient à leurs enfants, en particulier aux filles.

Tandis que le chah, inconscient de cette réalité, parlait de la «grande civilisation» qu'il comptait bâtir, les militants islamiques capitalisaient sur l'angoisse culturelle suscitée par un mode de vie non intégré par la majorité de la population. Devenue le principal lien de préservation de la culture et de défense de la communauté iranienne, la religion a ainsi accentué sous les Pahlavi son rôle d'identification collective.

LES LEÇONS D'UNE DOUBLE EXPÉRIENCE

Si, en Iran, la religion, comme en d'autres régions du monde, est en lutte contre la société laïque, c'est, entre autres raisons, parce que la laïcité a revendiqué le droit de se saisir du pouvoir des vieilles religions. La défense de certains intérêts et de certaines traditions morales est devenue — cette fin de siècle en témoigne — leur dernier bastion, qui ne manque pas de solidité. Quand les instruments d'émancipation deviennent automatismes et dogmes, et donc instruments d'oppression, quand les principes de la justice morale et sociale sont systématiquement violés, les religions aspirent à revenir sur le devant de la scène, avec leurs principes spirituels et moraux directeurs.

En refusant de séparer la politique et la foi, le clergé et l'Etat, en liant indissolublement transcendance et communauté, l'islam se présente comme un moyen de lutter contre la désintégration du tissu social que connaissent les sociétés contemporaines.

Or, la laïcité en Iran n'a pas eu son pendant obligé: l'exercice concret de la démocratie par tous les citoyens, c'est-à-dire le refus de l'exclusion, la réduction des privilèges et des injustices

sociales, le respect de la liberté de penser. La population iranienne, dans sa grande majorité, s'est trouvée en proie à un processus de marginalisation sociale, économique, culturelle et politique. La laïcité en Iran s'est accompagnée d'une contre-spiritualité.

Quant à la religion islamique, qui a pris aujourd'hui la relève, elle reste, malgré sa prétention à tout résoudre, dans une attitude défensive plutôt que d'ouverture, et risque ainsi d'exclure la population du monde moderne, avec ses nouvelles données historiques, économiques, scientifiques, éducatives et culturelles.

Laïcité et religion chiite devraient, conformément à leurs propres principes, mener le même combat: celui de la connaissance, qui ne saurait tolérer aucune exclusion. L'Iran se trouve être le seul pays d'Orient à avoir connu deux expériences d'organisation sociale aussi poussées l'une que l'autre, par réaction l'une contre l'autre.

Il est certain que l'homme iranien et la femme iranienne sont aujourd'hui «riches» de ces deux expériences et des deux conceptions fondamentales qui les sous-tendent: d'un côté, l'homme d'ici-bas, avec sa responsabilité de citoyen, de l'autre, l'homme spirituel, avec ses aspirations transcendantes.

Cette double expérience, vécue au quotidien, peut-elle être porteuse d'une conciliation entre l'exigence de progrès moral et spirituel et la nécessité du progrès matériel? Ou bien risque-t-elle de déboucher sur une nouvelle désespérance? Le bouillonnement révolutionnaire, tant dans les idées que dans les faits, semble s'épuiser. Tradition et révolution ne sont pas raison. Ce sont des visions de l'homme et de la société qui laissent des traces. Peut-être les générations montantes formées à ces écoles de l'histoire, emprunteront-elles des chemins de traverse propres à apporter un supplément d'âme, en même temps qu'une société humaine mieux organisée. Désireuses qu'elles seront de ne rien perdre des apports positifs de l'une et de l'autre, et de se prémunir contre leurs parts d'ombre respectives. □

L'exil (1986), huile sur toile de Françoise Leroy-Garloud, artiste française d'origine asiatique. Autant qu'un hommage à un peuple marqué par la guerre, ce tableau est un éloge du rôle constructeur de la femme dans les situations de crise et un message d'espoir.

Village de la campagne iranienne.



LA FEMME ET LA DÉMOCRATIE DE DEMAIN

OCCIDENT

par Eleanora Masini Barbieri



SELON la sociologue américaine Elise Boulding, il y a trois domaines dans lesquels le travail des femmes a construit ce qu'elle appelle une «société civile», fondée sur le respect mutuel. Le premier touche les enfants et l'enseignement. Les femmes, dans presque toutes les sociétés, sont responsables de l'éducation des enfants jusqu'à l'âge de sept ans. De l'avis unanime des psychologues, c'est au cours de ces années-là que les enfants élaborent leur vision du monde.

Le deuxième tient au rôle économique occulte des femmes. Il s'exerce au jardin ou à la cuisine, dans la petite unité productive, qui a eu une importance décisive dans les sociétés rurales et a souvent assuré également, mais de façon moins visible, le sauvetage des sociétés extrêmement industrialisées de notre temps.

Quant au troisième domaine, il est aussi passé en grande partie inaperçu. Les femmes ont été et restent ce qu'Elise Boulding appelle le «liant de la société», par la place qu'elles ont tenue dans la vie privée, la sphère familiale et même dans les alliances dynastiques entre villages ou entre cités au cours des siècles.

Boulding a décrit ces trois domaines, qui appartiennent à la «couche inférieure de l'histoire», comme «l'espace vert de la société, un espace d'ouverture, un espace de contact. C'est là que les esprits peuvent se coller avec les complexités qui détruisent la couche supérieure».

Les efforts des femmes pour construire une société viable, une société faite de respect et de compréhension, ont également contribué à l'instauration d'une société démocratique. Très tôt les enfants apprennent, dans leurs rapports familiaux ou sociaux, le respect, la tolérance, et d'autres principes de conduite démocratique. A cet égard, il est instructif de comparer les attitudes familiales dans diverses régions du monde: en Afrique, le sens communautaire puissant qui caractérise la structure hiérarchique de la famille élargie; en Chine, le respect filial qu'on porte aux parents plus âgés; dans la société occidentale d'aujourd'hui, la place prioritaire qu'on accorde aux membres les plus jeunes. Par leur comportement et l'exemple qu'elles offrent, les femmes jouent un rôle clé dans l'élaboration de ces attitudes. C'est parce

que leur rôle public est resté invisible qu'elles ont appris à respecter autrui — un respect qui incite à avoir une conduite démocratique plutôt que le comportement dominateur qu'on attend souvent des hommes. Mais le respect ne signifie pas qu'on accepte d'être dominé par autrui; il exige au contraire que les femmes soient respectées à leur tour.

On peut citer de nombreux exemples de l'esprit civique dont les femmes font preuve. Les Polonaises ont tenu une part importante dans la reconstruction des écoles de Varsovie après la Seconde Guerre mondiale; les Japonaises ont mis sur pied des systèmes d'accueil et de soutien après Hiroshima, comme les habitantes de Mexico l'ont fait lors du tremblement de terre de 1984.

La notion de société démocratique s'est développée pendant l'âge industriel. Aujourd'hui, la société industrielle semble à bout de souffle. Le milieu naturel a été exploité, surtout par les pays riches, d'une façon rien moins que démocratique. L'abondance matérielle n'a pas non plus apporté le bonheur aux habitants de ces pays, comme il est facile de le constater en observant les jeunes des pays les plus riches d'Amérique du Nord et d'Europe. Nous avons atteint une limite à la fois extérieure et intérieure, pour reprendre une formule d'Aurelio Peccei, le fondateur du Club de Rome. Notre moi profond réclame des réponses qui aillent bien plus loin que celles fournies jusqu'à présent par la société industrielle. Il est vital qu'une mentalité nouvelle se fasse jour, quelle qu'elle soit la forme, dans la société post-industrielle. Nous devons faire appel aux nombreuses capacités de tous, mais, en particulier, aux capacités, inexploitées jusque-là, propres aux femmes.

LA CITOYENNE DE DEMAIN

La société post-industrielle sera une société complexe, mouvante, dans laquelle certains instruments et systèmes qui sont en vigueur dans la société industrielle, comme la spécialisation, la division des tâches, l'organisation hiérarchique et la production de masse, cesseront d'être opératoires. Ce qui la caractérisera au premier chef, c'est un réseau décentralisé d'unités de petite taille, une diversité d'activités exécutées par une même personne ou une même unité, et la vitesse d'action.

Cette société de l'avenir exigera, de la part de ses membres, une grande souplesse. Ils devront mener de front plusieurs tâches et posséder un sens nouveau du temps. La production sera «personnalisée» plutôt que «standardisée». Pour répondre aux progrès continus de la technologie, les gens devront recycler en permanence, au cours de leur vie active, leurs méthodes de travail et leurs connaissances, voire, dans bien des cas, changer de métier pour n'être pas dépassés.

Les femmes ne manqueront pas de jouer, dans cette société, un rôle dont l'importance ira



croissant, ne serait-ce que parce qu'elles ont, dans presque tous les pays du monde, une plus grande espérance de vie et qu'elles sont les chefs de plus d'un tiers des foyers de la planète. Elles influenceront sur l'avenir d'un grand nombre de technologies nouvelles et décisives, en particulier la biotechnologie, selon qu'elles les acceptent ou les rejettent.

Les femmes possèdent un grand nombre des capacités qu'exigera la société post-industrielle. Comme l'attestent les recherches menées dans divers pays, elles sont remarquablement souples et aptes à s'adapter à des situations différentes. Amenées souvent par leur condition biologique à quitter et à reprendre leur emploi, changeant souvent de régimes d'activité, elles sont habituées à une polyvalence qui, chez elles, correspond à une nécessité. En plus de la cuisine, du soin des enfants, et de diverses tâches ménagères, il arrive qu'elles aient une activité professionnelle à la maison: par exemple, dans les pays en développement, des travaux de couture, ou, dans le monde industrialisé, du secrétariat sur ordinateur.

Les femmes tendent également à avoir un rythme temporel qui se rapproche plus du temps réel que du «temps de l'horloge», pour reprendre l'expression de Lewis Mumford.

ELEONORA MASINI BARBIERI,

sociologue italienne, est directrice du conseil exécutif de la Fédération mondiale pour les études sur le futur et professeur titulaire de la chaire d'études sur les prévisions sociales à l'Université grégorienne de Rome. Elle a publié notamment *Visions of Desirable Societies* (1983, *Visions de sociétés désirables*).



voilà des ressources précieuses pour aider à l'épanouissement d'une culture démocratique.

Les femmes ont un sens aigu des priorités. Aux moments difficiles ou angoissants, elles privilégient, dans leurs choix, leurs enfants et le bien-être futur de ceux-ci, en renonçant à des avantages plus immédiats. En Chine, au Canada, et dans d'autres pays où l'on compte beaucoup de mouvements migratoires de travailleurs, les femmes, comme le montrent les enquêtes, lorsqu'elles sont confrontées à une gamme de choix possibles, tranchent toujours en faveur de l'éducation des enfants. Dans les pays en développement, elles accorderont une priorité absolue à l'alimentation en eau et en nourriture de leurs enfants. On sait, d'autre part, qu'elles sont moins enclines que les hommes à accepter les structures hiérarchiques. C'est là un point important si, comme le pense le futurologue américain Alvin Toffler, nous nous acheminons vers une société de plus en plus égalitaire.

Solidarité active; priorité accordée à l'essentiel; refus de la hiérarchie: ces qualités, si on les encourageait au lieu de les étouffer, pourraient déboucher sur une société pleinement démocratique, une société qui serait la résultante de la conduite de ses citoyens, et non pas seulement de ses structures et de ses lois. Les femmes y joueraient un rôle d'autant plus décisif qu'elles sont loin d'avoir tiré parti, jusqu'ici, de tout leur potentiel.

Attelons-nous à créer des citoyens qui soient des démocrates; veillons à ce que l'école et la famille travaillent la main dans la main pour encourager l'instruction démocratique. Une

Cela aussi deviendra de plus en plus précieux dans une société surpeuplée et mal synchronisée. Les femmes ont du mal à uniformiser leur production. Or, dans la société de demain, on recherchera de plus en plus une production non standardisée.

UN POTENTIEL IMMENSE

Dans la vie sociale également, les femmes possèdent, semble-t-il, des capacités qui seront déterminantes: elles savent établir des rapports de solidarité, définir des priorités, et rejeter les pesanteurs hiérarchiques.

Traditionnellement, elles aspirent à une solidarité de groupe. Que ce soit au puits du village ou au supermarché, elles s'entretiennent, entre autres, de leurs enfants, de leurs vieux parents, de la santé des uns et des autres. La technologie aura beau apporter des changements, il est peu probable que les femmes renonceront à cet échange entre elles, à cette convivialité. Dans les temps de la plus grande détresse — guerre, révolution, catastrophe naturelle, exode de réfugiés — ce contact a été d'une importance vitale. Un tel esprit d'équipe, une telle aptitude à comprendre ceux qui appartiennent à des cultures et des milieux différents et à coexister avec eux,

**Citoyennes et citoyens:
les bâtisseurs de la culture
démocratique.**

**Souplesse et capacité
d'adaptation à des situations
nouvelles: deux grands
atouts des femmes,
polyvalentes par nécessité.**



part du chemin a été franchie, mais il reste encore beaucoup à faire. Le système éducatif s'est indéniablement amélioré depuis la fin des années soixante, cependant de nombreux progrès restent à accomplir dans certains pays.

Une culture démocratique naît du partage de certaines valeurs, dont les formes d'expression peuvent varier, et d'un comportement consubstantiel à ces valeurs communes. C'est ainsi seulement qu'on peut bâtir une culture. Mais sans citoyens démocrates comme architectes, pas de société démocratique possible. Bien plus que les idées, les structures ou les institutions, le citoyen est l'assise de la démocratie. □

PORTRAIT DE L'ARTISTE EN INSECTE

par André Brink

ON peut comprendre que notre époque de conflits et de violence, de terrorisme et de famine, de multinationales et de superpuissances ait renoncé à l'idéal romantique d'un Shelley, qui tenait les poètes pour les législateurs méconnus de l'univers. Mais on peut encore soutenir que sans le poète, l'intellectuel, l'artiste, le créateur, l'existence serait moins vivable qu'elle ne l'est.

Même si la prudence nous rappelle qu'aucune société au monde n'a le front de se proclamer totalement libre ou démocratique, le présent article traite essentiellement des sociétés qui, après avoir émergé récemment des diverses formes de totalitarisme et d'oppression où elles étaient plongées, s'efforcent de proposer une définition de cette démocratie et de cette liberté dont elles ont été si longtemps privées (cas de la Tchécoslovaquie ou de l'Allemagne de l'Est) ou qu'elles n'ont jamais connues (je pense à l'Afrique du Sud).

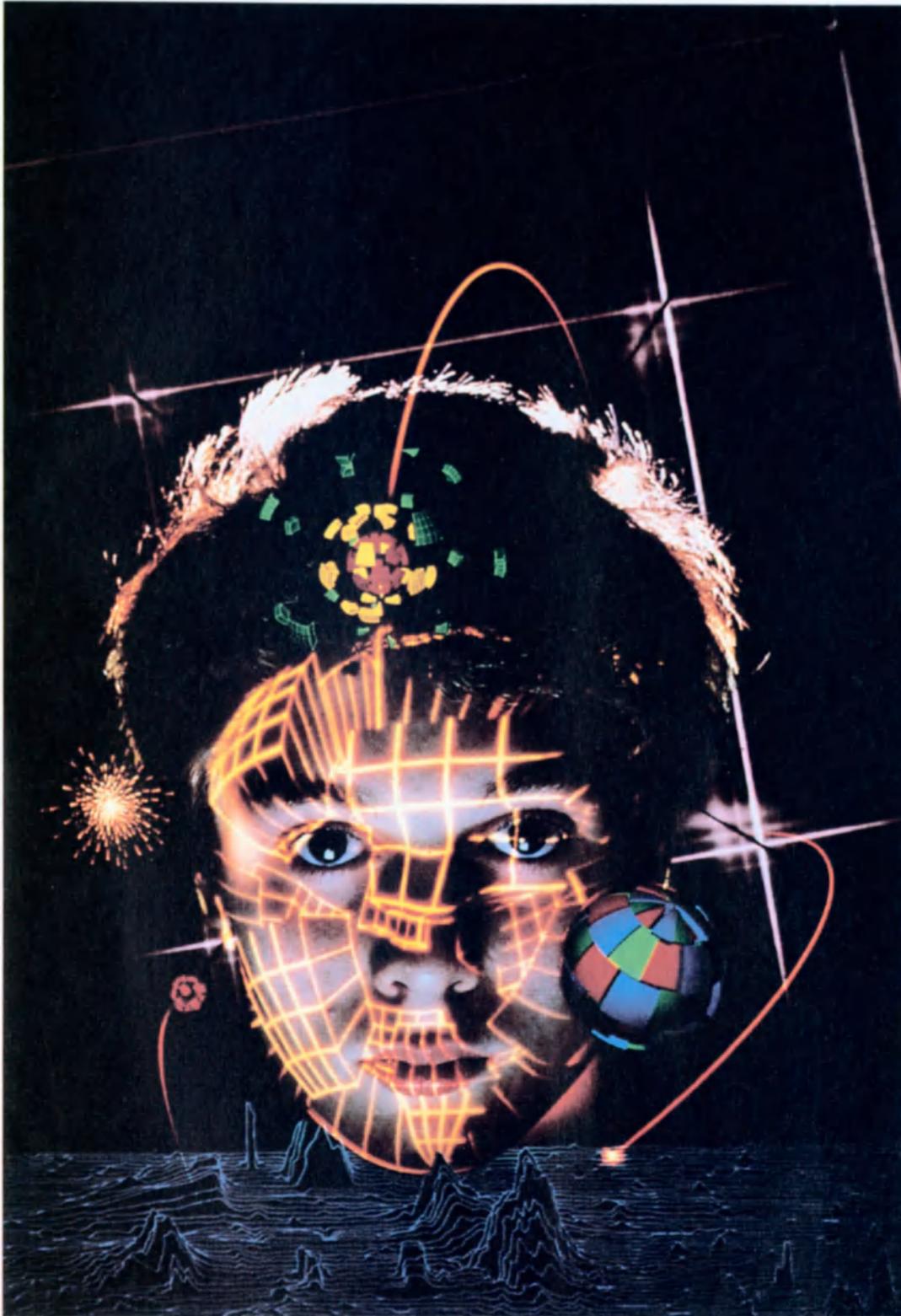
Le territoire de l'intellectuel et du créateur, c'est la culture, ce domaine où l'interaction de la vie privée et de la vie publique produit du sens à partir de la matière brute de l'expérience. On voit pourquoi l'activité culturelle est tellement intense pendant les périodes d'oppression. Des décennies durant, le samizdat a apporté aux peuples d'Europe centrale une expérience culturelle d'une actualité et d'une intensité brûlantes. Au Chili, quand le régime de Pinochet muselait toutes les formes d'expression, ce sont des paysannes illettrées qui ont consigné sur des pièces de tissu brodées et décorées l'expérience passionnée de toute une génération que l'on voulait condamner à l'oubli. Et dans l'Afrique du Sud déshumanisée par l'apartheid, où toute tentative de résistance ouverte était étouffée par la proclamation répétée de l'état d'urgence, quand des hommes, des femmes et des enfants étaient tués, déchiquetés ou mutilés par des colis piégés, une véritable explosion artistique — dans la danse, la

musique, la photographie, la peinture, la sculpture, la poésie et le théâtre — a permis aux masses de conserver le sens de certaines solidarités, tout en interpellant, en harcelant constamment, la conscience de la minorité blanche au pouvoir pour lui faire toucher du doigt ce qui se passait vraiment derrière la façade trompeuse des mensonges, des déformations et des demi-vérités de la propagande officielle. Même sur le plan élémentaire de la diffusion de l'information, les artistes jouèrent un rôle inappréciable.

Mais voici que nous abordons un âge de transition avec tous ses problèmes et ses dangers, qui découlent en partie, selon moi, d'un malentendu très grave sur les différentes acceptions du mot «culture». Je crois que, quand nous essayons de définir le rôle de la culture dans nos aspirations précieuses à la liberté, et plus précisément le rôle du créateur et de l'intellectuel, nous ferions bien de redéfinir d'abord la culture, et l'esthétique, qui en fait partie intégrante.

D'une part, il y a la grande tradition occidentale de la culture avec un grand C. Et comment pourrions-nous rejeter ce qui nous a été légué par Sophocle, Dante, Michel-Ange, Shakespeare, Rembrandt, Mozart, Tolstoï, Proust, Kafka et Picasso? Pourtant, cette tradition nous pose un problème dans la mesure où elle peut apparaître comme élitiste, comme un héritage de ces cités grecques où l'on pouvait s'offrir le luxe de dissocier le labeur manuel de l'exercice de l'esprit, tout simplement parce que la présence de nombreux esclaves permettait aux citoyens à part entière de s'adonner à des «activités plus nobles».

A cet égard, l'expérience d'une culture de lutte contre l'oppression apporte un correctif précieux, car elle mobilise non plus seulement tel ou tel artiste, mais les masses, la totalité d'un peuple opprimé. Cette culture de la base ouvre à tous les citoyens des sociétés recluses d'hier des



Métaphore pour l'humain du troisième millénaire (1987), du photographe anglais Michael Freeman.

aperçus nouveaux et étonnamment riches. Mais l'on ne doit pas se cacher qu'une telle culture porte aussi en elle des germes de destruction: parce que le poids des forces d'oppression la précipite dans la lutte pour l'émancipation politique, elle risque de ne s'assigner que des objectifs extrêmement circonscrits et à courte vue. Il est dès lors tentant de rejeter ou de mépriser tout ce qui ne peut être mis sous forme de slogans ou assimilé immédiatement, tout ce qui ne débouche pas sur une forme d'action, tout ce qui ne peut pas être transformé en «arme de libération». L'ennui avec cette forme de culture

et la vision du rôle de l'intellectuel ou de l'artiste qu'elle implique, ce n'est pas qu'elle place la culture au service de la politique, mais qu'elle ne la conçoit qu'en fonction de son utilité politique.

Le poète espagnol Federico García Lorca racontait à ce sujet une anecdote révélatrice. Un riche fermier et son ouvrier se promènent par un beau matin le long d'une rivière. Emu par la beauté du paysage, le fermier s'extasie: «Regarde comme c'est beau, ces arbres, ce ciel, cette lumière!» Et son ouvrier, les mains crispées sur son estomac, ne peut que répondre: «J'ai faim,

j'ai faim, j'ai faim!» On cite souvent cette histoire pour laisser entendre que l'esthétisme est quelque chose d'obscène, et que nos besoins sont avant tout matériels. Mais cette interprétation insulte à notre humanité. C'est vrai que les pauvres et les opprimés ont besoin de nourriture, d'abris, de soins. Mais prétendre que la beauté ou la perfection ne sont accessibles qu'*au détriment* de besoins prétendument plus urgents revient à nier tout ce qui fait de nous des êtres humains. Les besoins de l'esprit sont aussi vitaux que ceux du corps. Ce n'est pas assez de vivre: quelque chose nous pousse aussi à nous interroger sur la vie; l'homme a le désir de poursuivre sans relâche la quête incessante de tout ce qui peut donner sens à l'existence. Et c'est en cela que la culture est une dimension essentielle de l'évolution de n'importe quelle société vers plus de liberté et de démocratie.

Mais quel rôle faut-il assigner à l'intellectuel ou à l'artiste, à titre individuel, dans ce processus?

Notre monde prosaïque n'a que faire du «poète-héros» à la Carlyle, de la figure solitaire du créateur ou du penseur comme *vates*, à la fois prophète, prêtre et visionnaire. Dans la clameur du peuple, la *vox clamantis* est trop souvent étouffée ou ignorée. Il est si facile de perdre le contact. Dans une société en péril, menacée par un pouvoir autoritaire, le dissident isolé qui ose élever la voix peut trouver un écho extraordinaire et devenir un point de ralliement pour les masses opprimées. Mais lorsque ces masses ont commencé à se débarrasser de leurs chaînes les plus visibles, que le

Démolition, trompe-l'œil
décorant un mur de La Plata,
ville de la province de
Buenos Aires (Argentine).



peuple a renversé murs et barrières, qu'il ouvre les portes des prisons, des goulags et des bagnes, à quoi peut servir l'artiste isolé? Sa fonction n'est-elle pas annulée par les aspirations collectives de son peuple?

Si l'artiste se fige dans l'attitude élitiste d'une tradition dépassée, il perd toute raison d'être (et j'emploie le pronom «il» à bon escient, car il s'agit là d'une attitude spécifique-

ment machiste et chauvine). L'individu en tant que «liberté agissante» est une vue de l'esprit, un être sans histoire, je dirais même sans conscience, qui refuse ou ignore son intrication dans la trame foisonnante de l'univers. Mais la conception opposée, celle du «commissaire» ou de l'«ouvrier de la culture» stalinien, est tout aussi suspecte, car elle transforme l'artiste en un bureaucrate au service du pouvoir (là encore, c'est un rôle spécifiquement masculin).

C'est pourquoi il importe de redéfinir l'individu culturellement actif comme un créateur, un intellectuel socialement, historiquement et moralement responsable. S'il répond à cette définition, il a un rôle essentiel à jouer, que j'assimilerais volontiers à celui d'un insecte hybride.

Sa fonction, c'est d'abord celle du héros de *La Métamorphose* de Kafka, Gregor Samsa, qui s'éveille un matin dans son lit «transformé en insecte géant». Vision terrifiante pour sa famille et ses proches, obligés de s'interroger sur eux-mêmes, de redéfinir leur fonction individuelle et collective, il est rejeté et «incompris» par tous. On finit par le laisser mourir de faim; il devient pour l'éternité «cette chose dans un coin». Parce qu'il incarne l'Autre, Samsa oblige la société à reconnaître sa propre altérité. Elle a beau nier son existence, elle ne sera plus jamais la même. Mais à la fin du conte, la sœur du héros «bondit sur ses pieds et étire son corps juvénile». Cette affirmation de la féminité et de la jeunesse est une promesse de renaissance et de renouvellement pour le monde usé des habitudes et des conventions.

Le deuxième insecte auquel je pense est celui dont parle Jean Paulhan dans son essai *L'Abeille*: «Tu peux serrer dans ta main une abeille jusqu'à ce qu'elle étouffe. Elle n'étouffera pas sans t'avoir piqué. C'est peu de chose, dis-tu. Oui, c'est peu de chose. Mais si elle ne te piquait pas, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'abeilles.»

Mon troisième insecte est encore plus humble, c'est le taon de Socrate qu'évoque Tzvetan Todorov dans un essai récent, *Les Taons modernes*. A première vue, le taon est un insecte parasite, qui harcèle et indispose tout le monde, mais, en dernière analyse, c'est le symbole de l'esprit inquiet et questionneur qui a pour fonction de «révéler et, éventuellement, modifier le complexe de valeurs qui servent de principe régulateur à la vie d'un groupe culturel».

Enfin, un quatrième insecte peut servir de modèle à l'intellectuel et au créateur: le grillon, tel qu'il apparaît dans *Le grillon sous la chasse d'eau*, une nouvelle de Miroslav Krleža dont le héros raconte: «J'ai découvert un grillon dans les toilettes, mon cher, en bas, dans les toilettes des hommes. Un soir, sous la chasse d'eau qui éclabousse le mur noirci de moisissures putrides, là où flottent des rondelles de citron dans une odeur d'ammoniaque qui attaque les narines comme dans un laboratoire, dans ce



cloaque qui résume la puanteur humaine, j'ai entendu le chant d'un grillon. Il n'y avait pas un chat dans le bistrot, le vent mugissait comme une bête fauve, et dans la puanteur des toilettes c'était la voix du plein été, l'opulence du mois d'août, le souffle des prairies ondulant comme un velours vert; ce chant du grillon dans l'urine et les excréments, c'était la voix de la nature qui transfigure même les urinoirs malodorants des villes en crépuscules étoilés, quand les moulins bourdonnent doucement à l'horizon aux teintes rousses et que les premiers grillons annoncent la venue précoce de l'automne. Tenez, je lui ai apporté des miettes de pain. Voulez-vous qu'on aille lui rendre visite?»

Pour garder vivante cette certitude qu'il existe des choses belles, des choses qui ont un sens, dans ce monde sordide, pour l'arracher sans cesse au contentement de soi, pour éveiller l'esprit à la vigilance et lui apprendre à ne jamais dire oui sans réfléchir, l'artiste, l'intellectuel, doit d'abord rester fidèle à sa conscience, avant toute allégeance à un parti, à un groupe, à une cause, même à celle des «peuples». Mais, et c'est là le point essentiel, pour que cette conscience soit lucide et forte, il faut absolument qu'elle se soit forgée dans l'action et la communion avec les autres, avec le «peuple», et

Présence spirituelle de l'artiste samoan Feu'u.

ANDRÉ BRINK, écrivain sud-africain, est professeur de littérature contemporaine à l'Université de Rhodes (Afrique du Sud). Il est l'auteur d'une œuvre romanesque qui, d'abord interdite dans son pays natal, est de notoriété mondiale. Parmi ses livres traduits en français, citons en particulier *Une saison blanche et sèche* (1982), *Un turbulent silence* (1983), *Le mur de la peste* (1987), *L'ambassadeur* (1988) et *Etats d'urgence* (1990), parus chez Stock, à Paris.

que ses découvertes les plus personnelles se fassent par un engagement total et pleinement consenti dans l'histoire passée, présente et future de la société dont il fait partie.

Que l'individu créateur l'accepte ou non, tout ce qu'il fait ou néglige de faire dans une démocratie qui se cherche l'associe à l'une des deux grandes forces aux prises dans ce processus: ceux qui possèdent, qui tiennent, ou qui tenaient les rênes de l'ordre établi, les oppresseurs, et ceux qui n'ont rien, les victimes, les opprimés. Moralement, le choix est clair. Mais cela ne sert à rien de se contenter de défendre ou de faire avancer une cause, si méritante soit-elle. Car avant d'accéder à la pleine compréhension de ce qu'est vraiment la démocratie, il faut nous libérer tout autant de la mentalité de l'opprimé que de celle de l'opresseur. D'où l'importance de notre modèle d'insecte hybride.

L'artiste en tant qu'insecte ne peut être cantonné ou contraint à la soumission à une cause, à une idéologie ou à un programme. C'est en étant libre qu'il assume pleinement sa responsabilité d'être humain, au cœur de ce processus compliqué, difficile et exaltant à la fois, qui voit un peuple aveuglé par l'oppression avancer lentement mais irrésistiblement vers la démocratie et la liberté. □

le saviez-vous ?

ÉDUCATION POUR TOUS: UNE BANQUE VIDÉO

La Banque vidéo sur l'éducation pour tous créée par l'Unesco est opérationnelle. Ses premiers films vidéos, au nombre de 22, couvrent une grande variété de sujets, notamment le recours à la vidéo pour la formation des parents et travailleurs sociaux s'occupant d'enfants handicapés; les projets pilotes de soutien aux zones reculées; et les besoins des enfants des rues et des enfants qui travaillent. Un catalogue des films est disponible et l'on pourra obtenir, au prix coûtant, des copies des vidéos. L'Unesco invite les établissements d'enseignement, les organisations non gouvernementales et les particuliers qui disposent de matériels audiovisuels à lui en adresser une copie, qui sera éventuellement incluse dans la banque. Ecrire à l'Unité pour la coopération interinstitutionnelle en matière d'éducation de base, Unesco, 7, place de Fontenoy 75700 Paris, France.

JEUNESSE EN POCHE

Le Répertoire international des organismes de jeunesse vient d'être réédité cette année par l'Unesco. On y trouve 123 pays, 391 organismes internationaux, 54 organisations non gouvernementales et 13 organisations intergouvernementales. Avec ses pages clés en français, anglais et espagnol, ce guide en format de poche, gratuit, est d'un maniement aisé. Pour se le procurer, s'adresser à la Division de la jeunesse et des activités sportives, Unesco, 1, rue Miollis 75015 Paris, France.

PLEINS FEUX SUR LES AMÉRINDIENS

Un ensemble de manifestations vient d'attirer l'attention sur les Amérindiens à l'occasion du Cinquième centenaire de la Rencontre de deux mondes (1492-1992).

En septembre, au Siège de l'Organisation, à Paris, une semaine de cinéma amérindien a permis de découvrir, à travers une quinzaine de films, la diversité et la vigueur des cultures amérindiennes et de réfléchir sur le devenir de ces peuples. En octobre, pour le «lancement» du «Vaisseau d'Archipel», une sculpture symbolique (40 m de haut, 10 m de large) érigée au cœur de la ville française de Montbéliard, une fête a rassemblé des enfants, des personnalités de tous horizons et dix sages de tribus indiennes, qui ont confié leur message pour le troisième millénaire. Un livre, enfin, étudie les premiers contacts avec les autochtones du Nouveau Monde dans trois régions du monde jusqu'alors traitées séparément (Mexique, Amérique du Nord et Grand Nord). Cet ouvrage collectif, *Destins croisés*, s'inscrit dans le cadre du programme PREGANEM, qui traite de divers aspects de la rencontre Europe-Amérique (coédition Albin Michel-Unesco).

ÉDUCER POUR PRÉVENIR LE SIDA

L'éducation a un rôle clef à jouer dans la prévention du sida. Pour informer mieux et davantage, mais, surtout, pour changer les attitudes et les comportements sociaux envers cette maladie dont l'expansion prend des proportions dramatiques. L'Unesco mène cette mission éducative avec l'OMS (Organisation mondiale de la santé) dans le cadre d'un programme conjoint d'éducation scolaire, et bientôt extra-scolaire, pour la prévention du sida. L'Organisation a créé à son Siège un centre de documentation pour la collecte, l'échange et la diffusion du matériel didactique pour les jeunes d'âge scolaire. Il regroupe plus de 800 publications et environ 100 films vidéo provenant de toutes les régions du monde et pouvant être consultés sur place. La liste

bibliographique peut être obtenue sur demande, en s'adressant à: Education pour la prévention du sida, Unesco, 7, place de Fontenoy 75700 Paris (France).

VICTOIRES SUR L'ANALPHABÉTISME

Trois prix internationaux ont été décernés par l'Unesco à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, 27^e du genre, qui a eu lieu cette année à l'EXPO'92 de Séville (Espagne). Pour l'alphabétisation fonctionnelle remarquable de son projet de réhabilitation agricole de Fouta Djallon, la Guinée a reçu le prix «International Reading Association». Le prix japonais Noma a été décerné à la Commission ouïgoure du Xinjian qui a réduit l'analphabétisme de cette région autonome de la Chine dans des proportions considérables. Le prix coréen d'alphabétisation du roi Sejong a récompensé l'action menée par le Mouvement pour la lumière du savoir, qui a éliminé l'analphabétisme dans le territoire de Pondichéry (Inde). D'après les statistiques de l'Unesco, près d'un milliard de personnes dans le monde sont encore analphabètes et plus de 100 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont jamais allés à l'école.

LES JEUNES EN ACTION

Nombreux sont les jeunes qui œuvrent contre l'exclusion, la solitude, le chômage, ou pour améliorer la qualité de la vie et de l'environnement. Quatorze d'entre eux se sont rencontrés au Siège de l'Unesco, à Paris, du 7 au 17 septembre, pour échanger leurs expériences et faire connaître leurs projets et initiatives sur le terrain. Agés de 18 à 27 ans, ils venaient de divers pays du monde (Allemagne, Bélarus, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Nouvelle-Zélande, Sainte-Lucie, Sri Lanka et Yémen). Cette rencontre internationale, la deuxième du genre, a eu lieu dans le cadre de «Jeunesse en action», un programme pilote de l'Organisation. Son objectif: susciter une réflexion des jeunes sur l'Unesco et mieux faire connaître leurs efforts pour résoudre les problèmes clefs de la société d'aujourd'hui. □



La chronique de Federico Mayor

Le directeur général de l'UNESCO dessine pour les lecteurs du Courrier les grands axes de sa réflexion et de son action.

Pour une culture démocratique

Il n'y a pas de démocratie viable sans une authentique culture de la démocratie. Cette culture de la démocratie me paraît devoir être le lieu de synthèse de quatre concepts fondateurs: le civisme, la tolérance, l'éducation, la libre communication des idées et des hommes.

«Le renouveau du civisme, écrivait Vaclav Havel, n'est pas un sous-produit, mais au contraire un présupposé de la démocratie... Le civisme, c'est le courage, l'amour de la vérité, la conscience toujours en éveil, la liberté intérieure et la responsabilité librement assumée pour la chose publique. Autant de valeurs dont on ne pourra jamais prétendre que la mesure soit comble...»

Cette analyse met en avant la dimension éthique de la citoyenneté, animée par des valeurs qu'il nous faudra un jour retrouver au fond de nous-mêmes — comme signe de notre commune humanité, et comme substrat universel de la démocratie, par delà la diversité de ses conceptions et de ses pratiques.

La tolérance? La culture démocratique se fonde sur la connaissance et l'acceptation des autres cultures. Elle est la volonté de vivre avec autrui. Combien de systèmes autoritaires ont assis leur pouvoir sur l'exaltation de la discrimination raciale et du préjugé ethnique! Les identités culturelles sont pourtant loin d'être des arbres monochromes. Les plus riches d'entre elles portent les gènes et les fruits des cultures les plus éloignées, des civilisations les plus disparates. Si l'on me demandait ce qui fait aujourd'hui la richesse des nations, je dirai que ce n'est pas leur pouvoir technologique ou leur puissance économique, mais la capacité qu'ont leurs citoyens — quelles que soient leur origine, la couleur de leur peau, la terre et la langue de leurs ancêtres — de converger sur un certain nombre d'idéaux et de principes qui leur permettent de vivre ensemble.

La tolérance ne signifie pas seulement la patience à l'égard des autres: elle implique la connaissance des autres, mais plus encore le respect pour la beauté de leur culture. La tolérance est donc aussi bien une attitude éthique qu'esthétique.

Au-delà même de la discrimination, la tolérance doit également commander l'intégration.

Comment, par exemple, concilier ce double appel — qui fonde toute citoyenneté — à l'unité ET à la liberté, à l'appartenance collective ET à la liberté individuelle? Peut-on, dans des sociétés de plus en plus fortement diversifiées, continuer d'assimiler la démocratie à la règle majoritaire si celle-ci ne permet pas d'assurer l'expression et la défense adéquate, dans la vie publique, des revendications et des croyances de tous les groupes de citoyens? Est-il même

possible de concevoir la démocratie, si l'on ne croit pas à la nécessité d'assurer le respect des droits des minorités?

La vraie culture démocratique ne récuse aucune identité particulière, qu'elle soit ethnique, religieuse, linguistique ou culturelle, pas plus qu'elle ne doit se développer au détriment des fondements nationaux, des solidarités collectives et des espérances communes. Elle laisse seulement à chacun la possibilité de se définir par des appartenances plurielles — et librement assumées. Elle est ainsi, dans l'ordre culturel, ce qu'est la démocratie dans l'ordre politique: l'union de la volonté personnelle et de l'intérêt général.

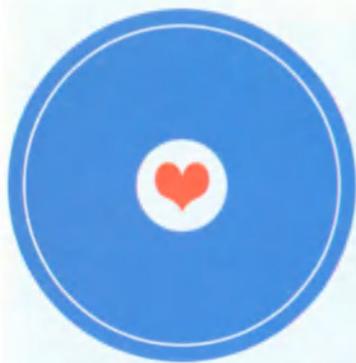
Education. Il est clair que la culture démocratique, qui définit l'homme comme être capable de choix, ne peut se développer librement sur le terreau infertile de l'ignorance; pas plus qu'elle n'a de chances de fleurir dans une société qui resterait fragmentée en multiples isolats, incapables de communiquer entre eux autrement que par le préjugé et la violence. L'ignorance fortifie les dictatures et affaiblit les démocraties. L'éducation est au cœur même de la culture démocratique.

Enfin, libre communication des idées et des hommes. La libre circulation des hommes doit permettre à chacun de choisir ses formes de vie et d'expression, d'être le sujet de sa vie personnelle et de son histoire collective; une totale liberté d'information et d'expression représente la pierre angulaire de l'édification de la culture démocratique — dans la mesure où elle seule peut assurer la transparence indispensable à l'exercice des choix et des responsabilités.

Ces choix, ces responsabilités ne s'exercent pas seulement sur le plan de l'appartenance communautaire ou nationale. Ils s'exercent à tous les niveaux, depuis le milieu le plus proche jusqu'à l'écosystème. La vraie citoyenneté s'apprend, et s'éprouve, dans le voisinage, la famille, le travail, la vie associative et, bien sûr, dans l'exercice quotidien des libertés publiques à l'échelon municipal.

La vraie citoyenneté s'éprouve aussi à l'échelle planétaire, notamment dans la responsabilité que nous assumons à l'égard de l'environnement, de sa préservation ou de sa dégradation irréversible, et des limitations que nous imposons — par nos choix ou par notre absence de choix — aux droits des futures générations.

Apprendre à co-exister avec notre environnement; apprendre à co-exister avec les autres cultures, tels sont à mon sens les défis majeurs en cette fin du 20^e siècle. Je suis convaincu que seule une authentique culture de la démocratie, parce qu'elle est culture de la convivialité, nous permettra de les relever avec succès. □



DISQUES RÉCENTS

MUSIQUES TRADITIONNELLES

Cante flamenco. Chocolate. CD Ocora HM 83.

► Né à Jerez de la Frontera, Antonio Nuñez Montoya, dit «Chocolate», est gitan de pure souche. Chanteur (*cantaor*) professionnel, il maîtrise les styles les plus anciens du flamenco (soleá, siguiriya, malagueña, taranto, fandango, sevillana). Mais, accompagné par la guitare de José Luis Postigo, il sait également conférer à ses textes un cachet extrêmement personnel. La voix, noble, ardente, virile, s'inscrit dans la tradition du cante jondo; les paroles, richement métaphoriques, souvent autobiographiques, suivent une trajectoire fantastique, surréaliste, sautant parfois, comme dans certains chants cubains, du coq à l'âne, passant de considérations sur la misère du peuple à des évocations de fruits ou des descriptions de femmes aimées. Du flamenco de grande qualité.

Brésil. Le Monde Sonore des Bororos.

Musiques et musiciens du monde CD UNESCO D 8201.

► La série «Musiques et musiciens du monde» de l'UNESCO nous offre ici des enregistrements des Indiens bororos du Brésil, jadis vedettes de l'anthropologie structurelle. Coiffés de magnifiques diadèmes de plumes d'aras (ce qui n'empêche pas un des musiciens figurant sur la

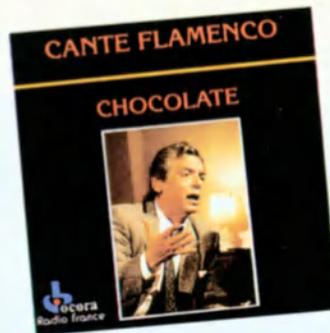
couverture du compact d'arborer des bermudas en jeans), les Bororos vivent encore, dans leur forêt du Mato Grosso, en symbiose avec la nature. Leur musique, essentiellement collective, possède la plupart du temps une valeur rituelle. Leurs chants, souvent monocordes, et leurs rythmes arides rappellent ceux de leurs cousins d'Amérique du Nord. Un compact d'un grand intérêt humain, qu'il était urgent de réaliser afin de sauvegarder l'héritage culturel d'un peuple menacé de disparition.

Canada. Chants et jeux des Inuit. Musiques et musiciens du monde. CD UNESCO D 8032.

► Les Inuit (autrefois appelés *Eskimos*, terme péjoratif aujourd'hui inusité) connaissent actuellement un renouveau politique et culturel. Cet enregistrement de chansons — certaines imitant des bruits d'animaux — et de jeux, nous montre la variété de sons obtenus par ces attachants pêcheurs et chasseurs: voix pincées, rauques, ou au contraire veloutées et presque enfantines, effets rythmés de respiration rappelant les séances de transe des églises fondamentalistes de Jamaïque. Les chants, dérivés de prime abord par leur apparente monotonie, se déroulent dans un ambitus restreint, mais on en perçoit rapidement le nuancement. Les scansionnements et les rythmes martelés, évoquant, comme dans le cas des Bororos, d'autres musiques amérindiennes, témoignent à la fois de la diversité et de l'unité des peuples précolombiens.

Sources musicales. CD UNESCO D 8100.

► L'UNESCO vient d'éditer, dans sa série des Musiques traditionnelles du monde, une nouvelle et passionnante compilation de musiques de différents pays, dont un rituel bouddhiste japonais, des liturgies de la semaine sainte sicilienne et de l'Église orthodoxe syrienne, des mélodies gourara du Sahara algérien et de la musique instrumentale de Hong Kong. Un choix intelligent d'airs souvent inédits ou méconnus qui permet de rendre compte de l'extrême richesse du folklore mondial.



MUSIQUE POPULAIRE

Tito Rodriguez. Tito Hits. CD WS Latino 118.

► Quel bonheur de retrouver en compact l'un des meilleurs disques de Tito Rodriguez! Vedette du célèbre Palladium Ballroom de New York dans les années 50 et 60 et de la musique latino-américaine en général, Tito Rodriguez, surnommé le «Billy Eckstine portoricain», possédait une émouvante voix et un charisme qui lui valut d'innombrables admirateurs. Gravés à l'origine aux alentours de 1962, «Vuelva la paloma», «Cuando, cuando», «Cara de payaso» furent des succès absolus. Accompagné par son orchestre étoffé, à la fluide section de cuivres, Rodriguez nous offre des mambos enlevés, des guarachas épicées et de lyriques boleros. Les groupes de salsa actuels n'ont pas fait mieux.

Quand Paris biguinait. Orchestres créoles (1930-1940). CD MM 30876.

► La musique noire a connu à Paris son heure de gloire durant la période de l'Entre-deux-guerres avec des revues cubaines, antillaises, afro-américaines au Moulin Rouge, au fameux Bal Nègre, au Bœuf sur le Toit et aux Ambassadeurs. La capitale s'emballa pour la rumba, la conga et la biguine, que popularise en 1929 le clarinettiste Alexandre Stellio. Ce compact réunit les meilleurs artistes antillais de l'époque: le Créol's Band, la Boule Blanche, Madame Maïotte Almaby et son Orchestre des Isles, Roger Fanfan et son Orchestre Guadeloupéen. La biguine et la mazurka, où prédomine la clarinette, ressemblent, par leur polyphonie et leur orchestration, au vieux jazz de la Nouvelle-Orléans. Le piano porte encore plus la marque de la musique romantique du 19^e siècle et les quelques notes d'introduction de «Matado-la» évoquent certaine mélodies de l'Ouest africain. Des airs coquins en créole («Bossu A ou la danse de bam bam»), «Doudou moin dans bras moin», «Dans trou crab'la») fleurant bon la vanille et le rhum.

Mahalia Jackson. Gospels, Spirituals & Hymns.

Coffret de 2 CD, Columbia 468663.

► Réédition des grands succès de Mahalia Jackson — sublime voix de la musique religieuse afro-américaine. Y figurent les spirituals et les hymnes, plus anciens, apportés d'Europe par les pionniers protestants, et des airs de gospels, créés en milieu urbain, à Chicago surtout, à partir des années 40, avec une instrumentation plus fournie et plus marquée par la soul music et le jazz. Mahalia est parfois

accompagnée par des chœurs, parfois, plus simplement, par l'orgue, le piano et une section rythmique. Le chef-d'œuvre absolu de Mahalia Jackson demeure «In The Upper Room». La voix à l'ample vibrato, touchée par une grâce divine, donne des frissons, et l'on pourrait facilement, si puissante en est la magie incantatoire, tomber dans des états seconds. Un des grands sommets de l'art.

JAZZ

Stan Getz/Kenny Barron. People Time.

Stan Getz, (saxophone), Kenny Barron, (piano).

Coffret de 2 CD., Gitanes Jazz, Emarcy 510 134-2.

► Réalisés peu avant la mort de Getz, ces enregistrements témoignent de la connivence qui s'était établie entre le saxophoniste et Kenny Barron son dernier pianiste, à la fois accompagnateur et complice. De nombreux standards («Night and Day», «East of the Sun», «I Remember Clifford») sont interprétés mezzo voce, avec le velouté qui caractérisait Getz. Pour beaucoup de pianistes contemporains, habitués à ce que la contrebasse soutienne la main gauche avec les notes fondamentales, il est extrêmement difficile d'improviser seul. Mais Barron, se jouant des obstacles, produit des solos mélodiques d'une grande fraîcheur et, comme toujours, montre qu'il est l'un des musiciens les plus attentifs et les plus discrets du jazz actuel.

Gilbert Sigrist Trio. Numéro 1. Gilbert Sigrist (piano), Laurent Sigrist (guitare basse), Francis Winninger/André Ceccarelli (batterie).

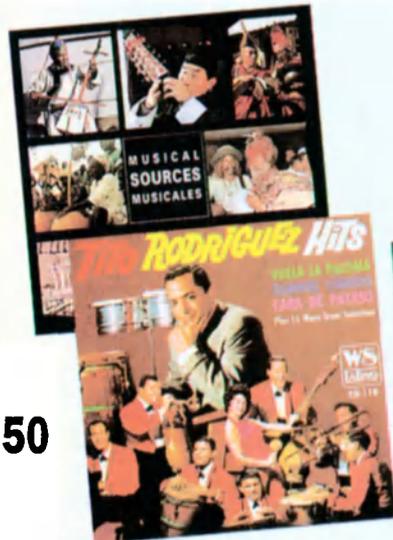
CD Columbia 468228 2.

► Le pianiste Gilbert Sigrist, disciple, au conservatoire de Genève, de Nikita Magaloff, réinterprète en jazz — véritable gageure — des chansons enfantines telles que «Le petit navire», «À la claire fontaine» ou «La mère Michel». Il s'en tire à merveille avec une musique sensible et originale, de subtiles harmonies attestant parfois des influences impressionnistes. «Petite rêverie», composition originale de Sigrist, particulièrement réussie, nous promène dans un monde enchanteur. Sigrist fait souffler un vent frais sur le jazz, devenu aujourd'hui si souvent tributaire de la technologie.

ISABELLE LEYMARIE

COQUILLE

Dans la note biographique de Jacques Hallak, l'un des auteurs de notre numéro *Figures du maître* (septembre 1992), la première phrase a été tronquée par inadvertance. Il fallait lire: «Jacques Hallak, économiste français d'origine libanaise...».



45^e année

Mensuel publié en 33 langues et en braille par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75015 Paris, France.

Téléphone: pour joindre directement votre correspondant, composez le 45.68 ... suivi des quatre chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom.

Télécopie: 45.66.92.70

Directeur: Bahgat Elnadi

Rédacteur en chef: Adel Rifaat

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction: Gillian Whitcomb

Français: Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Unité artistique, fabrication: Georges Servat (47.25)

Illustration: Ariane Bailey (46.90)

Documentation: Violette Ringelstein (46.85)

Relations éditions hors Siège et presse: Solange Belin (46.87)

Secrétariat de direction: Annie Brachet (47.15), Mouna Chatta

Assistant administratif: Prithi Perera

Éditions en braille (français, anglais, espagnol et coréen):

Marie-Dominique Bourgeois (46.92).

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe: Alexandre Melnikov (Moscou)

Allemand: Werner Merkli (Berne)

Arabe: El-Said Mahmoud El Sheriti (Le Caire)

Italien: Mario Guidotti (Rome)

Hindi: Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: H. Sadough Vanini (Téhéran)

Néerlandais: Claude Montreux (Anvers)

Portugais: Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Turc: Mefra Ilgazer (Istanbul)

Ourdou: Wali Mohammad Zaki (Islamabad)

Catalan: Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais: Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Coréen: Yi Tong-ok (Séoul)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar-es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Shen Guofen (Beijing)

Bulgare: Dragomir Petrov (Sofia)

Grec: Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais: S.J. Sumanasekera Banda (Colombo)

Finois: Marjatta Oksanen (Helsinki)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thai: Savitri Suwansathit (Bangkok)

Vietnamien: Do Phuong (Hanoi)

Pachto: Ghoti Khawari (Kaboul)

Haoussa: Habib Alhassan (Sokoto)

Bengali: Abdullah A.M. Sharafuddin (Dacca)

Ukrainien: Victor Stelmakh (Kiev)

Tchèque et slovaque: Milan Syruček (Prague)

Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-

Compostelle)

VENTES ET PROMOTION

Abonnements: Marie-Thérèse Hardy (45.65), Jocelyne

Despouy, Alpha Diakité, Jacqueline Louise-Julie, Manichan

Ngonkeo, Michel Ravassard, Michelle Robillard, Mohamed

Salah El Din, Sylvie van Rijsewijk, Ricardo Zamora-Perez

Liaison agents et abonnés: Ginette Motreff (45.64)

Comptabilité: (45.65)

Courrier: Martial Amegee (47.50)

Magasin: Hector Garcia Sandoval (47.50)

ABONNEMENTS. Tél.: 45.68.45.65

1 an: 211 francs français. 2 ans: 396 francs.

Pour les pays en développement:

1 an: 132 francs français. 2 ans: 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an): 113 francs.

Reiure pour une année: 72 francs.

Paiement par chèque bancaire, CCP ou mandat à l'ordre de

l'Unesco.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LEGAL: C1 - NOVEMBRE 1992.

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition: Le Courrier de l'UNESCO.

Photogravure-impression: Maury-Imprimeur S.A.,

Z.I., route d'Étampes, 45330 Malesherbes.

ISSN 0304-3118 N°11-1992-OP1-92-509 F

Notre prochain numéro
(Décembre 1992)
aura pour thème:

Le sport

Il sera précédé d'un entretien
avec la grande chanteuse argentine

SUSANA RINALDI

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Couverture, page 3: © Hossein Davoudi, Paris. Couverture de dos: Liba Taylor © ANA, Paris. Page 2: © Camille Leblond, Tréguier. Pages 4, 6: © M.-C. Elsen, Paris. Page 9: © F. Vilain, Fort de France. Pages 10-11: Abbas © Magnum, Paris. Page 12: © Francis Cuny, France. Page 13: © Patrick Mina, Genève. Page 15: © Alioune Badiane, tiré de *Art africain contemporain* de Pierre Gaudibert, Editions Cercle d'art, Paris. Pages 16-17: Philippart de Foy © Explorer, Paris. Pages 18-19: Ian Berri © Magnum, Paris. Page 20: Anna Tully © Panos Pictures, Londres. Pages 21, 35: Gérard Bosio, *Déclaration des Droits de l'Homme* © Sipa Press, Paris. Pages 22-23: René Burri © Magnum, Paris. Page 24: James Nachtwey © Magnum, Paris. Page 25: Michel Baret © Rapho, Paris. Page 26 en bas : Y. Lanceau © Jacana, Paris. Page 27 en bas: © Alia Princess College, Jordan. Page 28, 30: Michael S. Yamashita © Rapho, Paris. Page 29: © Rina Blumensztejn, Quito. Page 31: Gabe Kirchheimer © Rapho, Paris. Page 32: D.R. Page 33: © Pavel Homolka, Tchécoslovaquie. Page 34: Bulka et Secretan © Gamma, Paris. Pages 36-37: Marc Friend © Panos Pictures, Londres. Page 38: © Roger-Viollet, Paris. Page 39: © Charles Lenars, Paris. Page 40: Georg Gerster © Rapho, Paris. Page 41: Gilles Puech © Françoise Leroy-Garioud, France. Page 42-43: UNESCO - Zbigniew Stoklosa. Page 43 en bas: E. Bernager © Explorer, Paris. Page 45: Michael Freeman © ANA, Paris. Page 46: © Roberto Cordero, Buenos Aires. Page 47: © Feu'u. Page 48: UNESCO-Dominique Roger.

